

• février 1995 • n° 382 •

IMPRECOP
PRIX: 35 FF / TFS / 150 FB.

Grande Bretagne :

Où va le Labour ?

Europe de l'Est:

Cinq ans après ...

Mexique :

Vers le MLN !

Dossier: Europe

Des PC dans la refondation



SOMMAIRE

3

EDITORIAL

Italie : un miroir pour l'Europe ?
Livio MAITAN

4

EUROPE DE L'EST

La «transition» dans tous ses états
Catherine SAMARY

11

GRANDE BRETAGNE

Vers la «clintonisation» du Labour ?
Roland WOOD

Dossier:

14

INTRODUCTION

Des PC en mutation
François VERCAMEN

15

ETAT ESPAGNOL

IU : un consensus fragile face à de
nouveaux défis
Jaime PASTOR

18

PORTUGAL

Un PC à part
Francisco LOUÇA

20

ALLEMAGNE

Le PDS en transformation
Angela KLEIN

25

ITALIE

PRC : débats anciens et nouveaux
Livio MAITAN

28

TCHÉCOSLOVAQUIE

La sale guerre de Eltsine
A. BOUZGALINE et A. KOLGANOV

29

Manifestations anti-guerre à Moscou
Renfrey CLARKE

32

MEXIQUE

Le mouvement démocratique à la
recherche de son unité
Ulises MARTINEZ FLORES

34

SENEGAL

«Ensemble pour changer le Sénégal»
Entretien avec Badara NDIAYE

36

NOUVELLES DU MONDE

Haïti-Belgique

Bis repetita placent...*

Depuis un an nous vous ennuyons ici en chiffrant les abonnements reçus à *Inprecor* et en répétant, sur tous les tons, les appels à l'aide. Durant les huit premiers mois de 1994 cela n'a pas été sans résultat : fin août dernier nous avons accru de plus de 50% le chiffre d'abonnés par rapport à décembre 1993. Depuis... les changements ont cessé d'être spectaculaires : accroissement d'un pour-cent un mois, réduction d'autant le mois suivant (nous en sommes à +51,5% aujourd'hui) — bref, la stagnation !

Le marasme politique ambiant en France (où sont concentrés deux-tiers de nos abonnés) et le ronronnement de cette rubrique en sont peut-être la cause. Comme peut l'être la satisfaction d'avoir atteint en huit mois un résultat honorable.

Alors, au risque de nous répéter, disons-le franchement : rien ne justifie l'immobilisme. *Inprecor* doit toujours accroître le nombre de ses abonnés et vous, ami(e)s lectrices et lecteurs, êtes les seuls à pouvoir réaliser cette tâche. Chacune et chacun de vous peut trouver dans son entourage immédiat un(e) nouvelle/nouveau abonné(e). Et nous pensons, toute prétention mise à part, que les sommaires d'*Inprecor* depuis un an (pour ne pas remonter trop loin dans le temps) constituent autant d'arguments pour s'abonner.

Vous trouverez encarté dans ce numéro d'*Inprecor* un bulletin d'abonnement destiné aux nouveaux abonnés. Ne le gardez pas dans votre collection, remettez-le à vos amis. Vous ne manquerez pas de faire des heureux et vous aiderez *Inprecor* en même temps.

La Rédaction

* «Les choses répétées, redemandées, plaisent» — paraît-il !

Lecteurs solidaires

Dans bien des pays le prix de notre magazine constitue un obstacle à sa lecture. Pour nombre de prisonniers politiques *Inprecor* est le seul lien avec la réflexion du mouvement ouvrier. Nous avons toujours tenté de répondre à leurs demandes, mais nos difficultés financières nous imposent, malheureusement trop souvent, de limiter le nombre d'exemplaires envoyés à ceux qui en ont le plus besoin. Vous pouvez nous aider à cette tâche. Nous lançons ainsi la campagne «lecteurs solidaires», qui nous permettra, à chaque fois que nous recevrons 150,00 francs, de fournir pendant six mois *Inprecor* à celle où à celui qui, autrement, n'aurait pu le recevoir. Et, si vous le souhaitez, nous informerons la ou le bénéficiaire de votre solidarité.

Nous comptons sur votre aide.



Revue mensuelle
d'information et
d'analyse publiée
sous
la responsabilité
du Secrétariat unifié
de la
IVE Internationale.

Les articles signés ne
représentent pas
nécessairement le point
de vue de la rédaction.

Éditée par PECCI Sarl
au capital de 50 000
francs, SIREN
n° 391 857 562

Rédaction —
Administration :
PECCI, BP 85, 75522
Paris CEDEX 11,
France

Tél. : (33-1) 43 79 29 60
Fax : (33-1) 43 79 29 61

Gérant et Directeur
de publication :
Jean Malewski

Commission
paritaire n° 59117
ISSN 1 0294 - 8516

Imprimé par
Rotographie 2, Rue
R. Lenoir, 93100
Montreuil

Diffusé dans les
librairies par
DIF'POP SARL,
21 ter rue Voltaire,
75011 Paris, France.



ABONNEMENT (11 numéros par an)

France - DOM-TOM - Europe	190 FF pour six mois.	360 FF pour un an.
Afrique du Nord - Moyen-Orient	200 FF pour six mois.	380 FF pour un an.
Afrique - Amériques - Asie	220 FF pour six mois.	460 FF pour un an.
Pli fermé France - Europe	250 FF pour six mois.	500 FF pour un an.

● Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECT", à adresser à PECCI, BP 85, 75522 Paris CEDEX 11, France.

● Virements bancaires à "PECT", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.

● Virements postaux à "PECT", CCP n° 3.900.41 N Paris.

Abonnement Réabonnement

Moins de 25 ans et chômeurs (120 FF, 6 mois)

Institutions (600 FF, 1 AN)

« Lecteurs solidaires » (150FF, 6 mois)

« Découvrir INPRECOR » * (150 FF, 6 mois)

*(Réservé aux nouveaux abonnés)

Nom - Prénom :

Rue :

.....

Commune / Code postal :

Ville :

Pays :

Un miroir pour l'Europe ?

La crise gouvernementale de longue durée, qui vient de se conclure, a été un miroir de tous les bouleversements qui secouent l'Italie à l'heure actuelle. Faut-il ajouter que les polémiques qui ne se sont pas arrêtées même depuis l'intronisation du nouveau premier ministre, Lamberto Dini, sont révélatrices d'une instabilité persistante et grosses de nouveaux affrontements.

Livio MAITAN

Quoiqu'il en soit, la crise italienne est significative et presque symbolique du fait qu'elle concentre et exprime des conflits et des contradictions qui sont propres, non seulement, à la péninsule, mais, sous de différentes formes, à tous les pays capitalistes européens.

Elle a fait ressortir à nouveau l'éclatement du cadre politique issu de la Seconde guerre mondiale. Certes, ce cadre avait commencé à se désagréger depuis au moins trois ans, mais c'est maintenant que la crise a atteint son stade terminal. En effet, d'un côté, l'ancien régime a été, dans une large mesure, balayé, entre autres, à la suite des législatives du mois de mars 1994, de l'autre, le cadre nouveau de ce qu'on appelle la Deuxième république est loin d'être en train de se construire. Pour ne mentionner qu'un seul aspect des choses, la réduction de l'affrontement politique à deux formations alternatives qu'avaient rêvée, en se faisant des illusions ou de mauvaise foi, les partisans du référendum contre la proportionnelle, ne s'est pas du tout produite. Non seulement aux dernières législatives il y a eu trois et non deux «pôles», mais de surcroît chaque pôle était et reste, plus ou moins, divisé dans son sein.

En dépit du triomphalisme des coryphées du berlusconisme, c'est le pôle conservateur lui-même qui a connu assez rapidement des conflits dans son sein. Berlusconi s'est avéré incapable de continuer à jouer ce rôle de médiateur qui lui avait permis de rassembler lors de la campagne électorale des forces assez disparates et n'a pas réussi à éviter la rupture avec la Ligue du Nord entraînant la chute du gouvernement.

L'évolution de la Ligue mérite d'être soulignée. Cette formation est née avec une inspiration conservatrice populiste et même des traits carrément réactionnaires au point que certains l'avaient caractérisée comme fascisante sinon carrément fasciste. Mais déjà au cours de la campagne électorale, son chef, Bossi, avait opéré un certain déplacement vers le centre sur le

terrain idéologique, entre autres, en polémique durement contre les néofascistes. Par la suite, y compris sous la pression des mouvements de masse de l'automne auxquels la frange populaire de son électorale avait parfois participé, il en est arrivé à projeter une convergence non seulement avec le Parti populaire italien (PPI), mais aussi avec le Parti démocratique de la gauche (PDS). Cette convergence s'est concrétisée par l'opération qui a abouti au renversement de Berlusconi et a rendu possible la formation du nouveau gouvernement.

Pour sa part, Berlusconi a accentué, en revanche, les traits conservateurs de son orientation et de ses conceptions et, face à la difficulté de réussir à jouer le médiateur, il s'est approché, de plus en plus, de l'Alliance nationale-Mouvement social italien (AN-MSI) en compromettant, par ce fait même, l'élargissement de son mouvement vers le centre, qu'il paraissait souhaiter au début. Après l'éclatement de la crise gouvernementale, l'extrême droite s'est trouvée, placée dans une situation contradictoire. Justement au moment où il était en train de mener à bien son opération de transformation du MSI, visant à effacer les traces du fascisme originaire dans le nouvel avatar d'une alliance conservatrice respectueuse des institutions démocratiques, Fini s'est laissé entraîner dans des polémiques très violentes, en remettant, notamment, en cause la légitimité du vote du Parlement lors de la crise et de certaines décisions de la Cour constitutionnelle et du Président de la République et en relançant des motifs propagandistes populistes réactionnaires sur lesquels il avait mis une sourdine auparavant.

La droite s'est généralement renforcée dans les dernières années en élargissant ses assises. Mais ses composantes sont loin d'avoir clairement fixé leurs axes stratégiques et tactiques et d'avoir défini leur identité. Elles sont encore en mutation et rencontreront des grandes difficultés pour s'imposer par des mécanismes institutionnels, alors qu'aucune d'entre elles ne dispose à l'heure actuelle des instruments nécessaires pour réaliser une ruptu-

re avec le cadre institutionnel, lui permettant de s'acheminer vers l'instauration d'un régime dictatorial.

C'est dans un tel contexte contradictoire que la crise de décembre-janvier a abouti à une solution paradoxale : la formation d'un gouvernement dirigé par un représentant attiré des banques et de la finance, ministre du Trésor dans le gouvernement sortant et proposé par Berlusconi lui-même, et composé exclusivement de techniciens et de spécialistes ou soi-disant tels, qui, dans leur presque totalité, dans la mesure où il est possible de les caractériser socialement, sont l'expression d'une société civile conservatrice voire réactionnaire. Ce gouvernement existe grâce au soutien du centre et de la gauche (à la seule exception de Refondation)!

En dernière analyse, à la base de toutes ces contradictions et de ces apparents paradoxes il y a un fait substantiel : toutes les forces sociales sont tourmentées et déchirées et hésitent dans leurs choix politiques. Qui plus est, il n'y a pas eu de recombinaison des blocs sociaux. La grande bourgeoisie elle-même reste divisée et n'est pas capable d'exprimer une orientation d'ensemble. Ses oscillations face à l'initiative politique de Berlusconi et à son gouvernement l'ont de toute évidence confirmé. Mais les classes dominantes ont de quoi se consoler : certes, des mouvements de masses puissants sont toujours possibles, mais, en l'absence d'une force de gauche capable de jouer un rôle hégémonique dans une perspective d'alternative anticapitaliste, tout se termine en queue de poisson. Une dernière leçon confirmant ce qui est devenu presque un lieu commun. L'Italie a connu une relance économique incontestable, surtout grâce à un essor des exportations favorisé par la dévaluation de la lire : le taux de croissance de l'industrie a dépassé récemment 8 %. Mais l'annonce d'un tel résultat est allé de pair avec l'annonce que les chômeurs sont désormais plus de 5 millions. Voilà des chiffres qui en disent long sur l'état actuel de l'Italie et qui font présager d'autres crises dans l'étape qui est devant nous. ★

29 janvier 1995

La «transition» dans tous ses états

L'effondrement des économies d'Europe de l'Est et de l'ex-URSS représente un tournant historique. Il s'agit d'un processus de restauration capitaliste qui se distingue donc des tentatives de réformes qui ont jalonné l'histoire de ces systèmes depuis les années 50 jusqu'à la Perestroïka gorbatchévienne.

Catherine SAMARY



Certes, dans les réformes d'hier ou dans les bouleversements d'aujourd'hui, c'est l'élargissement de mécanismes marchands et de la sphère de production privée qui ont été mis en avant. Et pourtant il y a bel et bien un évident changement qualitatif entre les deux. C'est dire que l'enjeu n'est pas «une économie de marché» mais le marché capitaliste (c'est-à-dire généralisé aux moyens de production) ; il n'est pas la «privatisation» mais la privatisation capitaliste (c'est-à-dire non pas seulement dans la petite production marchande, l'artisanat, le commerce, mais dans l'industrie où il s'agit d'avoir des rapports de propriété capitalistes). De la Hongrie à l'ex-URSS en passant par la Yougoslavie, des sociétés très différentes les unes des autres, mais toutes dites «socialistes», sont entrées dans une transition vers une pleine intégration au capitalisme mondial, visant à adopter ses critères et rapports sociaux (1).

En principe on peut analyser des transformations à trois niveaux : gouvernement, appareils d'Etat, économie. L'objectif des gouvernements bourgeois est de modifier en premier lieu le cadre législatif et répressif (l'appareil d'Etat). Celui-ci peut alors être mis au service de la nouvelle bourgeoisie en formation, et de la bourgeoisie mondiale, de façon à assurer les transformations socio-économiques de base. C'est manifestement ce dernier plan, qui s'accomplit le plus difficilement — d'où l'instabilité politique majeure des gouvernements, voire leur remise en cause de mesures prises par les équipes précé-

dentes.

Il n'y a pas de critères simples ou quantifiables de la restauration capitaliste au plan socio-économique, car il n'y a pas de «modèle» universel de capitalisme — et celui qui se restaurera à l'Est sera certainement très différencié. Il n'y a pas non plus de pourcentage de privatisation qui puisse fixer un «seuil qualitatif». Mais encore faut-il, même sur des formations sociales hybrides, qu'une logique capitaliste domine (droits de propriété capitaliste, rapports de production orientés par la recherche du profit). Il faut évidemment du recul et des luttes sociales pour pouvoir effectivement tester l'ensemble, mesurer les contradictions rencontrées, les dynamiques à l'œuvre. Mais les pierres d'achoppement des projets capitalistes sont clairement affichées dans les pays de l'Est : il s'agit de démanteler toutes les formes de protections des travailleurs qui leur permettaient d'échapper aux contraintes d'un marché capitaliste.

Que s'agit-il de détruire ?

Le but est qu'une discipline marchande et avec elle des rapports de classe, puissent imposer la fermeture d'entreprises non rentables (du point de vue des critères de profit) — et avant cette fermeture, la contraction de tous les coûts, selon les mêmes critères. Le but est aussi qu'un marché du capital puisse s'emparer des sphères productives les plus rentables.

En URSS et dans les pays de l'Est, la monnaie ne fonctionnait pas comme «capital» (on ne pouvait librement vendre ou acheter des usines, des équipements,

des matières premières et de la force de travail, encore moins des actions). Il n'y avait pas de critères de profit pour orienter les investissements — parce qu'il n'y avait pas de prix reflétant les coûts ou/et l'offre et la demande (dans les secteurs industriels essentiels) ; il n'y avait pas de réelle mesure des coûts d'ailleurs (le plan version «soviétique» était réalisé ou dépassé en quantités physiques, quel qu'en soit le coût). Une des premières mesures que doivent prendre les «experts» occidentaux est d'ailleurs d'introduire une comptabilité des entreprises qui pour beaucoup d'entre elles n'évaluaient même pas leurs équipements, du moins là où il n'y a pas eu de réformes marchandes décentralisatrices sous le régime antérieur. De façon générale, il n'y avait pas de fermetures d'entreprises travaillant «à perte», pas de licenciements économiques (2).

Les systèmes de prix sont restés pour l'essentiel «administrés», durablement bas pour les biens et services de base ou stratégiques, ne reflétant ni les coûts, ni les rapports d'offre et demande. L'argent (la monnaie) fonctionnait donc seulement comme «revenu» permettant d'acheter des biens de consommation. Les salaires directs n'étaient souvent pas l'essentiel : les subventions aux produits et services de base (logements, transport, nourriture mais aussi biens culturels) étaient considérés comme une consommation collective (ou salaire indirect) ; s'y ajoutaient, associés à

1) Autant dire que telle n'était pas leur situation — et c'est pourquoi il ne s'agissait pas pour nous de «capitalisme d'Etat».

2) Cf. l'analyse des caractéristiques de la planification soviétique et des réformes dans «Plan, marché et démocratie», Cahiers de l'IRAF n°7/8, 1988.

l'emploi, des formes importantes de revenus en nature distribués par les grandes entreprises, comme les logements, crèches, produits rares, etc. Les privilèges de la bureaucratie étaient eux-mêmes essentiellement des privilèges de consommation accaparés grâce à sa position dans l'appareil politico-productif.

C'est tout cela qu'il s'agit de remettre en cause dans des économies où dominant (infiniment plus que dans les économies capitalistes «normales») de très grandes entreprises qui structurent parfois la vie sociale de régions entières.

En fait les programmes libéraux ont fixé des objectifs de privatisation qui touchent des milliers d'entreprises.

L'état des lieux

Entre 1989 et 1992, la chute de croissance a été générale pour tous les pays concernés : près de 40 % en Russie, mais aussi de 20 % en Hongrie, de 30 % en République tchèque, de 50 % en Pologne (dont la situation est la meilleure), au moins aussi grave, et souvent plus, dans les nouveaux pays indépendants issus de la décomposition de l'URSS.

Outre l'Allemagne, avec un coût astronomique de la restructuration (3), seuls quelques pays d'Europe centrale (Pologne, Hongrie, Slovaquie) émergent de la crise ou ne se sont pas encore confrontés à elle (République tchèque). Ce dernier cas est dû à des circonstances favorables : faible endettement et relativement bonne situation économique de départ, forte expansion du tourisme, travail frontalier vers l'Autriche, taux de change réel favorable ; mais s'y ajoute une politique extrêmement prudente socialement en dépit des discours libéraux.

Les autres pays d'Europe de l'Est et la CEI s'enfoncent dans le «sous-développement» et la fragmentation (ex-URSS) sinon la guerre pour le partage des ressources et des territoires à l'image de l'ex-Yougoslavie.

Il y a persistance générale d'une inflation d'au moins deux chiffres (les plus faibles étant de 12 % en République tchèque) ou à trois chiffres (Roumanie, Russie, etc., avec un dollar qui valait 200 roubles en juin 1992, près de 2 000 l'été suivant, environ 4 000 en juillet 1994). Le creusement des déficits budgétaires s'accompagne en Russie d'impôts massivement collectés par la mafia.

Il y a plus de 15 % de chômeurs en général alors que les restructurations des grosses entreprises n'ont commencé nulle part. L'aspect «destruction» des bouleversements en cours a touché, outre le parti-Etat (avec introduction du pluralisme), le

système de prix, les réseaux du COMECON et de l'ex-URSS et en général les anciens circuits de production et d'échange en dépit des dépendances mutuelles. L'interruption des circuits d'approvisionnement habituels et l'obligation d'effectuer les paiements en devises ont provoqué l'effondrement de branches entières (régions et pays nouvellement indépendants) et des pressions pour le rétablissement de liens. La réorientation des échanges vers les pays de l'OCDE a creusé tous les déficits extérieurs.

Sur le plan des transformations, les écarts se sont creusés entre pays (et au sein des pays entre régions et branches) ; les degrés d'avancement de la transition vers le capitalisme sont extrêmement inégaux.

L'Allemagne doit être traitée comme seul cas d'absorption dans un cadre capitaliste.

La Bulgarie, la Roumanie, l'Albanie et la Slovaquie franchissent à peine le stade de la désorganisation liée aux changements de système de prix et à la déstructuration des courants d'échanges antérieurs.

La Hongrie, la Pologne et la Slovaquie ont amorcé une profonde restructuration de leur système productif et financier. Cela se mesure, au-delà des privatisations, par l'augmentation de la productivité du travail (donc du chômage par compression des effectifs) et une baisse du salaire réel. La Hongrie continue à être le principal bénéficiaire des investissements directs étrangers (elle a reçu plus de la moitié des quelque 12 milliards de dollars cumulés pour l'ensemble de l'Europe de l'Est).

Mais c'est dans tous les cas la petite privatisation qui a le plus avancé (dans les domaines du commerce, du tourisme et de la restauration).

En Hongrie par exemple, seules 20 % des grandes entreprises ont été privatisées. La part du capital étranger y est essentielle (80 % des revenus des privatisations en 1991) ; mais elle a eu tendance à se réduire à la fois par des mesures favorisant les «nationaux» et par le fait que les meilleures entreprises ont déjà été privatisées.

En Pologne, 80 % du commerce est privé, les seules entreprises qui ne sont effectivement plus propriété d'Etat représentent 1/10 de tout l'ancien secteur public (4).

Autrement dit, même dans les pays où la transition est la plus avancée, l'insuffisance de capital et la peur du coût social (et politique) de la restructuration des grandes entreprises (sans les moyens financiers de l'amortir) en ralentissent le rythme.

Dans ce panorama, la République tchèque semble connaître outre ses résul-

tats macro-économiques satisfaisants, des «succès indéniables». 82 % des entreprises industrielles et agricoles ont ainsi connu un «transfert de propriété». Mais, d'un autre côté, «la privatisation par coupons et l'apparition de Fonds d'investissements (...) ont en fait prolongé l'agonie des entreprises et retardé leur restructuration. De plus ces fonds ne remplissent que partiellement leur rôle de propriétaire, alors qu'ils auront à procéder à des restructurations dont les effets sociaux sont prévisibles» (cf. *Courrier des Pays de l'Est*, 1994).

Les fonds détenus par les banques auront sans doute un comportement de restauration plus offensif.

Mais le crédit interentreprises reste très développé, malgré deux opérations successives d'apurement en 1993. La loi sur les faillites, introduite en avril 1993, n'est toujours pas réellement appliquée. La hausse des salaires réels s'est poursuivie malgré les pertes de productivité, conduisant à une hausse des coûts salariaux unitaires de plus du double de celle des prix de gros : il s'agit d'une illustration de la faible discipline du marché.

Après 2 milliards d'investissements étrangers en 1990-1993, il y a tassement en 1994. Le gouvernement est critiqué pour «favoriser l'arrivée de capitaux dont le but est de liquider une concurrence ou de réserver à l'industrie locale le rôle subalterne de sous-traitant ou mieux d'assembleur».

Dans tous ces pays, la politique de restitution aux anciens propriétaires perturbe la vie politique.

Quant à la Russie, en dépit des coups d'Etat d'Eltsine qui visaient l'accélération d'une thérapie de choc libérale, les «privatisations» reflètent surtout pour l'instant la perte totale de pouvoir de l'Etat central au profit d'une multiplicité de féodalités.

Selon les études citées plus haut, «les salariés et les anciennes directions des entreprises (...) ont gardé le contrôle de ces entreprises en devenant «propriétaires» dans la très grande majorité des cas. Ainsi le plus souvent, le changement de propriétaire n'a pas modifié fondamentalement le comportement des acteurs de l'entreprise. Au demeurant, beaucoup sont restées en situation de monopole et ne subissent pas de contrainte de marché, ni même de contrainte financière forte».

Les investissements privés étrangers

3) Cf. *Le Monde* 13/1/1995. La Treuhand, agence pour la privatisation créée en 1990 vient de fermer ses portes en décembre 1994 en ayant achevé son programme: il en a coûté des centaines de milliards de DM et des millions de chômeurs.

4) Selon l'Office central des statistiques (GUS) et l'Institut d'études politiques. Reproduit dans la brochure «Employee-Owned companies in Poland», éditée par Maria Jarosz, Varsovie 1994.



restent de l'ordre de 2 milliards de dollars (autant que la seule République tchèque, quatre fois moins que la Hongrie).

La situation se différencie selon la position de marché des branches et régions.

L'industrie légère et les entreprises fabriquant des biens d'équipement et le matériel de transport, elles, sont confrontées à l'effondrement de la demande (et celle qui subsiste se reporte sur des biens importés, surtout dans l'agro-alimentaire) ; elles survivent par des accords de troc et des crédits interentreprises.

Le complexe militaro-industriel connaît un début de difficile reconversion. Ce puissant lobby tire sa force de ses liens avec l'appareil d'Etat.

Les monopoles énergétiques ou les entreprises fabriquant des produits industriels de base susceptibles d'être exportés sont les seuls secteurs de l'industrie russe en bonne position de marché et les plus attractifs pour la privatisation. La part de l'OCDE dans les exportations de pétrole est passée de 47,8 % en 1988 à 72,5 % en 1992. Mais la propriété de ce secteur est alors convoitée par différentes forces et pouvoirs d'Etat : les pouvoirs locaux, prêts par exemple à proclamer une «république souveraine» de l'Extrême-Orient russe, confrontés à l'interventionnisme «musclé» des pouvoirs centraux russes.

Les conflits sont similaires avec les nouvelles républiques souveraines de la CEI. Ainsi, en septembre 1994, à Bakou, un «contrat du siècle» (signé entre l'Azerbaïdjan et un consortium de huit grandes compagnies pétrolières dont sept occidentales) provoque assassinats, meurtres politiques et tentative de putsch «pro-russe».

Finalement, un très petit nombre des centaines de contrats signés avec des étrangers sont entrés dans une phase concrète, tant de tels investissements sont considérés comme une menace pour l'indépendance nationale.

L'immobilisme est parfois plus prononcé dans les républiques indépendantes en raison de l'ampleur de la crise.

Vu la détérioration des années 80, les gens croyaient en Europe de l'Est qu'il n'y avait rien à perdre. Leur espoir était que le marché et la privatisation allaient signifier une élévation générale du niveau de vie.

Les désillusions populaires (sauf en République tchèque) se traduisent massivement par l'expression de «nostalgies» dangereusement récupérables par des courants néo-staliniens.

Résistances sans alternatives socialistes

Car il n'y a pas d'alternative socialiste crédible. Mais les «acquis passés» (sécurité sociale, droit au travail, «égalitarisme» de besoins notamment culturels, droits des femmes — même si tous ces droits étaient pervertis par la bureaucratie) gardent du poids chez les perdants de la transition. Cela se traduit politiquement par le retour de plus en plus systématique des «ex-communistes» au gouvernement, ou par leurs bons scores électoraux, y compris en Pologne et Hongrie, pays phares de la «transition». Ces résultats expriment aussi un rejet de l'arrogance et des régressions produites.

De retour au pouvoir, ces ex-communistes cherchent à combiner ce qui est largement contradictoire : des réponses partielles aux attentes de leur électorat et la poursuite des politiques exigées par les crédateurs. Ils se différencient/se différencieront (et peuvent éclater, à l'épreuve du pouvoir) en deux ailes principales :

► la première est plus sensible aux dégradations sociales de la transition que l'autre. Sa base sociale se trouve chez les syndicalistes, les paysans et les travailleurs les plus sacrifiés par la transition. Sur le plan politique elle peut recouvrir des alliances allant de courants plutôt «néo-staliniens» aux nationalistes (y compris d'extrême droite) en passant comme on vient de le voir en Slovaquie par des composantes «communistes ouvrières» explicitement hostiles aux privatisations. Leur logique peut être d'abord de protection contre «ceux qui veulent vendre le pays aux étrangers» (aux Juifs ?) et au FMI ; elle peut déboucher sur une variante fascisante de «capitalisme d'Etat» ou d'«Etat fort hybride» inspiré par le «modèle chinois» ; elle implique nécessairement des conflits avec le FMI — et la recherche d'alliances vers les pays de l'Est et l'ex-URSS avec des courants similaires.

► l'autre, cherchant au contraire à s'allier avec des courants explicitement «libéraux démocrates», vise à se rendre «acceptable» par le capital étranger (et l'Union européenne) et à justifier aux yeux des travailleurs les «limites» de sa politique sociale. Ces ex-communistes-là constituent l'aile «libérale» de la nouvelle «social-démocratie» ; ils s'efforcent de se faire reconnaître comme des démocrates prêts à l'alternance, les plus à même de

réaliser la transition (d'en «faire passer les pilules») et d'assurer l'intégration à l'Union européenne (compte tenu de leurs compétences, de leur connaissance des sociétés concernées).

En Pologne c'est l'aile populiste (issue du Parti paysan) qui semble dominer (dans un rapport de plus en plus conflictuel avec les ex-communistes socio-démocrates) : il y a manifestement l'objectif de ralentir sinon bloquer la privatisation «de masse» ; l'aile «libérale» des ex-communistes cherchera semble-t-il à s'allier avec les courants libéraux issus de Solidarnosc.

En Hongrie la deuxième variante (alliance des ex-communistes avec les libéraux) a dominé le nouveau gouvernement : il a affiché un projet d'accélération des privatisations industrielles, ouvertes au capital étranger dans le but d'atténuer la dette extérieure. Mais les oscillations, divisions internes et infléchissements sont déjà visibles.

Bref, il n'y a là aucune stabilisation politique — parce que les processus économiques de soumission à la logique capitaliste exigent encore de très grands coûts sociaux.

Pourtant, les formes prédominantes de résistance sociale demeurent éclatées voire centrées sur l'entreprise elle-même : les relations de connivences conflictuelles entre travailleurs et directeurs dans les grandes entreprises non rachetées par un capital étranger limitent le développement d'une résistance de classe indépendante. Les formes de «propriété collectives», prédominantes en Russie — et non négligeables en Pologne — sont porteuses d'une double dynamique : là où les mécanismes marchands et un durcissement de la politique de crédit s'imposent, les travailleurs seront piégés, et la polarisation de classe s'effectuera entre managers et travailleurs ; ailleurs les affrontements seront différés — les managers essayant parallèlement, tout en augmentant leurs parts d'action et de pouvoir réel dans l'entreprise, de créer des entreprises de sous-traitance ou de commercialisation leur permettant d'augmenter leurs revenus.

Dans ce contexte, les courants alternatifs antistaliniens et anticapitalistes restent marginaux. Les partis de type staliniens nationalistes et les divers partis se réclamant de la social-démocratie polarisent les courants de gauche : ceux-ci hésitent entre la marginalité groupusculaire, ou la participation en tant que tendance socialiste démocratique aux partis dominants néo-staliniens ou sociaux-démocrates. Des clivages de générations sont puissants — les jeunes de 20-30 ans se tournent volontiers vers les nouvelles valeurs de l'enrichissement individuel (bien que de plus jeunes

puissent renouer avec des traditions anarcho-communistes) ; les générations plus anciennes reflètent tous les courants du passé mais dans un contexte de profond désarroi.

La gauche alternative ne sortira de sa marginalité qu'avec l'émergence d'une gauche syndicale et d'une résistance anti-capitaliste en Europe occidentale capable de proposer une politique alternative à celle de l'UE et du FMI en direction de l'Est. En attendant, à l'Est, la lutte n'est déjà plus dans le cadre ancien qui marquait la dynamique des conseils ouvriers en 1956 en Pologne et en Hongrie, celle des courants socialistes oppositionnels en Tchécoslovaquie et en Yougoslavie en 1968 — voire celle du mouvement autogestionnaire polonais de 1980. C'est le processus de restauration capitaliste qui prend le devant. Mais la défense de ce qui subsiste de l'ancien système, ou pire, le soutien aux alliances «rouges/bruns» éventuelles qui se nourrissent du pourrissement actuel, n'est pas une alternative progressiste. La petitesse des courants de gauche socialistes est due au fait qu'ils doivent lutter sur deux fronts.

Quels facteurs facilitent la restauration ?

Pourquoi la dynamique restauracionniste domine-t-elle aujourd'hui, contrairement aux crises antérieures de ces sociétés ?

La bureaucratie s'est toujours et surtout différenciée dans les réformes marchandes antérieures (5), une partie de la nomenklatura poussant vers une logique marchande radicale et cohérente c'est-à-dire capitaliste (6). Car les réformes restaient toujours contenues dans des limites étroites imposées à la fois aux mécanismes marchands (pas de marché du capital et du travail) et aux privatisations (pas de réels droits de gestion capitalistes dans les privatisations, sur le plan des possibilités de mise en faillite et des licenciements).

Leurs effets socio-économiques n'en étaient pas moins importants : creusement des inégalités, augmentation du coût de la vie, menaces sur l'emploi — augmentation des marges de libertés dans tous les domaines et donc mouvements d'en bas incontrôlés. Les coups d'arrêts aux réformes et les tentatives successives de recentralisation étaient la règle : la bureaucratie «politique» centrale (du pays et de Moscou) répondait par une combinaison de répression (d'éventuels tanks) et de concessions socio-économiques aux résistances sociales rencontrées par les réformes. Celles-ci provenaient à la fois des travailleurs et d'ailes conservatrices de

la bureaucratie en mauvaise position de marché (les uns et les autres étant menacés dans leur niveau de vie et dans leur sécurité d'emploi).

Les tendances aux différenciations et tensions sociales ont donc régulièrement provoqué des tournants bureaucratiques hostiles aux mécanismes marchands : c'est sous Staline et jusqu'à Gorbatchev que l'initiative privée et la logique marchande ont été les plus brimées dans l'ex-URSS. Cette bureaucratie-là voyait son intérêt non pas dans le «socialisme», mais dans sa position privilégiée à la tête d'une société, dite socialiste, où elle régnait au nom des travailleurs, sur leur dos — et sur la base de mécanismes non capitalistes d'oppression et d'exploitation.

Les réformes ont souvent permis un assouplissement des mécanismes de planification, des gains de productivité et de qualité partiels — il y a eu augmentation du niveau de vie, croissance des forces productives (notamment sous Krouchtchev qui en déduisit un rattrapage du capitalisme en 1980), développement considérable de la recherche scientifique (appliquée à la course aux armements et à la conquête des étoiles), développement de la scolarisation, des arts, des qualifications, de la consommation (quelle que soit la réalité de la censure et des dégâts bureaucratiques) jusqu'au milieu des années 70, en gros. Mais les réformes ont toujours signifié une perte de contrôle croissante du «centre» sur des unités de production qui gagnaient en autonomie — sans véritable retour arrière possible malgré les périodes partielles.

En pratique, les diverses réformes ont donné plus ou moins de souplesse provisoire aux divers régimes bureaucratiques — prolongeant la durée de vie du système de parti unique. Elles n'en ont jamais résolu le problème essentiel : le bureaucratisme, précisément, parasitant le plan ou le marché. Il fut donc fondamentalement impossible d'avoir un autre type de croissance qu'extensif et gaspilleur en ressources humaines et naturelles — d'autant plus insatisfaisant que les besoins de base étaient satisfaits et que les nouvelles générations attendaient de la vie autre chose que la grisaille bureaucratique et l'absence de libertés.

Les échecs politiques accumulés

Tous les ingrédients qui allaient précipiter un bouleversement majeur avaient été analysés (épuisement des formes de croissance extensive, crise politique et morale, contradictions des réformes et crise capitaliste). Pourtant on n'en avait

pas tiré les conclusions. On espérait encore que la chute tant attendue du système de parti unique prendrait la dynamique escomptée dans le sens d'une démocratie socialiste. Sous-estimation des dégâts profonds du système ? C'est sans doute partiellement vrai, mais secondaire. Optimisme dans une issue progressiste ? Sans doute, d'autant que cet optimisme avait valorisé la force de Solidarnosc en minimisant toutes ses faiblesses. Mais surtout il y eut insuffisante perception de cette conjonction historique de plusieurs crises à dimensions mondiales multiples.

Car au moment où, dans le retournement de «l'onde longue» de croissance capitaliste au début des années 70, survenait une offensive libérale majeure anti-ouvrière il n'y avait ni «modèle» socialiste réussi, ni force de proposition crédible alternative — mais au contraire la crise ouverte de toutes les expériences révolutionnaires.

La crise interne

L'effondrement à l'Est fut le produit de tous ces facteurs internationaux modifiant le rapport de forces entre classes et systèmes et aggravant les causes internes de crise. Il y eut sur ce plan :

► la crise de long terme, structurelle d'un système de planification bureaucratique incapable de passer à une croissance intensive, ayant épuisé et gaspillé ses ressources et ses capacités de réformes ; ce qui impliquait nécessairement aux yeux notamment des nouvelles générations, une crise morale et politique que les mécanismes de corruption, le conservatisme bureaucratique, l'absence de libertés avaient creusée.

► la crise d'endettement de plusieurs pays d'Europe centrale et orientale après une vague d'importations et de crédits au cours de la décennie 70. Elle signifiait l'arrêt de mort des réformes et les pressions du FMI. Bref ces régimes ne pouvaient même plus assurer le semblant de bien-être et de sécurité qui les avaient légitimés. Le «grand arrière russe» bénéficiait provisoirement de l'augmentation des prix du pétrole mais le contre-choc pétrolier de 1986 surviendra après une décennie de stagnation. Le poids de la course aux armements, dans la nouvelle phase de

5) Contrairement à l'hypothèse de Roland Lew qui analyse comme phénomènes spécifiquement chinois la différenciation en cours en Chine ou encore les dynamiques incontrôlées des réformes partielles, tant sur le plan des libertés prises que des tendances aux privatisations sauvages (cf. *Inprecor* n°387, janvier 1995). Les spécificités chinoises existent néanmoins. On les discute plus loin.

6) Cf. l'étude des contradictions des réformes antérieures, de la Hongrie à la Yougoslavie dans «Plan, marché et démocratie», *op. cit.*

guerre froide marquée par l'arrivée de Reagan au pouvoir avait signifié pendant plusieurs années la chute drastique des investissements d'équipements.

► alors que pendant plusieurs décennies l'écart entre pays capitalistes développés et pays de l'Europe de l'Est s'était réduit, il allait brutalement se creuser : contrairement à la bureaucratie, le capitalisme innove dans sa crise.

Un tournant historique

La bureaucratie ne pouvait mener jusqu'au bout l'offensive anti-ouvrière sur la base des règles du jeu, c'est-à-dire des mécanismes antérieurs (non capitalistes) de la croissance. Face à cette impasse historique, une partie substantielle de ses sommets va se tourner vers la bourgeoisie mondiale et se porter elle-même candidate à la restauration capitaliste. Ne pouvant plus protéger ses privilèges et son pouvoir par la croissance économique et la sécurité des travailleurs, elle s'efforcera de les consolider par la privatisation.

Il n'y a sur ce plan aucune illusion à avoir : l'opposition à la restauration capitaliste n'avait rien d'«idéologique». Hier ou aujourd'hui, la bureaucratie défend pragmatiquement ses intérêts. Ce qui peut empêcher un bureaucrate hier «socialiste» de se vendre aujourd'hui au capitalisme étranger — ou de se transformer en bourgeois — est très concret : si le capital étranger le boude (généralement parce que l'investissement n'est pas forcément rentable ou en sécurité), s'il n'a pas les marges de manœuvre (position «de marché», soutiens politico-économiques, rapports de force dans l'entreprise) pour assurer la transformation juridico-économique de la propriété.

L'échec des réformes à l'Est (notamment celles de la Yougoslavie autogestionnaire) et l'échec de l'Etat providence à l'Ouest vont donner aux idéologies libérales marchandes une force provisoire considérable au sein de l'intelligentsia. Celle-ci jouera un rôle moteur dans la proposition de ce qui est apparu comme des réponses «radicales» aux impasses des réformes bureaucratiques, relevant de «modèles» démocratiques et efficaces qu'il suffirait de reproduire...

Du côté des travailleurs ?

La dégradation économique sur dix ans, la remise en cause de la sécurité d'emploi dans les politiques d'austérité imposées, la faiblesse des alternatives socialistes — mais aussi les discours mensongers des partisans de l'«économie de marché» (censée apporter efficacité et

démocratie), l'absence totale d'expérience sur la réalité du marché, etc., tout cela a facilité l'acceptation (combien provisoire !) de nouvelles équipes décidées à changer de système. Il n'y eut pas de véritable «révolution», peu de mouvements de masse, aucune clarté sur les programmes (qui a parlé de restauration capitaliste ? qui a consulté les travailleurs polonais dans le tournant d'orientation vers la privatisation des entreprises ?). Mais c'est aussi pourquoi la restauration capitaliste s'opère «par en haut», sans base sociale préalablement assurée, sans accumulation primitive capitaliste à consolider.

Si le scénario de la contre-révolution avait été, en d'autres temps, l'invasion de troupes étrangères, les réflexes patriotiques auraient joué ; et si tel était le scénario à Cuba, on pourrait s'attendre à une résistance «anti-impérialiste». Autrement plus pernicieux est le scénario «économique» : l'espoir (fondé ou non) de vivre mieux et plus libre avec le marché est l'essentiel. L'attitude dominante est donc nécessairement marquée par l'expectative et le pragmatisme : on est pour les privatisations «en général», contre au niveau de son entreprise, si l'on se rend compte que cela signifie perdre son emploi. Le capital étranger n'est pas a priori rejeté — s'il apporte des capitaux, promet de maintenir l'emploi, voire d'augmenter les salaires. Autre chose est le sentiment d'être piégé quand les droits syndicaux sont supprimés, l'entreprise bradée voire achetée pour être fermée — ou quand le pays tout entier semble à nouveau dominé.

L'espoir enfin, de contrôler mieux son entreprise (et l'emploi) par la décentralisation de la propriété et le marché peut accompagner une ouverture des travailleurs à ces processus. Le marché divise en outre ceux qui se retrouvent en bonne position de marché (entreprises exportatrices, régions riches) et les autres.

La domination capitaliste extérieure

Le creusement quasi général des déficits extérieurs envers les pays à devises fortes (après l'éclatement de l'URSS et la remise en cause du COMECON) renforce les pressions externes pour des «ajustements structurels» tournés vers une insertion dans le capitalisme mondial et la privatisation : le pouvoir d'attraction des marchandises du monde capitaliste renforce le pouvoir d'ingérence des institutions de la bourgeoisie mondiale (FMI, BM, Union européenne). C'est là le vecteur essentiel de la restauration capitaliste, relayé par les pouvoirs en place qui peuvent plus ou moins assumer la fonction de



bourgeoisies compradores. On n'a pas assez souligné le rôle de cet endettement et des pressions du FMI dans la crise yougoslave, dans l'évolution du régime hongrois — dans les dépendances actuelles de la Pologne, de la Bulgarie, de la Hongrie envers les rééchelonnements conditionnels de leur dette. Une nouvelle forme de colonisation tend à s'imposer (7). Son visage, son ampleur dépendent de l'intérêt (inégal) que tel ou tel pays peut avoir pour le capitalisme mondial. Car s'il s'agit pour la bureaucratie de se vendre, encore faut-il qu'il y ait acheteur.

Or l'acheteur juge la «position de marché» du pays (ou des branches fortes de ce pays) et la stabilité politique de l'Etat. En pratique pour l'instant : Hongrie, Pologne, République tchèque et Slovaquie sont en tête de peloton, sous cet angle.

A l'inverse, les fédérations dont l'éclatement n'est pas parachevé et s'accompagne de guerres plus ou moins ouvertes sont évidemment peu attractives de ce point de vue (ex-Yougoslavie hors Slovaquie ; ex-URSS ou Russie elle-même) : quel est le propriétaire des ressources naturelles ? C'est là un enjeu à la fois interne (quelle bourgeoisie «nationale» se les appropriera — protégée par quel Etat ?) et externe (avec quel interlocuteur le capital étranger peut-il nouer des contrats solides ?).

Les chances d'intégration à l'Union européenne pèsent évidemment sur les dynamiques en cours dans les pays d'Europe centrale et orientale — et dans les républiques baltes. Tous ces pays ont théoriquement déjà reçu un statut d'association et de nombreuses promesses. Les barrières protectionnistes sont pourtant encore dressées contre les produits agricoles et sidérurgiques venant de l'Est. Il est en outre évident que leurs chances d'intégration sont très inégales. Les choix politico-économiques de l'UE elle-même dépendront de son propre état interne. Mais les risques de consolidation de courants nationalistes de droite sont évoqués fréquemment en faveur d'un resserrement

7) D'après l'article dramatiquement éclairant de Michel Chossudovsky, (*Inprecor* n°387, janvier 1995), le cas du Vietnam semble être l'exemple le plus extrême de cette tendance.

accélération des liens avec les pays de l'Europe centrale les plus «avancés».

Cette perspective est en tout cas pour l'instant suffisamment crédible pour être un axe central de leur politique ; elle influence désormais aussi la logique des investissements étrangers, notamment US qui commencent dans une optique de délocalisation visant le marché ouest européen.

Les bas niveaux des salaires horaires (en moyenne sur la zone 1,5 dollar soit moins d'un dixième des salaires allemands et un tiers des salaires portugais) et le bon niveau de formation sont attractifs ; mais ils sont en partie contrebalancés par une faible productivité (due notamment aux comportements et à l'organisation du travail). Les carences d'infrastructures pèsent également négativement du point de vue de la rentabilité. Des investissements majeurs dans ces domaines accéléreront les délocalisations dans d'autres.

Mais le coût colossal des «politiques d'ajustement» exigées, l'inégale crédibilité des transformations — et donc aussi des capitaux reçus sous forme de crédit ou d'investissements — accentueront une divergence des dynamiques entre ceux qui restent fondamentalement tournés vers l'Union européenne (bien qu'ils puissent connaître des retournements) et les autres : ceux-là ne renonceront pas à attirer les capitaux et à s'insérer sur le marché mondial (et pourront le faire inégalement en fonction des ressources dont ils disposent). Commence à s'affirmer aussi le besoin d'atténuer leur crise par des formes de troc et de réintégration de la CEI et d'un néo-COMECON. Ce processus est d'ailleurs encouragé par les institutions et experts européens inquiets de la désagrégation économique de ces pays et convaincus que peu d'entre eux seront «intégrables» à l'Union européenne, même à l'horizon de l'an 2000.

En attendant, l'insertion dans le «nouvel ordre mondial» s'effectue aussi politiquement et militairement : les pouvoirs en place en Europe de l'Est, effrayés par les désordres montants et le regain de poids de la Russie en direction de ses «voisins proches», veulent une intégration à l'OTAN. Ils ont été déçus par (mais bien obligés d'accepter) les propositions de «partenariat» et l'ouverture manifeste des Etats-Unis envers le courant Eltsine. Celui-ci a cherché à concilier les propositions de «partenariat» avec l'OTAN et l'exigence d'une reconnaissance de la Russie comme grande puissance — pressions patriotiques et nationalistes obligent. Il veut fondamentalement obtenir pour les troupes russes une sorte de mandat de «casques bleus» de l'ONU gérant l'«ordre régional» — éventuellement associées à

d'autres troupes mais en gardant via le Conseil de Sécurité de l'ONU un droit de veto sur toute «intervention étrangère».

Pour «compenser» les piétinements socio-économiques internes, les fuites en avant «grand-russes» ont toutes les chances de se multiplier. Les changements de pouvoirs en Russie (ou plus simplement l'évolution du pouvoir en place dans un sens «grand russe», comme en témoigne l'intervention en Tchétchénie) pourraient évidemment renforcer les courants hostiles à ce qui est dénoncé comme une subordination économique et politique de la Russie aux Etats-Unis.

Globalement, outre la crise yougoslave, le «partenariat» demandé par les pays de l'Europe de l'Est et la Russie a élargi les fonctions de l'OTAN en Europe — non sans conflits de vue entre les puissances européennes et les Etats-Unis. Rien n'est stable dans ce désordre là. Mais, face au démantèlement du Pacte de Varsovie, la variante progressiste aurait été une puissante mobilisation antimilitariste contre l'OTAN. C'est au contraire la pénétration croissante d'une idéologie interventionniste, même dans les milieux réputés de gauche, qui progresse.

Les bourgeoisies nationales «extérieures»

L'Allemagne est évidemment le cas extrême. La question nationale a joué ici puissamment pour faire passer les mouvements d'en bas de la revendication «le pouvoir pour le peuple» (avec une dynamique de révolution politique antibureaucratique impulsée par l'intelligentsia d'Allemagne de l'Est) à la revendication «un mark-est = un mark-ouest» (impliquant l'unification capitaliste). L'absorption sera plus coûteuse que prévu. Mais la bourgeoisie allemande est prête à en payer le prix (et à en tirer les bénéfices).

La différence est «mesurable». Récapitulons : les Länder de l'Est ont reçu environ 100 milliards de dollars d'investissements productifs allemands entre 1990 et 1993 (et au moins autant sous diverses formes de soutien) pour une population de 16 millions d'habitants ; à comparer avec les quelque 12 milliards de dollars cumulés investis en Europe de l'Est fin 1993 (dont 7 milliards pour la seule Hongrie, 2 pour la République tchèque, un peu plus de 3 pour la Pologne), pour une population de 65 millions d'habitants ; contre quelque 2 milliards pour l'immense Russie.

La Chine n'est pas menacée d'absorption par un Etat bourgeois. Mais est-elle en sens inverse capable d'absorber les investissements de la diaspora chinoise (évaluée à 50 millions d'individus) et l'impact de

«l'espace économique chinois» régional dans une société qui resterait globalement non-capitaliste ? Les risques d'éclatement ne viennent pas principalement de la bourgeoisie chinoise «étrangère», dont les capitaux sont certes importants par comparaison avec ce qui s'investit en Russie, mais demeurent globalement négligeables à l'échelle de l'industrie chinoise. Ils viennent du risque de perte de contrôle sur ce qui relève toujours de tentatives de réformes marchandes (et non pour l'instant d'un projet restaurateur de l'équipe au pouvoir).

On assiste à un paradoxe apparent : la Russie dont l'équipe dirigeante a un projet restaurateur est bien moins attractive qu'une Chine dont les dirigeants «communistes» maintiennent un fort secteur public : pour les capitaux étrangers, l'important est seulement de pouvoir faire des profits. Cela est plus garanti en Chine qu'en Russie pour des raisons socio-économiques, bien plus que politiques. Il y a des amortisseurs économiques qu'on ne trouve pas en Russie (et qui donnent une certaine légitimité aux réformes) :

▀ la croissance agricole chinoise en a été un. Sur le plan socio-économique, la petite production marchande familiale (et non pas des structures capitalistes) domine la campagne. Mais les concentrations et restructurations creusent les différenciations.

▀ un autre amortisseur majeur avec la Russie est la croissance moyenne de l'industrie manufacturière au profit de l'industrie légère. La décentralisation régionale en est la cause majeure

▀ l'excédent commercial considérable assure des réserves en devises permettant les importations, donc une résistance aux pressions du FMI.

Le danger de désagrégation sociale ne vient pas d'abord des capitaux étrangers, même s'il y a de véritables «enclaves capitalistes» accentuant la «dualisation» de la société.

Quels obstacles à la restauration capitaliste ?

La crise capitaliste elle-même.

Le poids des institutions mondiales de la bourgeoisie ne s'accompagne pas des moyens en capitaux permettant une absorption des pays de l'Europe de l'Est et de l'URSS analogue à celle qui s'est opérée pour l'Allemagne de l'Est. La bourgeoisie mondiale, confrontée à sa propre crise n'a pas les moyens d'un «plan Marshall» pour l'Europe de l'Est et l'ex-URSS. C'est aussi l'ampleur et la nature des problèmes à résoudre qui sont sans précédents.

Sur le plan interne, la première source d'instabilité touche au fait que le processus restaurateur manque de base sociale, de légitimation, parce qu'il est destructeur. Il ne peut en avoir qu'en améliorant la situation matérielle d'une partie significative de la population — c'est ce qui donne quelques marges pour l'instant aux politiques à l'œuvre en République tchèque, ou dans un autre contexte en Chine.

La perte colossale de protections sociales s'accompagne d'un phénomène jusque là inconnu dans ces pays : les magasins sont pleins mais l'accès aux marchandises (et de plus en plus à des services médicaux et des biens culturels) est interdit à une part croissante de la population. C'est aussi l'exclusion, la marginalisation massive, la dégradation des statuts sociaux de la majorité qui sont associées au processus restaurateur.

Il y a sur ce plan une dissymétrie essentielle entre ce que fut la rupture de type stalinienne avec le capitalisme et les programmes restaurateurs actuels : la collectivisation forcée et la suppression des mécanismes marchands (quels qu'aient été leurs coûts politiques, humains, écologiques et économiques) se sont accompagnées d'une promotion sociale, d'élévation du niveau culturel et de protections sociales massives — jusque dans les appareils du nouvel Etat.

Les résistances «de système» sont donc les plus fortes là où le marché a le moins pénétré en tant que régulateur : en ex-URSS, plus qu'en Chine ; en Bulgarie et Roumanie plus qu'en Hongrie ; dans les grandes entreprises, dans les régions ou pays qu'elles structurent plus que dans les secteurs ouverts à la petite production marchande. L'agriculture elle-même montre des configurations très différentes — et un attachement aux protections sociales des kolkhozes et de l'Etat très puissant, là où les chances de s'en sortir par le marché et la privatisation ne sont pas évidentes (en Pologne, en Hongrie, en Roumanie les paysans ont plutôt voté ex-communistes).

Globalement — si l'on met de côté les «vraies» bourgeoisies nationales extérieures —, le processus restaurateur manque de capitaux, car il manque de bourgeoisie. On l'a souligné : il ne suffit pas de se proclamer bourgeois, ou de vouloir le devenir pour en avoir les traits — c'est-à-dire la force de classe, liée à l'apport de fonds. L'introduction des réformes marchandes a toujours élargi les possibilités (légal ou non) de s'enrichir. Le marché noir existait. Mais nulle part on n'a une «accumulation primitive de capital» à la hauteur des enjeux actuels. C'est maintenant qu'elle peut réellement se développer. L'argent (l'épargne) dispo-

nible au début des années 1990 a généralement été évalué entre 10 et 20 % de la valeur (même aux prix les plus bas) des biens à privatiser — et tous les détenteurs d'épargne n'étaient pas forcément prêts à l'utiliser pour acheter des entreprises ou actions. Certes, il y a donc des formes de privatisation sans apport (ou presque) d'argent nouveau : c'est même l'essentiel des processus en cours dans la dite «privatisation de masse». Mais il faut alors en examiner le contexte et la dynamique (en fonction notamment des contraintes marchandes existant ou pas sur la gestion de l'entreprise) — on a vu sur ce plan que la situation était différenciée selon les pays et les branches.

Il y a deux sources (internes) principales pour l'émergence d'une nouvelle bourgeoisie : la nomenklatura et les couches intermédiaires («vrais» entrepreneurs, comme on dit là-bas, souvent nés de l'économie parallèle ou de l'intelligentsia) — la mafia étant articulée sur les deux catégories.

Les «entrepreneurs» se développent essentiellement dans la petite privatisation (la plus dynamique) qui touche les services et le commerce.

La nomenklatura aspire évidemment à transformer ses privilèges de fonctions en nouveaux privilèges de la propriété et de l'argent. Elle se heurte aux purges des anciens appareils accompagnées d'une chasse aux sorcières plus ou moins farouche et durable, d'une part ; mais aussi à ses propres limites face aux besoins de la restauration capitaliste : certains membres de l'ancienne nomenklatura peuvent apporter compétences et connaissances de la société et se comporter en bourgeoisie «compradore» au service du capital étranger ; ceux qui, après les purges, occupent encore des postes de responsabilité dans l'économie (entreprises, branches ou ministères) sont dans des situations très différenciées : selon la position «de marché» et la taille des unités qu'ils contrôlent (ressources vendables sur le marché international ou pas), selon aussi leur rapport avec l'Etat. Confrontées aux critères du marché mondial, la majeure partie des grandes entreprises manufacturières des pays de l'Europe de l'Est et de l'ex-URSS devraient disparaître et sont en situation de faillite. Même si elle aspire à devenir une bourgeoisie nationale, la direction des grandes entreprises ou du complexe militaro-industriel en Russie n'a pas les moyens en capitaux et technologie de restructurer cette industrie dans le cadre de la compétition avec le capital étranger, etc. et des rapports de force sociaux dans les grandes entreprises : d'où d'éventuelles alliances conflictuelles managers/collectifs



de travailleurs pour bloquer au moins le processus de démantèlement industriel et demander un soutien étatique, tout en décentralisant la propriété.

La dynamique serait alors celle d'un «capitalisme d'Etat» doté provisoirement d'un fort secteur public. En attendant, le protectionnisme envers le marché mondial (envers le marché tout court) protège aussi éventuellement les travailleurs, et les anciens rapports sociaux au sein des entreprises. C'est précisément l'ambiguïté majeure d'une telle configuration qui pousse les «experts» comme Jeffrey Sachs à défendre une stratégie de transformation la plus rapide possible des rapports de propriété qui brise les rapports anciens travailleurs/managers au niveau des entreprises et toute ambiguïté de «propriété collective» : soit par une privatisation en faveur d'un investisseur réel, soit par une propriété où l'Etat soit majoritaire provisoirement, mais capable d'imposer une discipline de gestion (et ultérieurement de privatiser).

Globalement, le changement réel du système de crédit (et de ses critères) et le développement d'une logique de marché (avec fermeture des entreprises en situation de faillite) pourraient seuls contraindre à une modification des rapports internes à l'entreprise. L'ampleur des bouleversements sociaux en chaîne que cela produirait fait tout simplement peur aux dirigeants politiques dans un contexte où ils n'ont pas les moyens financiers d'assurer des reconversions. Telle est la source principale des blocages. Mais si les anciens mécanismes et rapports sociaux résistent, principalement dans la grande industrie, c'est sous une forme «dégénérée» — de crise —, sans cohérence, et sans qu'émerge une alternative socialiste crédible.

Cette résistance n'implique donc nullement une situation «meilleure» pour les travailleurs, ni même pour les conditions de luttes indépendantes. Il sera sans doute plus facile de s'organiser pour combattre le fascisme et le capitalisme en Allemagne réunifiée que dans la Russie chaotique. ★

Vers la «clintonisation» du Labour ?

Au mois de juillet 1994, Tony Blair a été élu président du Parti travailliste britannique (Labour Party). Sa victoire — après le décès soudain de son prédécesseur John Smith — a été saluée par les médias comme le point culminant d'une lutte entre les prétendus «modernistes» et les mal nommés «traditionalistes». Même si la vérité est, comme toujours, un peu plus compliquée, il ne fait guère de doute que Tony Blair est bien le dirigeant le plus à droite. Roland Wood explique la signification de sa victoire et les raisons de l'attaque contre «l'article 4» des statuts du Parti travailliste.

Roland WOOD

Au lendemain immédiat de l'élection de Tony Blair à la direction du Parti travailliste, plusieurs proclamations de foi enflammées de partisans de Blair ont été publiées dans la très aristocratique revue *Harpers & Queen*. C'était une nouvelle indication que l'objectif stratégique des «modernistes» — mettre le Labour en position de gouverner après quinze années d'opposition, en disputant au Parti conservateur au pouvoir le centre de la scène politique britannique — au moins pour ses tenants, avait un impact certain. En outre, début août, le Labour devançait de 33,5 % les conservateurs, ce qui, d'après les organismes de sondage, est la plus forte avance jamais atteinte par un parti.

Certes, le Labour avait déjà obtenu à plusieurs reprises des scores élevés dans les sondages (notamment dans la période précédant les élections de 1992, il était largement en tête, ce qui ne l'a pas empêché de perdre). Ce qui est devenu de plus en plus clair ces dernières années, c'est que les scores importants obtenus dans les

sondages par les travaillistes sont dus essentiellement aux fluctuations de la popularité des conservateurs, et non pas à une quelconque capacité des travaillistes à se saisir des questions centrales qui devraient, dans un avenir possible, occuper les réflexions du mouvement ouvrier, telles que :

- ▀ les relations entre le syndicat et le parti ;
- ▀ la défense de l'Etat providence et des services de santé ;
- ▀ la défense et l'extension des droits démocratiques (tant collectifs, par exemple au niveau des droits syndicaux, qu'individuels).

Le mythe issu de 1945

Que Tony Blair reste muet sur ces trois grandes questions ne constitue pas une grande surprise. Cela tient au fait que la conséquence logique de son projet — le tournant vers le centre — conduit non seulement le Labour à liquider tous les derniers vestiges d'une politique socialiste, mais encore à tourner la page des acquis de l'après-guerre. La rupture sur ce plan

ne doit pas être sous-estimée. 1945 a été le point culminant de la social-démocratie britannique et, même si le programme de l'après-guerre a souvent été tourné en ridicule, le fait est qu'il a fonctionné. Pendant 25 ans, pour des millions de travailleurs, leur expérience quotidienne confirmait ce que les politiciens modérés du Labour proclamaient : ils avaient un emploi, des écoles, des hôpitaux, une sécurité sociale, et ils étaient convaincus qu'ils le devaient au Labour. Un mythe puissant a ainsi pris naissance — «la tradition du Labour» — dont un élément central tenait à l'idée que la classe dominante était opposée aux orientations politiques élaborées dans le programme du Labour en 1945. Pourquoi ce mythe est-il devenu si puissant ? Une des raisons réside dans le fait que la Grande Bretagne était le seul grand pays européen à n'avoir subi ni une occupation étrangère ni le fascisme au pouvoir. La classe ouvrière britannique n'a jamais vu ses organisations écrasées par une classe dominante désespérée. Le taux de syndicalisation a même doublé durant la guerre. La Grande Bretagne est à vrai dire le seul pays européen qui ait connu une chute du



taux d'exploitation après la guerre. Il était donc facile de confondre à l'époque l'opposition parlementaire superficielle des conservateurs pour une réelle opposition.

En outre, la classe dominante avait compris que malgré les manques à gagner à court terme, l'établissement d'un nouveau équilibre n'était pas seulement politiquement nécessaire mais économiquement possible. Le choc de la grande dépression des années 30 et la peur d'une explosion sociale après la guerre ont convaincu la classe dominante de la nécessité d'un changement fondamental dans la stratégie capitaliste.

Mais par dessus tout, la Grande Bretagne était le seul pays industrialisé où les nouvelles politiques, mises en œuvre dans l'ensemble du monde occidental, ont été engagées par un parti ouvrier seul au pouvoir. En Italie et en France, à la sortie de la guerre, les Partis Communistes ont participé à des coalitions gouvernementales. En Allemagne, la reconstruction d'un parti social-démocrate a pris plusieurs années. Au Etats-Unis, il n'y avait pas de parti de ce type. Ainsi, contrairement à la plupart des pays européens, où la social-démocratie moderne a été perçue comme une émanation de l'Etat-providence, en Grande-Bretagne, l'Etat-providence est perçu comme une émanation de la social-démocratie moderne.

Divisions inter-bourgeoises

Aujourd'hui, le Labour est confronté à une classe dominante divisée sur la question de la réorientation à suivre dans sa stratégie. D'une part, il y a ceux qui, en général, défendent les intérêts de l'industrie d'armements et du capital financier international, recherchent une rupture qualitative avec les équilibres de l'après guerre, et sont anti-européens (mais indéfectiblement pro-américains). Cette «faction» (qui a toujours eu une grande influence, principalement due au rôle historique du capital financier et de l'industrie d'armement) a mis à l'ordre du jour la formation d'un nouveau type de gouvernement conservateur au lendemain de l'élection de Margaret Thatcher à la présidence du parti au milieu des années 70. Après la victoire électorale de leur parti en 1979, leur hégé-

monie idéologique n'a pratiquement pas été contestée pendant dix ans.

A la fin des années 80, quand la dynamique d'intégration (capitaliste) européenne s'est accélérée,

les adversaires de Thatcher au sein de la classe dominante, associés au capital industriel (pas le moins du monde décimé dans le pays par la politique de leurs amis politiques), qui étaient relativement pro-européens, ont essayé de réaffirmer leur rôle. Ils y ont vu une dernière chance, non seulement pour défendre ce qui restait de leur assise en capitaux, mais également pour la reconstruire.

Tandis que de vieilles blessures se rouvraient en Europe, des signes sont aussi apparus qui témoignaient d'un affaiblissement significatif du rôle de la Grande Bretagne au sein du capital financier. Toutefois, le catalyseur de la disgrâce de Thatcher fut la crise politique provoquée par le mouvement de masse contre la *Poll tax*. (1). Pour la première fois depuis plusieurs années, la classe dominante, déjà divisée sur l'Europe, a été confrontée à une classe ouvrière unie et combative.

L'éviction de Thatcher, figure emblématique de la croisade de la décennie passée, était aussi le fait de la remontée de cette fraction de la classe dominante dotée d'un instinct à la fois de vengeance et de survie.

C'est à cette fraction que Tony Blair et avec lui, John Monks et la direction des TUC (Congrès des syndicats — la seule confédération syndicale) se sont adaptés idéologiquement, dans la mesure où ils sont tous fermement convaincus de la nécessité d'une implication plus profonde dans le projet d'unité de l'Europe, et de la nécessité de définir ce qu'on pourrait appeler une politique de l'après guerre froide, pour remplacer le consensus de l'après guerre — mais sur une base nettement plus conforme aux intérêts du capital.

Là où des différences apparaissent, c'est par exemple sur le soutien à l'annexe sociale du traité de Maastricht, un texte qui pose encore des problèmes pour la «gauche» conservatrice, malgré le fait que ses partenaires bourgeois du continent ne sont pas du tout aussi réticents, comprenant trop bien que les engagements sur le papier ne représentent aucun danger.

L'objectif de Tony Blair, au moment

où les conservateurs restent divisés, est d'exploiter cette situation afin d'occuper l'espace et de faire du Labour un nouveau parti représentant le capital pro-européen pour le siècle prochain. En effet, le premier ministre John Major n'a toujours pas réussi à surmonter les divisions croissantes chez les conservateurs et on ne peut guère prédire la fraction bourgeoise qui l'emportera. Il n'est donc pas étonnant que le débat sur la «clintonisation» du Parti travailliste garde toute son actualité. Que peut désirer de plus la classe dominante (au moins une de ses fractions) sinon une autotransformation du Labour en une sorte de Parti démocrate à l'Anglaise ?

La nature même du Labour est en jeu. Va-t-il garder ses liens institutionnels avec le mouvement syndical ? Soutenir des politiques comme le plein emploi ? Défendre l'Etat-providence et les valeurs collectivistes en général, valeurs qui aux yeux du public, et pas de manière négative, ont caractérisé le Labour dans la période de l'immédiat après-guerre ? Ou va-t-il parachever sa mutation «moderniste», se coupant des syndicats, acceptant l'essentiel des coups portés aux services publics, et se transformant en un nouveau «parti du centre» ?

L'attaque légèrement voilée portée par Blair contre «l'article quatre» des statuts du Parti lors de la conférence nationale d'octobre 1994 est rapidement devenu le leitmotiv indiquant le chemin vers lequel il veut orienter le Labour. En fait, il avait déjà posé des jalons pour une telle attaque avant même la tenue de la conférence

«Socialisme marxiste»

Dans son discours inaugural de nouveau secrétaire, Blair a déclaré que le Labour devait abandonner «le socialisme marxiste basé sur la propriété sociale» et adhérer pleinement au préceptes du libre marché. L'idée que le Labour ait eu quoi que ce soit de marxiste durant ce siècle est tout à fait risible, mais ce qui est significatif, c'est l'usage fait par Blair du terme de «propriété sociale». L'article quatre utilise en fait l'expression de «propriété collective», mais dans un sens et avec des implications comparables.

De plus, avant mais aussi juste après la courte défaite du dirigeant attiré de la

1) La «Poll tax» (introduite en Ecosse en 1987 et en Angleterre et dans le pays de Galles en 1988) devait remplacer les formes précédentes de taxation locales contribuant aux finances des collectivités locales. Tandis que les taxes antérieures étaient progressives et basées sur la valeur de la propriété, la Poll tax ne prenait absolument pas en compte les capacités de paiement des contribuables. Au point culminant de la campagne contre la Poll tax, plus de 10 millions de personnes ont refusé de la payer, ce qui la rendait en pratique inapplicable.

gauche du Labour, Tony Benn, en 1981, dans l'élection du chef de la fraction parlementaire, la gauche s'identifiait largement aux nationalisations bureaucratiques et inefficaces du passé. Après l'élection de Neil Kinnock à la direction du parti en 1983, cette dernière a commencé à parler de «propriété sociale», critiquant ainsi les nationalisations «à l'ancienne», mais seulement dans le but de couvrir le glissement à droite des orientations politiques en matière d'économie, puis, plus tard sur le plan de la politique sociale, vidant les termes et concepts de propriété sociale ou collective de tout contenu radical, bref, de leur contenu de classe.

On peut remarquer non sans ironie que l'article quatre fait tout autant partie de la tradition mythique du Labour que tout le reste, quand on sait que cet article a toujours été détesté par ses dirigeants. Une raison simple explique cela : d'une part, l'adoption en 1918 de cette clause dans les statuts fut une affaire strictement tactique de la part de la direction et rien de plus ; d'autre part, l'engagement en faveur de la propriété collective fut proposé par l'auteur principal des statuts, le gradualiste Sidney Webb d'orientation fabienne (2) afin d'empêcher une variante plus radicale. Que la version retenue soit la plus modérée donne une idée du degré de radicalisation de la classe ouvrière de l'époque. Alors que sous l'impact de la révolution d'octobre 1917, il était possible d'élaborer une chartre de principe radicale, la conception de ses auteurs était explicitement non-révolutionnaire.

Définitif ?

L'objectif était de lier définitivement le Labour à la politique parlementaire (comme le dit l'article, «*le parti garantira la sécurité POUR les travailleurs*» - au diable l'idée qu'ils puissent garantir eux mêmes les fruits de leur travail par leur propre activité et leurs propres luttes). Ralph Miliband en concluait dans son ouvrage de la maturité, *le Socialisme parlementaire*, que «*le nouveau programme était moins un manifeste pour un nouvel ordre social, différent du précédent aussi bien du point de vue économique que social, qu'une affirmation explicite du Labour quant à sa conviction qu'une bonne dose de collectivisme dans une société où le capitalisme prédomine, était la clef pour un bien-être croissant, une efficacité plus élevée et une plus grande justice sociale*».

Malgré tout, ce fabianisme gradualiste était combiné avec un esprit anticapitaliste sans équivoque. Aujourd'hui, ces deux éléments doivent être expurgés si le

En défense de l'article quatre

Arthur Scargill, dirigeant des mineurs et de la gauche extraparlamentaire depuis plus d'une décennie, a pris la parole lors d'un meeting lançant la campagne en défense de l'article quatre.

«*Tony Blair et Gordon Brown, les clones de Clinton, veulent un Parti démocrate à l'Américaine. Quiconque est assez naïf pour croire qu'ils vont se contenter de supprimer l'article quatre vit en pleins nuages.*»

«*Leurs prochaines exigences seront : nous voulons un nouveau nom, un nom qui soit plus acceptable, un nom qui n'offense pas, qui soit agréé par la City.*»

«*L'histoire est jonchée de leaders et de directions qui ont ignoré à leurs risques et périls les hommes et les femmes ordinaires qui ne voulaient que la justice pour tous et une vie meilleure.*»

«*Nous avons aujourd'hui en chiffres réels plus de 5 millions de personnes sans emploi et au moins 10 millions de gens vivant sous le seuil de pauvreté. Il y a des centaines de milliers de sans abri. Quelle obscénité que de voir à la télévision les dirigeants du Labour rencontrer les patrons de l'industrie, buvant et dînant avec eux pour plus de 300 £ par personne à la conférence du Labour.*»

«*Refusons les mots à la mode, l'habillage des arguments. Défendons l'article quatre, défendons le socialisme.*»

«*Je dis à tous, à l'intérieur et à l'extérieur du parlement, dans le parti et dans le mouvement syndical : "rappelez-vous les luttes que notre parti a menées depuis sa fondation". Elles l'ont été sur la base de ce qui différencie le Labour des partis qui défendent la société capitaliste.*»

«*C'est l'article quatre qui nous distingue des Tories et des Démocrates-libéraux. Il établit une identité claire, qui nous a conduits au moins à cinq reprises à des victoires électorales.*»

«*Nous devons combattre pour maintenir l'article quatre dans son intégralité et exiger qu'il n'y ait pas de modifications. Pas un point, pas une virgule, pas un mot.*»

«*Nous devons dire à Tony Blair et à la direction que nous voulons non seulement maintenir l'article quatre mais que nous exigeons en plus de lui, avant et après ces élections, une loyauté et un dévouement vis-à-vis de notre classe égal à celui des Tories envers leur classe. Le Labour doit chercher à mettre en œuvre des mesures contribuant à la création d'une société égalitaire. Une société où le désespoir, le chômage et l'humiliation seront jetés dans la poubelle de l'histoire.*»

Labour veut poursuivre l'affirmation de sa loyauté et de sa capacité à servir le capitalisme du libre marché. Aujourd'hui, la philanthropie sociale du début de ce siècle qui n'a pas peu contribué à l'élaboration de la politique gouvernementale du Labour en 1945, est une réminiscence dangereuse de ce que le Labour a pu être, tout comme les grèves pour de meilleurs salaires ou des conditions de travail améliorés le sont de la classe que ce parti était censé représenter.

Malgré l'identification maintenue sondage après sondage avec les «valeurs social-démocrates» (symbolisées par la politique de 1945, aussi imparfaite et limitée qu'elle ait été), Blair et son équipe ont accepté la prétendue logique de l'orthodoxie économique actuelle — qui stipule que l'Etat-providence n'est plus dans nos moyens et n'est plus vraiment nécessaire —, et décidé d'aller de l'avant. L'«article quatre» est un obstacle.

Quelles que soient ses faiblesses, son

importance réside dans sa valeur symbolique : comme l'a dit Arthur Scargill, dirigeant du syndicat des mineurs, «*elle distingue le Labour des partis libéral-démocrate et conservateur. Cette clause établit une identité claire*». Sans l'«article quatre», et avec un affaiblissement constant des liens avec le mouvement syndical, la nature du Parti travailliste sera transformé qualitativement. ★

Décembre 1994

2) Le fabianisme est une doctrine s'inspirant de la philanthropie sociale.

Des PC en mutation

La chute du Mur de Berlin et la désintégration de l'URSS ont conduit à la défaite historique du stalinisme qui a plongé les Partis communistes dans une crise complexe et durable.

D'abord, parce que cette défaite a éliminé la référence à l'URSS élément clé de leur identité politique qui garantissait encore un minimum de cohésion entre les PC et entre les différentes «sensibilités» au sein de chaque PC. Ensuite parce que la reconversion politique, désormais inévitable, est compliquée. Elle imbrique, en effet, un bilan des différentes étapes du cycle stalinien, une élaboration programmatique pour combler le vide engendré par le tournant de 1989-1991 et la définition «à chaud» d'une ligne politique.

Cela s'est soldé par un émiettement des PC. Le débat est là, ouvert et contradictoire. Il s'agit quasiment d'une question de survie pour ces partis, une condition à la «rénovation» et la «refondation».

Quel sens politique prend cette reconversion des PC en Europe impérialiste ? Force est de constater qu'elle ne cherche nulle part à se réappropriers ses origines marxistes-révolutionnaires de la Troisième internationale des années 1917-1922. C'est d'autant moins une surprise que la nouvelle période politique n'y pousse point.

Les directions des PC et la plupart des tendances en leur sein tendent naturellement à développer une vision néo-réformiste sur la transformation sociale et à se rapprocher de la social-démocratie et du courant Vert.

Mais une telle évolution «à droite» se heurte, aujourd'hui, à deux obstacles majeurs :

► au delà de sa nature stalinienne, l'idéologie des PC contient aussi des aspects anticapitalistes et anti-impérialistes. Ce qui rend une telle mutation douloureuse ;

► le véritable problème du passage du post-stalinisme à la social-démocratie, c'est-à-dire du réformisme politico-idéologique à la participation et la collaboration de classe, est plus difficile dans les conditions d'aujourd'hui, qu'il y a encore 10, 15, 20 ou 30 ans. Car dans les conditions sociales et économiques présentes, cela signifie le soutien à la contre-réforme et la cogestion d'une brutale politique néolibérale de démantèlement de l'Etat providence. Le prix à payer est démontré par la crise de la social-démocratie.

La direction du PC italien en fut consciente. Elle avait d'emblée compris

qu'une telle mutation changerait aussi la nature du nouveau parti. Elle s'est fixée certes comme objectif d'occuper la fonction, laissée vacante, d'une social-démocratie pourrie jusqu'à la moelle. La direction du Parti n'entendait pas pour autant, à la fin du XXème siècle, imiter un parti social-démocrate «classique», mais se modeler sur le Parti démocrate américain, une organisation purement parlementaire, composée de comités électoraux et captant les votes du «public progressiste» notamment des travailleurs, sans subir leur pression organisée. L'expérience est en cours.

En Allemagne, le PC (uniquement présent à l'Ouest) maintient un cours dogmatique et sectaire notamment face au PDS.

Les évolutions les plus déterminantes ont lieu là où les PC ont rompu avec le stalinisme, évité la dérive social-démocrate et acquis une certaine force qui les a obligé de s'accrocher à une dialectique sociale plus large. Démarche qui ne reste pas sans influence sur le Parti lui-même : sa composition sociale et générationnelle, les reclassements politiques parmi les cadres et les dirigeants, la modification de sa ligne politique, sa pratique politique de masse et ses statuts. C'est ce qui s'est passé jusqu'à présent en Allemagne (PDS), en Italie (Refondation) et en Espagne (Izquierda Unida). C'est ce qui ne s'est pas (encore) réalisé en France et au Portugal. Tous ces partis ne disposent pas (plus) d'un enracinement social fort garantissant la reproduction quasi-automatique de leurs appareils politiques.

Dans la situation actuelle et vu l'état de crise des PC, le statu quo est mortel. L'existence de ces «grands» PC est devenue précaire. Car ils risquent tous de se transformer en courants très minoritaires. Le PC français et portugais répondent à ce défi par une défense prioritaire et sectaire de leurs appareils, cramponnés à l'«identité communiste» et incapables de se rénover. Leur ligne politique est ainsi basée sur le double refus de s'associer à la gestion de la crise et d'agir avec l'ensemble des forces sociales et politiques disponibles pour battre la crise.

Refondation, IU et le PDS, de leur côté, essayent de «défendre leurs partis», ce qui veut dire en clair trouver un nouveau centre de gravité dans les institutions élues de l'Etat bourgeois. Mais la particularité c'est qu'ils ont appuyé, voire impulsé les mobilisations extraparlimentaires, soutenu à fond les aspirations des couches populaires, formulé des revendications sociales fortes. Et, surtout, ils ont rassem-

blé les conditions d'efficacité du combat, ce qui se ramène pour l'essentiel à une politique unitaire et sans exclusive et un respect de l'autonomie des organisations de masse. Ils figurent aujourd'hui dans leurs pays respectifs comme la principale force d'opposition politique au projet de la bourgeoisie et à la ligne social-démocrate.

Le PDS est à la fois le produit et de la rupture avec le SED, parti stalinien étatique. Sans ancrage social depuis la destruction, par la restauration capitaliste, de la bureaucratie d'Etat, son existence comme Parti dépendait très étroitement de sa capacité d'exprimer les aspirations de toute une population est-allemande dupée par l'unification. Ce qui fut fait. Mais pour gagner, au sein de la gauche allemande à l'Est et à l'Ouest, la très difficile bataille de crédibilité, il n'y avait pas d'autre voie que celle du pluralisme politique au sein du Parti et d'une large ouverture «culturelle» à tous les courants de pensée de la gauche et à toutes les problématiques d'oppression et d'exploitation dans la société.

Le PRC fut d'emblée poussé à gauche, par le contraste saisissant avec un PDS résolument orienté vers la collaboration de classe. Mais cela ne garantissait en rien sa consolidation politique et organisationnelle. A plusieurs reprises, il fut tiraillé entre les besoins de sa politique électorale et une politique audacieuse sur le terrain social. Il n'a pas poussé jusqu'au bout une politique syndicale qui aurait pu créer une direction ouvrière alternative (notamment en automne 1992), mais il s'est certainement trouvé du côté des travailleurs en lutte, à la tête des grandes mobilisations sociales depuis sa naissance.

Certes, l'avenir de ces partis n'est en rien prédéterminé. Ils sont fort hétérogènes du point de vue programmatique et politique. Leur histoire et leurs références politico-idéologiques les préparent aussi au réalisme «économique» et la réconciliation avec les institutions étatiques. Le PDS allemand semble s'orienter vers une ouverture à droite en direction de la social-démocratie. Dans Refondation il y a eu des hésitations quant à un soutien possible à un gouvernement anti-Berlusconi, avant de basculer nettement à gauche. Les reclassements qui ont eu lieu, ont déjà été passablement surprenants. Les expériences politiques et sociales pèsent de tout leur poids sur le parcours de ces partis. Le dossier qui suit, invite à une analyse concrète d'une évolution concrète. ★

François VERCAMEN

IU : un consensus fragile face à de nouveaux défis

La dernière session de l'organe souverain d'Izquierda Unida (IU-Gauche unie) a confirmé l'optimisme relatif qui prévaut dans cette formation politique au vu des résultats électoraux de l'année 1994 et de l'affaiblissement électoral croissant du Parti socialiste ouvrier d'Espagne (PSOE). Pourtant, certains des problèmes majeurs que devra résoudre IU dans les prochains mois restent dans le flou, aussi bien sur le plan interne qu'externe. Il s'agit des axes programmatiques qu'il faudra mettre en avant dans les prochaines consultations électorales, de la transformation effective d'IU en «mouvement politico-social» et, surtout, des critères pour définir une politique d'alliances.

L'article ci-dessous propose quelques réflexions après la tenue de la IVème assemblée fédérale d'Izquierda Unida.

Jaime PASTOR

Le premier point abordé lors de cette assemblée était un rapport présenté par le coordinateur général, Julio Anguita, dressant un bilan des activités de ces dernières années. Au-delà de l'insuffisance de certains chapitres, en particulier sur la politique internationale et les rapports avec la jeunesse, le ton et le contenu de ce document étaient clairement autocritiques. Particulièrement importante est la reconnaissance par le noyau dirigeant fédéral des risques qui guettent une formation politique appelée à connaître une progression électorale sans commune mesure avec l'évolution de ses effectifs et de son enracinement dans les collectifs et les secteurs sociaux les plus dynamiques de la société : «nombrilisme», divorce entre discours et pratique, risques de sectarisme de la part de certaines fédérations et



vertige de l'engouement pour une politique nouvelle, tels sont certains des dangers soulignés dans ce rapport.

Le débat qui a suivi le discours de Julio Anguita a mis en évidence les diverses «lectures» qui pouvaient en être faites, même si aucune délégation n'a voulu prendre ses distances avec un consensus largement partagé. C'est sur ce point qu'on peut parler de manque de sincérité dans la discussion, à de rares exceptions près comme pour les délégations d'Estrémadure ou de Castille-La Manche. Cela n'a pas empêché que se manifestent déjà des interprétations différentes de la lutte pour l'hégémonie et de la politique d'alliances, sur lesquelles nous reviendrons plus loin.

Le Manifeste

Le principal texte en débat était le Manifeste. Conçu comme une tentative d'analyse de la phase historique de transition que nous connaissons, il passe en revue la crise globale de civilisation, les anciennes comme les nouvelles inégalités sociales, le conflit centre-périphérie, et la crise du capitalisme et de l'Etat providence, pour aborder ensuite les problèmes propres à l'Etat espagnol. Au-delà de ses insuffisances, on ne peut nier que le cadre

ge et les propositions qui se dégagent de sections importantes de ce document relèvent d'une interprétation «rouge et verte», et marquent un progrès important dans la culture politique majoritaire dans les rangs d'IU. La critique du modèle de croissance actuel, incompatible avec notre planète et avec la survie de l'espèce humaine ; la volonté de défendre les conquêtes sociales acquises dans le cadre fragile de l'Etat providence, sans pour autant s'en remettre à un modèle social-démocrate manifestement dépassé ; ou encore la volonté de procéder à une nouvelle hiérarchisation qualitative qui permette la convergence avec les anciens et les nouveaux mouvements sociaux, dans le cadre réaffirmé d'un projet de construction d'un bloc social alternatif à l'échelle de l'Espagne et de l'Europe : voilà certains des axes qui définissent le fil conducteur de ce Manifeste.

Pour ce qui touche à l'Etat espagnol, on y présente un bilan profondément critique de la politique du PSOE et de ses effets profondément démoralisateurs dans de larges couches de la population, du fait de la politique économique et sociale néolibérale et de la corruption engendrée par les douze et quelques années de gouvernement de Felipe Gonzalez (la dernière en date des «affaires», le terrorisme d'Etat des GAL, touche aujourd'hui le gouverne-

ment à sa tête). On y relève aussi la nécessité de répondre à la crise de la politique et des partis en tant que forme d'organisation, ce qui rend plus urgente encore la recherche de formes alternatives, en particulier par la transformation d'IU en «mouvement politico-social», et son aptitude à intégrer dans ses rangs toutes les traditions de la gauche anticapitaliste. Il faut ajouter que certaines fédérations ont présenté des amendements dans le sens d'une critique plus dure de la politique hésitante des directions syndicales face à la crise économique : ces amendements ont été repoussés par la présidence et le plénum, plus pour des raisons d'opportunité politique que pour leur contenu, et la direction d'IU s'est engagée à ouvrir une discussion sur l'intervention dans le mouvement ouvrier.

La politique d'alliances

C'est en fait la politique d'alliances qui a focalisé l'attention des médias, même si elle n'a été que peu discutée dans l'assemblée. Il faut rappeler que le conseil politique fédéral qui avait ouvert ce débat début septembre 1994, avait accepté un amendement d'Izquierda alternativa (IA-Gauche alternative), qui précisait que «l'hégémonie à laquelle nous aspirons n'a absolument rien à voir avec celle que peuvent permettre une direction charismatique ou le contrôle d'un appareil politique sur la société. Elle ne peut résulter que de la confluence, dans le respect de chacun, entre un mouvement politico-social pluraliste, tel qu'IU, et un réseau d'organisations, de mouvements et de courants de la gauche sociale». Les alliances politiques doivent être subordonnées à un tel objectif.

Quant aux rapports avec le PSOE, force est de constater que le «félipisme» y règne toujours en maître, et que les «courants d'opposition respectables sont les plus faibles et que les plus forts sont les moins respectables» ; de ce fait, «les formules générales ("gouvernabilité", "stabilité institutionnelle", "opposition à la droite") ne peuvent en aucun cas justifier la formalisation d'accords». Il n'est pas possible de passer avec le PSOE des accords de législation ou de gouvernement, tant que ne se sera pas produite de rupture flagrante sur les questions de fond avec la politique du félipisme. Il faut donc se fixer comme objectif la nécessité de changer les rapports de forces avec le PSOE, et accroître par là même la pression vers une rupture avec la politique du félipisme ; entre-temps, on ne doit pas écarter la possibilité d'accords concrets, pour peu qu'ils soient «cohérents avec l'objectif d'affirmer notre autonomie et de refuser toute

position subalterne». Par ailleurs ce paragraphe n'esquive pas la critique du principal parti de la droite, le Parti populaire, dont on affirme ne partager «aucun objectif, aucune valeur de quelque importance sur le terrain économique, politique ou moral», même si on n'exclut pas l'éventualité d'un accord partiel, concret et transparent, «destiné spécialement à obtenir des réformes démocratiques face à la concentration de pouvoirs qu'a opérée le félipisme».

Un amendement présenté par le courant «Nouvelle gauche» (1), qui donnait la priorité à la lutte contre la droite, et ne fermait donc pas la porte à des alliances de gouvernement avec le PSOE, n'a pas recueilli au sein de la commission de travail les 25 % nécessaires pour qu'il soit discuté lors du plénum.

Un autre thème central a été débattu sous le titre de «modèle d'Etat».

Etat fédéral et droit à l'autodétermination

La commission responsable avait présenté un texte qui se prononçait clairement pour un Etat fédéral résultant d'une réforme de la Constitution, et une nouvelle conformation du Sénat qui reflète la multinationalité. S'il est vrai qu'il fait référence à l'autodétermination, la formulation en est très ambiguë, et il reste à voir ce que donnera la formulation finale. Au nom d'IA, nous avons présenté une contribution critique où nous avons pris parti pour que la reconnaissance du droit à l'autodétermination et à l'indépendance soit une condition préalable à tout pas en avant vers une formule fédérale, dans la mesure où les peuples de l'Etat espagnol peuvent avoir des options différentes. Outre notre contribution, des camarades qui ne sont pas liés à IA ont présenté des amendements allant dans le même sens et qui, même s'ils n'ont pas été adoptés, ont recueilli plus de 25 % lors du plénum. Nous avons pu vérifier sur ce point la crainte de rouvrir le débat sur une question tranchée de façon rien moins que démocratique dans la constitution de 1978.

Nous voulons croire, au vu de l'importance de ce problème, que la discussion n'est pas close et qu'elle se poursuivra, surtout si l'on considère que dans les rangs d'IU se reflète une plus grande sensibilité à l'égard de revendications largement soutenues dans des régions comme Euskadi, la Catalogne ou la Galice. Il ne faut pas oublier non plus que se produit actuellement dans la société une certaine résurgence d'un nationalisme espagnol réactionnaire qui, dans l'hypothèse d'une victoire du Parti populaire (PP), se verrait certaine-

ment encouragé à remettre en cause le degré d'autonomie bien précaire dont bénéficient ces nationalités et d'autres.

La lutte pour le partage de l'emploi a fait l'objet d'une autre résolution, liée à la recherche d'un nouveau modèle économique et écologique. Conçue comme une réduction généralisée de la journée de travail, la redistribution des emplois et des tâches et la redéfinition du concept de travail, cette proposition incluait certaines mesures qui font l'objet de polémiques, comme la réduction non linéaire des salaires. Sur ce point comme sur d'autres, IA a également présenté une contribution critique, qui a été bien reçue. Vu l'importance du sujet, il a été convenu de tenir une conférence au deuxième semestre de 1995.

Enfin, sur la question des statuts, des contributions ont préconisé une plus grande démocratisation et un plus grand pluralisme internes, sur la base du respect des droits des courants, de l'application des règles d'incompatibilité et de la limitation de la durée des mandats publics, et de l'organisation de élections primaires pour établir les listes de candidats. Certains points polémiques importants n'ont pas été résolus, comme la définition concrète du caractère fédéral d'IU, où il faudrait distinguer, à côté de positions intermédiaires, des conceptions plus confédérales (mais pas franchement démocratiques) face à d'autres marquées par un «néocentralisme» ; ou encore la question non résolue de l'organisation de jeunesse.

Quant à l'élection des membres du Conseil politique fédéral, il faut reconnaître que la volonté de parvenir à une liste consensuelle, au vu du climat régnant, était positive. Mais au bout du compte, cela a favorisé les petits partis qui avaient participé à la fondation d'IU aux côtés du PCE (le Parti d'action socialiste et la Gauche républicaine) et des secteurs non liés aux principaux courants politiques ou d'opinion qui se sont trouvés écartés ou sous-représentés ont choisi de ne pas soutenir la liste. Malgré tout, parmi les 103 membres élus se trouvent deux «écosocialistes», un vert, deux membres d'IA et quelques indépendants de la mouvance «rouge et verte».

Diverses résolutions ont en outre été adoptées : sur le féminisme (quoique très brève, la résolution reconnaissait «les insuffisances et les contradictions entre le discours et la pratique» et demandait qu'IU organise un débat pour approfondir

1. Le courant «Nouvelle Gauche» apparu lors de la troisième assemblée fédérale (mai 1992) regroupe une série d'anciens dirigeants du PCE (dont Nicolas Sartorius est le plus connu ainsi que le petit Parti d'action socialiste (PASOC — issu d'une scission du PSOE en 1983, composé surtout de notables). Il s'agit d'une tendance «moderniste» apparaissant au sein de l'IU. comme une «droite». Cf. *Inprecor* n° 380 de mai 1994.

le féminisme) ; en soutien aux objecteurs de conscience et aux jeunes insoumis (il y a 180 jeunes en prison pour avoir refusé le service militaire obligatoire, et plus de 4 000 qui attendent leur jugement) ; ou encore sur des questions de politique internationale.

Le consensus réalisé lors de cette IV^e assemblée fédérale ne doit pas cacher que des défis importants attendent IU dans ces prochaines années, et qu'il serait étonnant que le même phénomène se reproduise.

Se tourner vers l'avenir

Il s'agit en premier lieu de la nécessité d'adopter un projet de gauche anticapitaliste et de transformation, conscient qu'il ne s'agit pas de rééditer ce qu'a été la social-démocratie mais de construire une alternative distincte. Cela devra prendre corps dans des propositions qui, tel que le conçoit la direction fédérale, touchent à des «réformes structurelles» de grande ampleur dans le domaine de l'économie, de la politique et des différentes institutions de l'Etat, avec pour horizon constant la lutte pour un nouveau modèle de société. Il faudra voir comment tout cela prend forme dans les programmes électoraux, pour les élections municipales et celles des parlements autonomes, la tentation d'en rabattre sur le contenu pouvant être très forte dans la recherche d'alliances.

La question du «dépassement» et des rapports avec le PSOE et le PP constituera sans doute le problème fondamental. L'aspiration à «devancer» ce parti est un objectif relativement crédible dans d'importantes communautés autonomes et municipalités, quand on considère la détérioration politique et morale du gouvernement de Felipe Gonzalez et l'absence d'alternatives politiques dans ses rangs ; mais au niveau général, l'écart électoral reste encore important. C'est d'ailleurs un fait que reconnaît le rapport présenté par Anguita lors de cette assemblée : une chose est la progression lors des élections, autre chose l'enracinement social. Si l'on en juge par notre expérience au sein d'IU et dans les mouvements sociaux, il reste encore beaucoup à faire pour conquérir une relative hégémonie au sein de la gauche sociologique.

Converger avec ce qui bouge

Nous pensons, dans ces circonstances, que la convergence avec ce qui bouge dans la société est fondamentale et il faudra voir, dans ce sens, le rôle que peut jouer la Plate-forme civique pour les droits sociaux créée à Madrid, malgré la réticen-

ce des directions syndicales à y participer. D'autres initiatives émaneront des ONG et de divers collectifs, et IU doit avoir pour mission d'appuyer et de participer au succès de ces campagnes, en évitant que l'activité préélectorale n'absorbe la totalité de l'organisation. Au vu de cette priorité, le combat simultané contre le félipisme et le PP devrait apparaître plus clairement. On a parfois l'impression que face aux attaques du PSOE et de certains médias accusant IU de faire la «pinza» (la tenaille) avec le PP, la direction fédérale répond de façon défensive, et pas toujours limpide. C'est vrai qu'il ne s'agit pas d'une question facile à préciser : l'insistance dans la définition conventionnelle du PSOE comme un parti «de gauches», telle qu'en usent les adversaires d'IU ou même des secteurs de la Nouvelle gauche, sert l'objectif de plus en plus difficile de la transformer en force subalterne du félipisme. Mais la fermeté dans la critique et l'autonomie face au PSOE (qui fait bien, lui, la «pinza» avec la droite nationaliste catalane face au mouvement ouvrier) devrait être compatible avec une prise de distance constante vis-à-vis du discours très souvent démagogique d'une droite incapable d'offrir un programme alternatif, précisément du fait de sa convergence notoire avec la politique économique et sociale félipiste. Ainsi, comme l'a dit un délégué du Pays valencien lors de l'assemblée, IU ne doit être ni «béquille» du PSOE, ni «pinza» avec le PP.

Changer les rapports de forces

Ce qui doit bien apparaître clairement, c'est que l'objectif d'IU est de changer les rapports de forces face au PSOE, du point de vue social et électoral. C'est la seule possibilité pour que se produise un changement d'orientation dans les municipalités et les communautés autonomes qui permette à IU d'y gagner la majorité, avec l'aspiration à de nouveaux modèles de villes et de régions alternatifs, fondés sur une «culture de la transformation» et non pas de la simple gestion dans le cadre du modèle dominant de la compétitivité et du «darwinisme social» transnational.

Là où le PP obtiendrait la majorité, le rôle d'IU dans l'opposition sera de vertébrer une résistance et une contre-hégémonie à même d'empêcher la démoralisation éventuelle de certains secteurs de la gauche sociale ; si le PSOE se joint à ce processus, il pourra être le bienvenu.

Là où le PSOE gardera la majorité, c'est le Conseil politique fédéral qui discutera des critères programmatiques et des conditions d'un éventuel accord, dans le

cadre de la recherche de la «cohérence fédérale» qu'a approuvée cette assemblée.

En ce qui concerne la transformation d'IU en «mouvement politico-social», un autre problème central touche à ses rapports avec la jeunesse. Il ne s'agit pas de surévaluer l'importance du secteur de la jeunesse qui se préoccupe de politique ; mais ils sont nombreux à participer aux mobilisations antimilitaristes, écologistes et pacifistes, et l'attention que leur porte IU laisse beaucoup à désirer. Pour ce qui concerne IA, l'enjeu nous paraît énorme, plus encore alors que la nécessité d'un renouveau de générations est de plus en plus urgente pour la gauche.

Il y a, enfin, le respect du pluralisme interne. Son adoption dans les statuts et sa mise en œuvre dans la majorité des organisations d'IU sont patentes, mais il persiste également dans beaucoup d'elles une vieille «culture politique» où la tendance à reproduire la dialectique ami-ennemi dans tout débat reste la règle et interdit le dialogue et la solidarité commune face à un projet collectif. Savoir combiner la diversité des courants et des collectifs où on décide au consensus ou à la proportionnelle et l'application des résolutions prises n'est pas chose facile, mais ce qui est en jeu, c'est l'avenir d'une IU capable de s'affirmer comme une véritable référence politique de la gauche à l'échelle du pays.

Sur toutes ces questions, il est à prévoir des processus de différenciation au sein d'IU, qui ne menaceront probablement pas son unité interne, mais qui pourraient faire réapparaître les tensions qui se sont déjà manifestées dans certaines fédérations, comme à Madrid ou dans le Pays valencien.

En résumé, au-delà de ses limites actuelles, IU apparaît comme un espoir de recomposition politique que nous ne pouvons sous-estimer si nous voulons agir pour que se produise une remobilisation sociale, une défaite électorale du PSOE au profit de la gauche et, à plus ou moins long terme, que renaisse la confiance dans un projet alternatif et internationaliste face au capitalisme.★

Madrid, le 21 décembre 1994

Un PC à part

Le Parti communiste portugais (PCP), n'a pas connu une évolution comparable à celle du PDS en Allemagne, de Refondation en Italie, ou encore de la Gauche unie en Espagne. Notre camarade Francisco Louça, membre du Parti socialiste révolutionnaire (section portugaise de la Quatrième internationale), en esquisse ici les causes, en revenant sur l'histoire du PCP et sur son combat contre le fascisme.

Francisco LOUÇA

Le PCP a été créé en 1921 à partir d'une scission du mouvement anarcho-syndicaliste, comme c'est d'ailleurs le cas de plusieurs partis communistes de l'Europe du Sud. Il s'agit donc d'un parti qui n'est pas issu du courant socialiste, mais qui tire son origine de forces anarcho-syndicalistes, très combattives. Cinq ans plus tard, en 1926, la dictature fasciste s'installe au Portugal pour y gouverner jusqu'en 1974. Tout au long de ces 48 années, le PCP était la force la mieux organisée de la gauche, voire même la seule, pendant de longues périodes, en raison de la disparition des socialistes et de la liquidation des anarcho-syndicalistes par la répression. Jusqu'au 25 avril 1974, date de la révolution antifasciste, le PCP n'était qu'un petit parti qui ne dépassait pas 3 000 militants. En 1963, le PCP a connu sa principale scission (prochinoise) qui a donné naissance à une série d'organisations représentant dans l'ensemble un courant important, qui a fait contrepoids au PCP au sein même du mouvement ouvrier et dans le mouvement étudiant.

Par ailleurs, le PCP a gardé un grand crédit du fait de la résistance antifasciste qu'il a menée, et l'image de l'Union soviétique est restée pour l'essentiel intacte au Portugal : des événements comme ceux de Budapest ou même de Prague n'ont eu aucun impact significatif et le départ de quelques intellectuels importants du PCP à



l'époque est resté un phénomène marginal. Cette situation n'a pas permis le développement au sein du parti d'un phénomène général de contestation concernant l'évolution du stalinisme et de sa politique internationale.

De la révolution à la normalisation

Avec la révolution du 25 avril 1974, le PCP s'est lancé dans un travail au sein de l'appareil d'Etat en participant au gouvernement provisoire et même en développant une politique d'infiltration et d'intervention au sein des forces armées. Néanmoins, il a gardé un impact populaire dans les organisations du mouvement syndical et social. Cela s'explique par le fait que la participation du PCP dans l'appareil d'Etat, contrairement à celle des eurocommunistes, se faisait dans le cadre d'une crise prérévolutionnaire et par conséquent apparaissait comme une forme de transposition du conflit social au sein des instances du pouvoir. Ce n'est que plus tard que le PCP a développé une théorisation réformiste classique pour légitimer cette participation, en la présentant comme une forme de dualité du pouvoir, notamment sur le plan économique suite à la nationalisation des grands groupes économiques

portugais. Cette vision stratégique réformiste a été acceptée dans la mesure où elle se basait sur des faits concrets qui apparaissaient comme des pas en avant pour les gens. Tout au long de cette période, le PCP a réussi à sauvegarder son image de parti combatif à la tête des grands mouvements d'occupation des terres pour la réforme agraire, la nationalisation et contre les tentatives de coup d'Etat visant au renversement du gouvernement provisoire.

Le processus de normalisation qui a commencé au Portugal en novembre 1975, suite au coup d'Etat, a chassé le PCP du gouvernement et a mis à nu la réalité des rapports de forces, ainsi que la faillite de la ligne réformiste et de ses intonations radicales. La participation du PCP dans l'appareil d'Etat a cédé la place à une politique démagogique et catastrophiste. Jusqu'aux années 80, le PCP prétendait que le processus révolutionnaire était toujours en cours, pour justifier sa politique de collaboration de classes pendant et après 1974, politique qui n'a pas réussi à bloquer le processus révolutionnaire jusqu'en 1975.

La première fois que nous avons discuté avec le secrétaire général du PCP, Alvaro Cunhal, c'était à leur demande, au début des années 80 : on s'est trouvé dans une situation bizarre où Cunhal nous disait

que la révolution continuait, et nous affirmions le contraire, en les accusant d'avoir contribué à la bloquer. Mais pour eux, même après le 25 novembre et la récupération du pouvoir d'Etat par la bourgeoisie, la révolution était tellement dynamique qu'elle se développait toujours : c'était pour eux une façon de consolider leur base militante, de rejeter les tendances social-démocrates en multipliant les proclamations en faveur de la transition au socialisme et à une société sans classe. C'est ce parti pris idéologique qui permettait au PCP de rejeter l'eurocommunisme : tout à fait hostile à Enrico Berlinguer et à l'évolution du PCI, il n'a eu de rapports pendant longtemps qu'avec le PCF, avant que ce dernier ne se déclare, à sa façon, eurocommuniste. Le PCP était resté l'allié fidèle de Moscou en Europe.

Le PCP et l'eurocommunisme

Avec 15 à 18 % des voix aux élections municipales, et récemment 10 à 12 % au niveau des élections générales, il fait preuve d'une certaine résistance et stabilité au niveau électoral, et reste largement majoritaire au niveau syndical : il a donc une présence politique très importante.

Le PCF est apparu en mai 1968 comme un parti qui s'est dressé contre les mobilisations. Pour le PC portugais, ça dépendait des mobilisations. Par exemple, quand il est entré dans le gouvernement provisoire, il a tout de suite organisé une manifestation syndicale contre les grèves, parce qu'il y avait des grèves sauvages partout, les gens occupaient les entreprises. Cette première manifestation a d'ailleurs été un échec. Il a donc cherché à contrôler, à institutionnaliser, à canaliser les mouvements, à empêcher que la réforme agraire ne débouche sur la remise en cause globale des rapports de forces, toujours à la recherche de compromis, dans le gouvernement provisoire, avec les forces bourgeoises.

Mais en même temps il s'est vu obligé de s'appropriier des mobilisations et des formes de combats de première importance. Il apparaît donc comme un parti qui s'est compromis avec des choses comme les nationalisations, certaines occupations de terres dans un contexte d'affrontement social violent, où l'extrême-droite était très active, incendiant des locaux du PC, parfois aussi de notre parti, et des locaux syndicaux.

Le règlement intérieur du PCP est très bureaucratique. Certains de ses dirigeants comme Cunhal, qui a passé plusieurs années en prison, dont neuf ans dans une cellule totalement isolée, qui a réussi à

s'enfuir de la prison la mieux surveillée sous la dictature fasciste, gardent de leur combat antifasciste une grande autorité morale et politique. Cela les distingue évidemment d'un Georges Marchais au passé très peu glorieux. Cette direction historique, active depuis parfois 50 ans, contrôle tout dans le parti et rend très difficile l'apparition d'un contrepoids. Il y a eu des contestations dans la jeunesse et dans les secteurs syndicaux, avec de nombreuses démissions, mais ce n'est que vers la fin des années 80 que quelques scissions sur des questions politiques se sont produites : un député européen et une partie de la direction de l'appareil syndical du PCP sont partis, quelques uns ont été en fait expulsés, c'était une scission organisée.

Pendant longtemps, les événements internationaux ont eu très peu de poids dans la politique portugaise, très peu internationalisée. L'information sur la politique internationale était très limitée et le PC constituait un appareil social semi-autonome dans la société, qui avait ses propres moyens d'information. Dans l'Alentejo, par exemple, il y a eu des reportages très impressionnants, très vrais, montrant que les ouvriers et les paysans ne croyaient pas à la chute du mur de Berlin : c'était purement et simplement de l'intoxication, de la propagande bourgeoise, donc cela n'avait pour eux aucune valeur. Mais progressivement ces événements ont eu un impact, les conséquences de la chute ont été très dures, car il y a eu une perte de crédibilité brutale. Cela a eu un effet durable et même catastrophique sur l'image et l'identité du PC. La direction essaie de regrouper les forces en disant : «Vous pouvez nous donner votre confiance parce que vous nous connaissez, mais nous on ne connaissait pas suffisamment la situation à Prague et à Moscou.» Ils essayent de consolider des relations au niveau international avec les Cubains et les Coréens.

Pas de recomposition avec Cunhal

La scission de 1989, formée par un député européen et une partie de l'appareil syndical, s'est cristallisée sur la position du PC concernant l'Europe et le Marché commun. C'est une scission qui évolue vers la droite maintenant, même si elle a défendu des thèmes de gauche sur les questions internationales — ce qui nous a permis d'avoir des débats avec eux — et sur la question syndicale où ils proposaient plus de démocratie. Ses deux dirigeants les plus importants sont ouvertement alliés au PS : l'un a été élu sur la liste du PS et l'autre est président d'une municipalité de la région de Lisbonne élu sur une liste du

PS. Quelques militants ont résisté à cette évolution et publient un journal.

Mais le problème du PC, ce n'est pas tant cette scission que l'érosion de son électorat et de sa base militante. Ils ont d'énormes difficultés d'organisation : ils ont fait dernièrement une conférence d'organisation dramatique sur le thème du fonctionnement des cellules, la nécessité que les gens qui payent des cotisations participent à leurs réunions de cellules. Ils n'ont jamais réussi à avoir un journal significatif. Ils avaient lancé un quotidien qui a disparu avec des pertes énormes. Et leur base sociale vieillit. Alvaro Cunhal a 82 ans, il a un cancer, c'est un type qui a une présence politique et une capacité d'intervention impressionnante. Il s'est fait remplacer au niveau du secrétariat général par un «jeune», mais qui ne fait pas le poids.

C'est toujours un grand parti du mouvement ouvrier organisé, de la gauche organisée : c'est difficile d'envisager un grand processus de recomposition sans une racine qui vienne du PC contrairement à ce qu'on pouvait dire il y a 20 ans. C'est vrai qu'aujourd'hui le processus de recomposition, c'est surtout le renouvellement des forces militantes de la gauche, un regain de combativité et donc des gens qui doivent apprendre à faire de la politique. Penser qu'une organisation de la gauche révolutionnaire, une gauche alternative va se construire sur la décomposition du PC est une approche très restrictive et fautive. Tant que Cunhal contrôle l'appareil, il constitue un obstacle réel à une telle évolution. Après Cunhal, qu'est-ce qui peut se passer ? Il y a des dirigeants importants du PC qui sont sur d'autres positions, mais qui ne prennent pas de positions alternatives dans le PC et qui attendent leur heure.

Dans le cas du PDS en Allemagne, de la Gauche unie en Espagne et de Refondation en Italie, leur capacité de s'autoréformer jusqu'à un certain point et de maintenir ses distances face à la social-démocratie et même face à l'appareil d'Etat est venue d'un secteur de l'appareil. Le PCP ne connaîtra pas une telle évolution du vivant de Cunhal, toutefois il est difficile d'envisager un grand processus de recomposition à gauche ne prenant pas racine dans le PCP. ★

Lisbonne, décembre 1994

Le PDS en transformation

DOSSIER

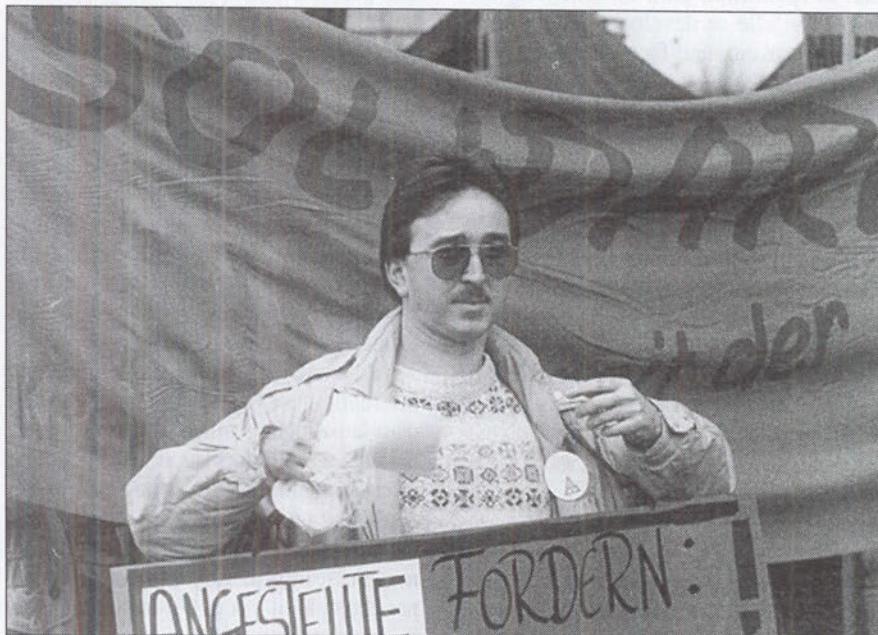
A son prochain congrès, qui se tiendra les 27, 28 et 29 janvier 1995 à Berlin, le PDS discutera «10 thèses sur le chemin à suivre par le PDS». Les 10 thèses proposent un changement de société par une «alternative de réforme» et un «contrat social» au-dessus des classes pour résoudre par une «coalition de la raison» les problèmes globaux qui menacent l'humanité. Ces thèses ont d'abord été rejetées par la direction nationale, puis votées avec beaucoup d'abstentions, ensuite — après une forte vague de protestations au sein du parti — retirées au profit de «5 thèses», qui réaffirment en gros que «le socialisme est la voie, la méthode et le but», que le PDS est une opposition et que «la pensée stalinienne est incompatible avec l'identité du PDS».

Angela KLEIN

Après les grands succès électoraux de l'année 1994 qui ont démontré que le PDS sera durablement présent sur la scène politique allemande, alors que la plupart des forces politiques avaient prédit le contraire, il ne se trouve pas moins dans une impasse stratégique. Il ne sait pas bien que faire de son succès, tant les contradictions qui traversent la société et la politique sont grandes et tant l'échec du stalinisme pèse sur la confiance de trouver «un deuxième élan».

La transformation de l'identité d'un parti d'Etat dans un système dit «socialiste» vers un parti d'opposition dans un système capitaliste est marquée par le déroulement même de la chute du stalinisme et l'intégration de la RDA dans l'Etat ouest-allemand qui s'en est suivie. Ce «tournant» a été marqué par plus d'une contradiction:

Il a commencé par le soulèvement d'une partie de la population contre la dic-



tature du parti unique et s'est terminé par la subordination à la dictature de la propriété privée. A l'origine, le PDS se forme pour sauvegarder la RDA comme alternative à la RFA et se propose de rénover le système ancien avec maintien sur un plan social de la propriété collective et création de formes de démocratie directe. La fin du processus se conclut par une négation de l'expérience de la RDA. Le développement du PDS est donc marqué à la fois par son caractère d'ancien parti d'Etat, par la charge démocratique et émancipatrice du soulèvement de 1989, par la domination bourgeoise dans le processus de l'intégration à la RFA — tant au niveau idéologique, politique qu'économique — puis par l'expérience de la marginalisation de tout ce qui fait une référence positive à la RDA comme exemple d'une voie alternative au capitalisme.

En transformation

Dans ce sens le PDS est une expérience unique en Europe, puisqu'il est le seul parti à l'Ouest provenant de tradition communiste qui soit issu d'un parti d'Etat, d'autant plus que la perte de pouvoir ne date que d'il y a cinq ans. Par sa composition et son identité, le PDS ne peut être un parti ouvrier, communiste ou révolutionnaire. En revanche, l'affirmation d'un régime démocratique tant en son sein que comme objectif politique est une condition de sa survie dans des circonstances où la

rhétorique démocratique bourgeoise n'a pas pu être dissociée des aspirations démocratiques des masses.

Formellement, la naissance du PDS date du 8 décembre 1989, date à laquelle le congrès extraordinaire du SED décide de ne pas dissoudre le SED, mais d'en changer le nom et de lui donner une nouvelle identité.

Jusqu'en décembre 1991 la préoccupation majeure du PDS est de sortir de l'ombre du SED et de se «renouveler». Dans cette période son existence est plus que fragile et les débats en son sein sur la nécessité d'une autodissolution persistent. Lors des différentes sessions du congrès entre 1991 et 1992, des nouveaux statuts sont votés (pour la deuxième fois), ainsi qu'une motion «*Pour une prise de position conséquente, ouverte et publique du PDS vis à vis du problème de la Sécurité d'Etat*» [Stasi, ndlr] en juin 1991. Finalement, un nouveau programme sera adopté en juin 1992. Sur cette base, le PDS a réussi à s'affirmer comme parti d'opposition — en premier lieu pour défendre les intérêts des Allemands de l'Est, ensuite pour s'établir aussi comme parti d'opposition de gauche dans toute l'Allemagne.

La chute de son audience électorale à partir des élections à la Chambre populaire (parlement de la RDA) en mars 1990 s'arrête en hiver 1993 à l'occasion des succès remportés dans les élections municipales en région de Brandenburg, élections où le PDS a failli prendre la mairie

dans la capitale régionale Potsdam. Depuis, il connaît un nouvel afflux d'électeurs, surtout des jeunes, d'abord à l'Est, ensuite (notamment dans les élections générales d'octobre 1994) à l'Ouest. A l'Est, ces succès l'amènent à jouer de nouveau un rôle décisif dans la composition des gouvernements régionaux et tend à estomper son rôle oppositionnel, alors qu'à l'Ouest la présence du parti (avec 2000 affiliés à l'heure actuelle) n'est pas plus importante que celle d'autres groupuscules d'extrême gauche, hormis une représentation politique au Bundestag.

Sous le poids d'une multitude de contradictions qui se vivent dans la nouvelle Allemagne, le PDS doit poursuivre sa redéfinition comme un parti dont le rôle et l'identité définitive sont encore à trouver. La difficulté majeure à ce niveau-là est certainement celle qui se situe entre l'asymétrie des dynamiques politiques à l'Est et à l'Ouest. Il en découle des choix politiques différents, qui parfois risquent de déchirer le parti. D'autre part, la direction est bien consciente que la survie du parti se décide désormais à l'Ouest. Dans un entretien avec *Neues Deutschland*, jadis quotidien du SED, le directeur du bureau électoral du PDS, André Brie, expliquait le 27 août : « *Comme parti socialiste, alternatif de gauche, nous ne pouvons pas rester à long terme un parti régional* ». Mais la construction du PDS à l'Est ne peut se concevoir comme une simple extension du parti à l'Ouest. Vu l'effondrement de la gauche à gauche de la social-démocratie et des Verts après 1989 à l'Ouest, il s'agit ici d'une nouvelle fondation, d'une construction originale d'un nouveau parti socialiste, comme produit des conditions et de la culture politiques existantes à l'Ouest. Dans la mesure où le PDS réussira à s'imposer à l'Ouest, son identité toute entière changera. Le PDS est donc toujours traversé par un processus de transformation dont le résultat est ouvert.

Conservation et rénovation

Des conditions existent au sein du PDS actuel, qui permettent à la gauche radicale de peser sur ce processus. Nous allons les expliquer dans les lignes qui suivent, pour ensuite donner les termes du débat existant actuellement dans le VSP (1). Le VSP se prononcera en effet sur ses rapports vis-à-vis du PDS lors de son prochain congrès en juin 1995.

La crise de régime en 1989 s'ouvre avec la falsification des résultats électoraux des municipales en mai, la mobilisation de l'opposition et sa volonté de contrôler les résultats. A l'intérieur du SED augmente le mécontentement, mais il

ne débouche pas sur la formation d'une opposition structurée — héritage d'une tradition stalinienne, qui depuis 1924 a écrasé, puis anéanti toute tentative allant dans cette direction.

Jusqu'à la visite de Gorbatchev lors du 40ème anniversaire de la RDA le 7 octobre 1989, la direction du parti et de l'Etat refusent de prendre acte de la crise profonde qui traverse le pays et qui s'est manifestée pendant l'été avec les départs massifs à l'Ouest via les ambassades de Hongrie et Tchécoslovaquie. La destitution de Honecker le 18 octobre et l'élection de son successeur Egon Krenz au poste de secrétaire général ne changent pas grand chose : Krenz essaye de calmer la mobilisation dans la rue (qui se fait sous le slogan : « *Nous restons ici!* ») en promettant une nouvelle loi de circulation de la population. Sa première version a déçu la population mobilisée. En effet, celle-ci répond massivement à l'appel des artistes en faveur d'une manifestation de masse à Berlin. Le 4 novembre, l'Alexanderplatz est remplie par une manifestation de plus de 500 000 personnes — dont beaucoup de membres du SED. La deuxième version promulguée quelques jours plus tard ouvre le mur de Berlin et annonce par là le début d'autodissolution du régime.

L'ouverture du mur change du coup les paramètres du « tournant » : le vieux régime n'a plus de vigueur, un nouveau régime n'est pas encore en place, la classe ouvrière reste politiquement passive (à quelques exceptions près), le mouvement des citoyens est incapable de satisfaire dans l'immédiat les demandes en biens de consommation car un changement rapide dans la gestion de l'économie est hors de portée. Puis, la bourgeoisie ouest-allemande offre une solution de rechange en proposant l'unification à un modèle de capitalisme encore voilé par un Etat social stable et efficace et une monnaie forte.

La chute du régime est accompagnée le 3 décembre par la démission du Bureau politique et du Comité central du SED. Un groupe de travail est chargé de la préparation du congrès extraordinaire début décembre. Il se compose des premiers secrétaires du parti dans les districts — de même que les directeurs des grosses concentrations de l'industrie et la direction de la sécurité d'Etat, ils représentent la couche la plus influente dans le parti.

Au congrès du parti se dessine une large majorité autour d'une aile réformatrice composée par les gorbacheviens (Hans Modrow), les directeurs d'industrie (autour de Wolfgang Berghofer, maire de Dresde et également représentant de l'aile « social-démocrate » du parti) et de l'intelligentsia réformatrice (Georg Gysi), qui

demandent une « *démocratisation radicale de la société de la RDA* » et un « *changement du système politique vers le pluralisme* ». Dans un document voté à une très grande majorité, le congrès constate : « *Nous avons rompu inéluctablement avec le stalinisme comme système* ». Le parti se dénomme dorénavant « SED-PDS ».

Le même congrès vote de nouveaux statuts qui prévoit la dissolution des structures et mécanismes hiérarchiques dans le parti, sa constitution en parti pluraliste, le refus d'une conception politique paternaliste et autoritaire et de la substitution des masses par le parti, l'adieu à la conception de parti d'avant-garde, la transparence des décisions et l'ouverture du parti vis-à-vis d'autres forces de la gauche et des mouvements sociaux et, naturellement, l'abandon du « *rôle dirigeant* » du parti.

Les mobilisations continuent

Parallèlement à cela, le parti réaffirme « *sa responsabilité pour ce pays* » et son gouvernement, pour qu'il ne soit pas simplement intégré dans la RFA. Fort de la persistante identité d'appareil d'Etat et du parti, Gysi réaffirme, comme principal protagoniste du congrès, la primauté de l'appareil d'Etat existant et nie aux « *tables rondes* » la faculté « *de prendre des décisions étatiques et de remplacer l'Etat dans ses compétences* ». Les « *tables rondes* » avaient été imposées par le mouvement des citoyens dans différentes villes et étaient une sorte de démocratie de conseil, qui pourtant ne se basait pas sur les lieux de travail. La préoccupation majeure de la nouvelle direction du parti est — à part sa transformation en un « *parti socialiste moderne* » — le maintien d'un appareil d'Etat intact dans la période de bouleversement.

La population percevait cela comme une dernière tentative du parti pour se maintenir au pouvoir. D'où les mobilisations contre le parti et le gouvernement Modrow qui essayent de sauvegarder des mécanismes centraux du pouvoir du SED. En toile de fond, il y a aussi le rejet de l'identité de la propriété d'Etat et celle du parti ainsi que le rejet du système de contrôle tatillon de la société par la Stasi.

Modrow voulait remplacer la Stasi par un nouveau service de renseignement conçu d'après le modèle bourgeois. On lui répondit par le siège des immeubles centraux de la Stasi à Berlin.

Au sujet de la propriété collective (étatique), Gysi déclara au congrès extraordi-

1) Le VSP, Parti Socialiste Unifié, est une formation politique issue d'une fusion entre le KPD, anciennement maoïste et le GIM, affiliée à la IV^e Internationale.

naire: «*Nous rendrons ce qui ne nous appartient pas. Mais nous n'avons pas le droit de renoncer à notre propriété... Naturellement un parti qui existe depuis tant d'années possède plus de biens qu'un parti qui vient d'être fondé.*»

En novembre-décembre 1989 un groupe de manifestants envahit les habitations de la nomenklatura au lac de Wandlitz au nord de Berlin. En février 1990 le parti décide de verser 3 milliards en monnaie RDA au gouvernement et de se séparer de ses «Firmen» (entreprises liées au parti-état). Peu avant les premières élections pan-allemandes, le trésorier du parti transfère 107 millions DM à l'étranger, par «*peur d'expropriation et de mise hors la loi.*» Pourtant, l'expropriation radicale et définitive du parti ne se fera que plus tard, sous la direction de la Treuhand et donc du ministère des finances de la RFA — une expropriation, qui cette fois-ci, vise tout naturellement toute autre chose que de rendre la propriété à ceux qui l'ont construite. Elle sera perçue comme une «deuxième expropriation», au profit des capitalistes et des nobles qui retournent réclamer leur possessions d'autrefois.

Composition sociale et structure interne

Entre mai 1989 et mai 1990 le parti perd 2 millions des 2,3 millions de ses effectifs. Une première vague de démissions a eu lieu déjà en 1988, à l'occasion de l'exclusion d'oppositionnels autour de Bärbel Bohley, Wolfgang Templin et Freya Klier. A l'occasion des élections municipales et des départs massifs à la fin des vacances se succèdent d'autres vagues. Les ouvriers sont parmi les premiers à quitter le parti. Les «découvertes» de privilégiés des bonzes, de leur corruption et du déficit dans le budget d'Etat repulsent beaucoup de membres qui se sentent «trompés».

Le SED-PDS n'arrive pas à se stabiliser comme force dirigeante sur une nouvelle base politique. A cela s'ajoute la perspective d'une assimilation à la RFA plus concrète de jour en jour, provoquant parmi la plupart des bureaucrates (dans l'économie, l'administration et l'armée) le sentiment : «*Le SED-PDS est sur la voie de l'impuissance. Il devient un parti comme les autres.*» (Wolfgang Berghofer au moment où il quitte le parti.) Raisons suffisantes pour abandonner avant qu'il ne soit trop tard le navire qui chavire et de se recycler sous les ailes des nouveaux patrons. Après le siège de la centrale de la Stasi mi-janvier, Berghofer quitte le parti et avec lui la plupart des grands dirigeants nomenclaturistes. Le SED-PDS se nomme

depuis lors «PDS». Il n'est plus le parti politique de la nomenklatura.

Ceci-dit, 90 % des membres sont des anciens membres du SED, la plupart ont tenu des fonctions aux niveaux inférieurs et moyens des appareils. Une étude sociologique publiée en 1991 par un institut proche du parti en conclut: «*Le PDS est structurellement un autre parti que le SED. Il n'a plus la structure d'un parti d'Etat, mais porte dans sa structure l'héritage d'un parti d'Etat.*» L'étude souligne les traits suivants comme particulièrement révélateurs pour la composition sociale du PDS : 60 % des membres ont plus de 50 ans ; 10 % moins de 30 ans ; 41 % sont à la retraite ; 45 % sont employés (parmi eux se trouvent nombre d'ex-employés d'Etat) ; 17 % ont un diplôme universitaire ; 40 % sont des femmes. La plupart des membres sont inactifs (60 %) et voient dans le parti un lieu d'abri et une communauté de solidaires, concevant la participation aux activités du parti comme essence de leur activité politique.

On assiste depuis quelque temps à un processus de rajeunissement et de renouvellement des instances de direction à tous les niveaux. Les statuts du parti facilitent l'auto-organisation des jeunes, des femmes, des écologues, des homosexuels, des ouvriers, leur reconnaissent des droits de représentation particuliers et aident par cela à la lente émergence d'une direction de rechange, dont la composition continue à changer.

La plupart des affiliés étant passifs, on ne peut être surpris que le pragmatisme soit le trait dominant du parti. La «majorité silencieuse» se range derrière la direction, mieux : derrière Gysi, qui depuis 1993 est président de la fraction au Bundestag, et Bisky, qui a suivi Gysi dans sa fonction précédente de président du parti. Modrow, président d'honneur, continue à être le personnage clef pour l'intégration des membres plus vieux. Bisky représente un groupe de membres d'âge moyen, souvent actifs dans le travail municipal et dans les parlements régionaux. Sa base se trouve dans la région de Brandenburg et constitue une des ailes les plus favorables à une coalition avec la social-démocratie. Ce type d'affiliés est actif, mais non moins pragmatique ; ils se laissent guider principalement par «le succès», en l'occurrence le succès électoral.

Il n'existe que trois courants politiques organisés ; la «plate-forme communiste» est de loin la plus importante, elle compte quelques centaines de membres ; à côté il y a une «plate-forme social-démocrate» et une «plate-forme anarchiste», qui ne jouent aucun rôle. La «plate-forme communiste» a une activité surtout idéolo-

gique. Elle représente les membres qui regardent avec nostalgie la disparition de la RDA, accusent Gorbachev d'avoir vendu le socialisme, y compris par ses discours sur la démocratie, et épousent la position maoïste que tout allait bien dans le camp socialiste jusqu'au XXème congrès du PCUS (2). Un des débats, qui sera à l'ordre du jour du prochain congrès du parti (27-29 janvier 1995), aborde la question de la compatibilité de telles positions avec le programme et l'identité du PDS. En même temps, le poids politique de la «plate-forme communiste» dans la politique quotidienne du parti est minime.

Le pragmatisme

La pratique politique du pragmatisme constitue en fait un obstacle pour le développement d'un débat stratégique autour duquel pourrait se former des courants cristallisés. Elle encourage un comportement «bonapartiste» de la part de représentants clefs de la direction. Et elle tend à déplacer le centre de gravité de l'activité politique vers les fractions parlementaires, en négligeant les structures du parti. Il en découle une faiblesse politico-stratégique considérable de la direction du parti.

La gauche non-stalinienne organisée n'existe pas. Elle existe néanmoins à travers les assemblées générales de jeunes, de femmes et dans la fédération de Berlin ou encore les fédérations (plus faibles) de l'Ouest. Cette gauche influence les décisions centrales du parti principalement à travers l'appui de Gysi. Elle peut compter sur une série de représentants dans la direction confédérale (nationale). Toutefois ces «représentants» défendent une certaine socialisation et une culture politique commune plutôt qu'un point de vue stratégique commun. Ils sont parfaitement capables de mobiliser tous les leviers pour défaire un projet tel que le «contrat social» ou les différents projets de coalition cachés ou ouverts avec la social-démocratie dans les Länder de l'Est. Mais à l'heure actuelle, elle demeure incapable de formuler un projet de construction alternatif — une faiblesse qu'elle partage avec la majorité de la direction.

Il faut reconnaître que le PDS est à l'heure actuelle probablement le parti réformiste le plus démocratique en Europe de l'Ouest. Le PDS se considère un parti pluraliste ouvert à des courants et mouvements hors du parti. Dans ses statuts le droit à la formation de courants et tendances et expressément reconnu. Ces tendances, une fois reconnues, ont des droits

2) Le XXème congrès est mieux connu comme celui où Kroutchev a formulé la première critique stalinienne des crimes de Staline.

privilèges : ils peuvent réclamer une représentation particulière aux congrès du parti et ils ont droit à une ligne spéciale dans le cadre du budget d'ensemble. Les non-membres ont le droit d'assister aux réunions, peuvent même être délégués et participer aux votes — sauf dans des cas particuliers.

L'année dernière le PDS a fait un effort considérable pour ouvrir sa liste pour le Bundestag à des personnalités syndicales, littéraires, féministes, etc. — et cela avec beaucoup de succès et une poussée indiscutable de celle-ci à gauche.

Ce régime démocratique interne, inhabituel pour un parti réformiste, s'explique encore par un dernier facteur la faiblesse de l'appareil. Le vieil appareil du SED a été complètement détruit. En décembre 1989 fut introduite une «réforme du parti». Elle visait au démantèlement de l'appareil qui comptait alors 44 000 membres. Aujourd'hui le parti, qui compte 130 000 membres, a 150 permanents en tout et pour tout. Les 3000 organisations de base, assemblées générales (groupes de travail) et «Intrest Gruppe» (groupes d'intérêts) doivent recourir au travail facultatif, non-rémunéré des membres et sympathisants. Le nombre de ces cadres est estimé entre 30 000 et 40 000.

Les fédérations régionales sont très fortes. La direction centrale ne peut plus compter sur un appareil central fort pour imposer son point de vue. Elle ne peut se baser que sur l'autorité personnelle de ses membres et sur sa capacité d'intégration.

Le PDS n'a plus de journal à lui ; le *Neues Deutschland* s'est transformé après 1989 en un journal matériellement et politiquement indépendant du parti, tout comme le quotidien *Junge Welt*, qui était jadis le quotidien de la FDJ, l'organisation de jeunesse du SED. Les puissants districts du SED avaient tous leur quotidien à eux ; tous ont été rachetés par les trusts médiatiques ouest-allemands. Par contre le PDS publie mensuellement un magazine, *Disput*, qui sert de plate-forme de débat entre les membres et à la formation des cadres. Sa rédaction et la majorité de ses contributions reflètent un point de vue de gauche. A part cela, le parti sort une multitude de brochures, organise fréquemment des conférences de débats et entretient un institut de formation politique.

Ces activités font preuve d'une vraie culture de débat. En même temps le PDS est aujourd'hui le seul parti qui conserve en lui la continuité et les traditions du mouvement révolutionnaire et communiste allemand. Il en fait la preuve par la manifestation annuelle du 15 janvier de commémoration de l'assassinat de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht. Une

manifestation qui chaque année compte de plus en plus de participants (cette année il y avait plus de 100 000 manifestants pour défilé devant les tombeaux).

Les statuts et la conception de fonctionnement ont été le produit d'un conflit aigu entre la majorité conservatrice et un courant de gauche anti-stalinien (qui s'appelait «courant»), qui a joué dans les années 1991-1992, les années de formation du PDS, un rôle clef dans la «rénovation» du parti. Ce courant anti-stalinien visait à transformer le PDS en un parti socialiste de gauche et militant — en pratique, la somme vivante des leçons tirées de l'échec du stalinisme. Pendant ces années marquées par le démantèlement de la RDA, ce courant s'opposait à toute tentative de se replier sur lui-même en ne répondant que par la défense de son organisation et son patrimoine idéologique et matériel. Il a demandé avec insistance que le PDS formule une critique socialiste du régime en RDA et n'abandonne pas la critique du stalinisme aux forces bourgeoises.

Vers la fin, à l'heure de sa dissolution en 1992, le «courant» a tiré un bilan d'échec de son projet, admettant qu'il était illusoire de vouloir transformer un ancien parti d'Etat en un parti socialiste de gauche. Toutefois il a pu imposer deux résultats importants, les statuts d'une part et une motion de fonctionnement d'autre part. Cette motion a touché le cœur du parti et a failli faire exploser le PDS. Il s'agissait de la motion sur les membres anciens collaborateurs avec la Stasi : *«Les camarades qui se préparent à travailler pour le parti dans une position avancée ne peuvent plus considérer en cette matière leur biographie personnelle comme une affaire privée (...) Membres du PDS, qui étaient actifs comme collaborateurs officiels ou non-officiels du ministère pour la sécurité d'Etat (Stasi) et se portent candidats pour un mandat du parti dans l'élection d'une représentation populaire. Ils ont le devoir de rendre publique leur activité pour la sécurité d'Etat afin de permettre une analyse de cas particuliers. Les instances chargées de nommer les camarades décident de leur candidature. Les mandataires qui s'avèrent être malhonnêtes et non-solidaires sur cette question seront appelés à abandonner leur mandat.»* Une décision analogue fut prise pour les camarades qui se préparaient à remplir une fonction importante dans le parti.

Entre socialisme et réforme

Etant maintenant confronté à ce choix, nous devons comprendre que ce parti a derrière lui l'échec d'un régime et doit sa chute à un mouvement démocratique. De

plus, dans un environnement démocratique bourgeois, il doit constamment apporter la preuve d'avoir «vraiment abandonné» l'héritage stalinien.

L'entourage politique allemand lui est extrêmement hostile au point que son interdiction est ouvertement débattue. Il faut prendre en compte que l'intégration de l'ex-RDA s'accompagne jusqu'à ce jour d'une destruction violente non seulement de toute référence politique positive au régime du SED, mais aussi de toute valeur culturelle et sociale qui pourrait défendre le point de vue que la société peut être organisée mieux et de façon différente de la société capitaliste existante. Toute en étant poussé à s'intégrer dans la société bourgeoise, à admettre ses valeurs et à être reconnu comme partie intégrale de celle-ci, le PDS se trouve donc en même temps repoussé, marginalisé, traité comme un paria. Ce dernier élément constitue un obstacle majeur à son intégration dans la société bourgeoise.

Intégration et marginalisation

Le PDS trouve sa place dans cette contradiction objective — qui reflète une contradiction entre deux lignes poursuivies par les forces politiques dominantes vis-à-vis d'elle : la marginalisation ou l'intégration. Ce débat traverse aussi bien les démocrates chrétiens que les sociaux-démocrates. Naturellement il traverse aussi bien le PDS lui-même. Le débat entre intégration et opposition, qui s'est déroulé tout de suite après les succès électoraux de la fin 1993 et de l'année 1994 en est le reflet.

Le programme voté en 1992 laisse cette question ouverte.

Il déclare : *«Dans le PDS il y a place autant pour ceux qui veulent former une résistance contre la société capitaliste et s'opposent de manière fondamentale aux conditions actuelles, que pour ceux qui combinent cette résistance avec le but de changer les conditions actuelles dans un sens positif et de les surmonter graduellement.»* Cette contradiction traverse le programme tout entier. Il part — à la manière des rénovateurs dans les PC ouest-européens — des grands défis de l'humanité, dans lesquels sont noyés comme d'habitude les antagonismes de classe de la société capitaliste et sont niés les couches exploités comme sujet d'un bouleversement social. En même temps il dénonce *«le système capitaliste de production, distribution et consommation dans les centres de l'économie mondiale et la domination du patriarcat»* comme *«les causes principales pour les problèmes globaux»*. *«La société de concurrence et de consumma-*

tion bureaucratisee est le problème social majeur sur notre planète »

Le programme constate : «*La crise d'existence de la civilisation fait que le bouleversement du mode de production et de vie capitaliste devient une question de survie humaine* » En même temps il considère que «*le type de force productive nouvellement surgi (automatisation flexible, team work) remplace de plus en plus la chaîne de montage et qu'elle offre de nouvelles possibilités de participer à l'organisation des processus de travail et d'épargner des ressources.*» Il critique en premier lieu «*l'imposition antisociale du nouvel type de force productive*», qui mène à la destruction massive de postes de travail.

Le programme définit le socialisme comme un «*mouvement*» et un «*système de valeurs*». Il constate en même temps : «*Une société démocratique socialiste, qui n'est pas dominée par le principe du profit, ne peut que se baser sur l'effort commun des forces sociales et politiques diverses (...). Les décisions stratégiques sur le développement (...) nécessitent une planification consciente et démocratique ainsi que la participation (cogestion) des producteurs, des municipalités et des mouvements sociaux.*»

Il contient un catalogue des revendications immédiates très avancées (en s'appuyant ici sur les positions les plus radicales des mouvements sociaux), mais il remplace la revendication de l'expropriation des grands capitaux par des revendications de «*contrôle du système bancaire*», de «*constitution de conseils économiques et sociaux à tous les niveaux*» et «*d'élargissement de la propriété communale*». Il véhicule une attitude foncièrement positive vis-à-vis de l'économie de marché et esquive aussi bien la question de la propriété que la question du pouvoir — cela aussi est un héritage de l'échec du régime stalinien. Mais il persiste à défendre la légitimité de la RDA comme tentative de proposer une alternative au capitalisme et admet que maintes choses y étaient réglées de façon plus progressiste et sociale. Finalement le programme véhicule une vision foncièrement positive vis-à-vis de l'Etat («*un acquis civilisationnel*») et de la nation.

Entre coalition et opposition

La confusion programmatique ne manque pas de se concrétiser dans une confusion sur l'attitude appropriée vis-à-vis de la social-démocratie et des syndicats. Par rapport aux syndicats, le PDS a toujours évité toute critique publique. En ce qui concerne la social-démocratie, il

voudrait prendre sa place en tant que parti réformiste — vu que la social-démocratie a viré à droite.

Or les possibilités de réaliser une telle option stratégique divergent massivement de l'Est à l'Ouest. A l'Est le parti social-démocrate est faible en adhérents, bien que plus fort en audience électorales. La démocratie chrétienne est dans plusieurs Länder le parti minoritaire ; aussi bien les libéraux que les Verts ne sont plus représentés dans aucun des Länder (à l'exception de Berlin). Les sociaux-démocrates de l'Est sont traversés par une tension provenant du fait qu'ils veulent se présenter comme les vrais artisans du «*tournant*» et tirer de là la légitimité alors que leurs membres et leurs électeurs font partie pour la plupart de la «*chaire de la chaire*» de l'ancien régime. Ils se voient souvent surpassés par un PDS qui réussit bien mieux qu'eux à exprimer les préoccupations et humeurs des Allemands de l'Est, partagent souvent leurs mêmes préoccupations et ne comprennent pas la ligne d'exclusion qui leur est imposée par la direction nationale du SPD vis-à-vis du PDS, qui par là continue sa tradition anticommuniste.

En Saxe-Anhalt, l'actuel chef de gouvernement, Höppner, s'est révolté l'été dernier contre la direction nationale du SPD et a accepté de former un gouvernement qui soit toléré par le PDS, mettant ainsi les chrétiens-démocrates dans l'opposition. De telles coalitions sont également imaginables dans d'autres Länder de l'Est. De là, une partie du PDS déduit qu'il est possible et donc souhaitable de chercher un rapprochement stratégique avec cette partie de la social-démocratie qui est ouverte pour une collaboration avec le PDS. Ces membres du PDS imaginent la possibilité d'une rupture dans la social-démocratie, dont une partie rejoindrait le PDS.

Mis à part le fait qu'une telle perspective ne pourrait se réaliser que dans 4 ans (lors des prochaines élections), elle sous-estime aussi la capacité de la social-démocratie de tenir ses rangs sous contrôle et de manœuvrer en sorte que ce ne soit pas le PDS qui gagne une partie du SPD, mais le SPD qui mange une partie du PDS — tenant en considération qu'elle dispose de bien plus de postes et de carrières, pour lier à elle des dissidents.

A l'Ouest en revanche, le poids de la social-démocratie est tel, qu'un parti à sa gauche ne peut gagner qu'avec un profil nettement en opposition à elle (comme le firent les Verts autrefois, avec en plus un début de vision sur un mode de vie sociale alternative bien plus marqué que celle du PDS ainsi qu'une forte compétence en matière écologique).

A l'heure actuelle ces diverses pressions politiques et sociales produisent un débat intense dans lequel l'option «*pour un contrat social*» se présente comme la ligne la plus consistante, mais actuellement largement minoritaire. Comme contrepartie à gauche se dessine une option «*d'opposition prolongée*» qui elle, a le défaut de vouloir privilégier les mouvements sociaux et de tout baser sur les forces extraparlimentaires relativement faibles à l'heure actuelle. Cette gauche devrait en principe produire un contre-document, mais il s'avère difficile d'engager le débat là-dessus, puisqu'elle est en soi très hétérogène. Au milieu, il y a la direction nationale (Gysi, Bisky) qui bascule entre les deux, répond aux pressions de tous les côtés et camoufle sa faiblesse par des attaques violentes contre la plateforme communiste et des documents du type «*programmatique*», qui veulent satisfaire tout le monde sans satisfaire personne.

Le VSP par rapport au PDS

Avec la campagne électorale et l'entrée de Winfried Wolf au Bundestag (sur la liste du PDS, comme membre du VSP) l'activité des membres plus actifs du VSP commence à graver autour du PDS. Lors de sa dernière conférence des sections de ville en décembre, le VSP a décidé de présenter à sa prochaine conférence (en juin 1995) une résolution clarifiant ses rapports avec le PDS ainsi que les perspectives de construction d'une organisation révolutionnaire dans la configuration politique et sociale actuelle.

Le débat, à peine engagé, a fixé trois questions à résoudre :

- ▶ un bilan du VSP (en tant que bilan de la construction d'un certain type d'organisation)

- ▶ une analyse du PDS

- ▶ la préparation d'un débat sur la perspective de reconstruction d'un parti socialiste sur une base d'indépendance de classe (programme, réorganisation syndicale, réorganisation politique, type de parti) et du rôle d'une organisation révolutionnaire dans un tel projet.

S'il y a des divergences au sein du VSP par rapport au PDS, il y a par contre consensus sur la nécessité pour le VSP de définir un projet de construction à partir de la nouvelle situation objective et subjective et des tâches qui en découlent afin de définir ses rapports avec le PDS dans le cadre d'un tel projet, et non vice-versa. Une contribution convaincante dans ce sens pourrait également exercer une force d'attraction sur une partie de la gauche dans le PDS.★

PRC : débats anciens et nouveaux

En esquissant le bilan des trois premières années d'existence du Parti de la refondation communiste (PRC) au mois de mars dernier (*Inprecor*, n°379), nous avons rappelé que ce parti avait commencé à se construire dans un contexte de crise de l'ensemble de la société italienne. A plus forte raison, il convient de le souligner maintenant, lorsque le cadre politique de la péninsule a connu des nouveaux déchirements, qui ont eu des répercussions spectaculaires sur la vie interne du parti lui-même.

Livio MAITAN

Avant d'en venir aux événements les plus récents, rappelons que l'échec essuyé par le Pôle des progressistes aux élections législatives de 1994 avait amené le PRC à réajuster, au moins partiellement, son orientation. Selon lui, la défaite s'expliquait incontestablement par des raisons structurelles, mais y avaient contribué l'hétérogénéité des progressistes, leur inconsistance programmatique et surtout leur incapacité d'apparaître comme une alternative à l'ancien régime en crise (1). Il était donc nécessaire de rectifier résolument l'attitude prise lors de la campagne électorale en définissant un programme correspondant en premier lieu aux besoins des travailleurs et des autres couches de la population exploitée, durement frappés par la situation économique et par les mesures adoptées par les gouvernements Amato et Ciampi.

Le Parti démocratique de la gauche (PDS, ex-Parti communiste), qui sur le terrain électoral était apparu comme le parti, de loin, le plus important du Pôle des progressistes, estimait lui aussi qu'une rectification s'imposait. Toutefois, alors que «Refondation» prônait un tournant à gauche, selon le PDS les progressistes auraient dû se déplacer vers le centre, plus concrètement, rechercher une alliance



avec le Parti populaire italien (PPI), l'héritier de la Démocratie chrétienne. Une telle orientation a commencé à être appliquée à l'occasion des élections locales. Partout où cela s'est avéré possible, le PDS a formé des blocs avec le PPI et son allié le mouvement patronné par Mario Segni, en prenant ses distances vis-à-vis du PRC. Le cas le plus significatif a été celui de la ville de Brescia, où le maire sortant, membre du PDS, ne s'est pas représenté et un bloc PDS-PPI a fait élire Mino Martinazzoli, membre du PPI et dernier secrétaire de la Démocratie chrétienne (tout accord avec «Refondation» avait été refusé, y compris au deuxième tour). C'est dans un tel contexte que les chemins des deux partis issus de l'ancien Parti communiste italien (PCI) bifurquaient de plus en plus.

Début décembre 1994, le clivage s'est encore élargi à la suite d'une interview et d'un rapport du secrétaire du PDS, Massimo D'Alema, dont le souci majeur était désormais de réaliser une coalition avec le centre.

Il est vrai que dans les grandes mobilisations de masse de l'automne 1994 une convergence de fait s'était réalisée entre les deux partis et certains en avaient déduit qu'un rapprochement serait possible. Mais

le PDS avait participé au mouvement presque à son corps défendant. Le président de sa fraction parlementaire l'a fait comprendre dans le débat qui a précédé la chute de Berlusconi : «Par votre attitude, vous nous avez infligé cette épreuve».

Ainsi, le sens de la prise de position de D'Alema était clair : la convergence dans les mobilisations d'octobre et novembre n'était qu'une péripétie. Le choix prioritaire du PDS était l'alliance avec le PPI (de même qu'une convergence avec la Ligue du Nord) et une démarcation stratégique avec «Refondation».

La crise du gouvernement Berlusconi

La chute du gouvernement de droite au mois de décembre 1994, d'un côté, a permis au PDS de concrétiser sa dérive vers le centre et de l'autre a provoqué des divisions assez profondes au sein du PRC.

Après la démission de Berlusconi les solutions quant à la formation d'un nouveau gouvernement étaient limitées.

1) L'exemple le plus éclatant d'une telle approche a été fourni par les déclarations réitérées de dirigeants du PDS, selon qui le meilleur candidat à la direction d'un nouveau gouvernement après les élections serait Ciampi, c'est-à-dire le premier ministre sortant.

L'option du PDS, qui ne veut pas d'élections à court terme, était celle d'une coalition gouvernementale reflétant la recomposition qui s'était opérée au niveau parlementaire, c'est-à-dire d'un gouvernement PDS-PPI-Ligue du Nord. En fait, pendant plusieurs jours, c'est une telle hypothèse qui a été au centre des polémiques. Malheureusement pour le PDS, une telle coalition n'était pas du tout sûre d'obtenir la majorité à la Chambre des députés, puisque un certain nombre d'élus léguistes n'étaient pas prêts à suivre leur chef Bossi dans cette nouvelle aventure. Par conséquent, l'apport des voix des élus de «Refondation» aurait pu s'avérer nécessaire : ce qui aurait sans doute créé des difficultés majeures auprès de leurs électeurs pour le PPI et la Ligue du Nord.

Une solution contestable

Ajoutons qu'une telle solution était politiquement, sinon constitutionnellement, contestable, car, d'un côté, le Pôle berlusconien avait remporté aux législatives de l'année dernière la majorité relative des voix et la majorité absolue des sièges à la Chambre des députés et, de l'autre, le Pôle progressiste et le Pôle centriste ne s'étaient pas présentés aux électeurs comme des partenaires potentiels d'une coalition gouvernementale (2). Ainsi, une réédition du gouvernement Berlusconi étant exclue, il ne restait que la solution d'un gouvernement à l'initiative du président de la République, composé fondamentalement de techniciens ou spécialistes, sans la participation de représentants des partis ou regroupements politiques. C'est cette solution qui a été finalement adoptée avec la formation du gouvernement Dini.

Déjà avant l'ouverture formelle de la crise, des divergences s'étaient dessinées aussi bien à la Direction nationale que dans les fractions parlementaires du PRC. En gros, selon le secrétaire, Fausto Bertinotti, le président, Armando Cossutta, et la majorité du Secrétariat, le PRC n'aurait pu soutenir qu'un «gouvernement de garantie», dont la tâche serait de préparer des élections anticipées, respecter les accords signés par les syndicats en matière de retraites, adopter une nouvelle loi pour les élections régionales à l'ordre du jour et fixer des normes concernant le contrôle des médias notamment pendant les campagnes électorales. D'autres estimaient, par contre, que le parti aurait pu éventuellement donner son soutien à un gouvernement composé du PDS, du PPI et de la Ligue du Nord, en l'occurrence sous la présidence de Romano Prodi, universitaire et ancien démocrate chrétien qui avait, à

plusieurs reprises, joué un rôle majeur dans des branches économiques contrôlées par l'Etat. Par la suite, après qu'une telle hypothèse soit tombée, une partie de ceux qui ne partageaient pas l'orientation prônée par Bertinotti s'est prononcée y compris pour le soutien au gouvernement Dini, si les voix de «Refondation» s'étaient nécessaires.

L'objet du débat — qui s'est déroulé dans une très large mesure publiquement — était apparemment tactique. Mais en fait ont émergés à nouveau des problèmes et des différends classiques dans l'histoire du mouvement ouvrier : Quelle attitude doit-on adopter vis-à-vis d'un gouvernement où des forces sociales et politiques bourgeoises sont hégémoniques ? Quelles alliances ou convergences doit-on rechercher face à la menace d'instauration d'un régime autoritaire, sinon carrément fasciste ? Quels sont les organismes chargés de prendre les décisions sur l'attitude des élus ? Est-il légitime de s'opposer publiquement à des orientations adoptées majoritairement dans les organismes statutaires du parti ? Est-ce que les élus ont le droit de ne pas respecter la discipline et de soulever éventuellement un problème de conscience ?

Au delà des vicissitudes multiples qui ont marqué la vie du parti aux mois de décembre et janvier, toujours est-il que les divergences exprimées, souvent sur un ton assez dur, ont amené à l'éclatement de la majorité qui s'était formée lors du dernier congrès (3). Dans une réunion cruciale de la Direction le 13 janvier, où le Secrétariat lui-même s'est présenté divisé (deux de ses membres n'étant pas d'accord avec Bertinotti), 14 membres de la majorité du congrès ont voté contre la résolution proposée par le secrétaire qui, en revanche, a été, pour l'essentiel, appuyée par ceux qui avaient été élus comme représentants des deux minorités. Puisqu'il y a eu 30 voix favorables et 4 abstentions, ce soutien a été décisif (4). La veille, lors d'une réunion commune des fractions parlementaires de la Chambre et du Sénat, le rapport de forces était apparu encore plus incertain : il n'y avait eu qu'une majorité de quelques voix (5). Ce n'est qu'au sein de l'organisme plus large, le Comité politique national que la majorité a été très large, la minorité obtenant moins de 15 % des voix (6).

Les thèses en présence

En laissant de côté des points et des arguments secondaires, voici comment on peut résumer l'essentiel du débat.

Bertinotti et la majorité qui l'a soutenu, sont convaincus, autant que les minori-

taires, que la situation actuelle est très grave pour le mouvement ouvrier et pourrait se détériorer davantage. C'est pourquoi il faut barrer la route à la droite sur deux terrains. Il faut l'empêcher de se présenter comme défenseur du droit des électeurs de décider souverainement, en exploitant le refus du PDS et encore plus de ses nouveaux partenaires d'avoir recours aux élections à courte échéance. Il faut en même temps s'opposer à l'avènement d'un gouvernement de centre-gauche qui, étant donné les orientations en matière de politique économique de ses composantes, PDS compris, et les pressions internes et internationales de toute sorte, prendrait inévitablement des mesures allant à l'encontre des intérêts et des aspirations des masses, en permettant ainsi à une droite rangée à l'opposition de se renforcer davantage par une démagogie populiste réactionnaire. Voilà le véritable danger à l'heure actuelle, alors que les conditions ne sont pas réunies pour que soit déclenchée une vague de violence fasciste, anticipation d'un coup d'Etat. Il est vrai que non seulement le chef de l'Alliance nationale-Mouvement social italien (AN-MSI) Fini, mais aussi Berlusconi semblent se déplacer — par exemple par certaines polémiques contre le président de la République — sur le terrain d'une droite subversive. Il est également vrai qu'il faut distinguer entre une telle droite et la droite conservatrice constitutionnelle. Des accords doivent être recherchés, dans ce contexte, avec tous ceux qui veulent défendre les droits démocratiques et même

2) A cause d'un système électoral différencié, le rapport de forces n'est pas le même dans les deux branches du Parlement : alors qu'elle était nettement majoritaire à la Chambre des députés, la coalition gagnante n'avait pas la majorité au Sénat.

3) Au congrès de janvier 1994 ont été présentées trois résolutions : la résolution majoritaire a obtenu 70 % des mandats, une minorité de gauche en a eu 20 % et une autre minorité se situant, selon notre appréciation, entre les deux susmentionnées, 10 %.

4) Les deux minorités du congrès sont représentées au niveau de la direction, respectivement, par 8 et 4 membres. Deux étaient absents et un s'est abstenu, tous les autres votant pour. La presse, par des classifications sommaires, a fait état d'un soutien à Bertinotti par les trotskistes et les «néo-brejnévien» et Garavini a reproché au secrétaire de se faire appuyer par les gauchistes. Pour sa part, le *Corriere della Sera* (21 janvier 1995) a écrit : «Dans sa longue vie politique, Armando Cossutta a sans doute pris en compte beaucoup de choses. A-t-il pris en compte aussi la possibilité de devenir un allié de Livio Maitan, le dirigeant des trotskistes italiens ?»

5) Le vote dans les fractions parlementaires a eu lieu en réalité sur une motion de procédure visant à remettre la décision à la réunion de la direction prévue pour le lendemain. Mais il va de soi que les alignements ont été conditionnés non par la question de procédure mais par les orientations politiques. Rappelons que le PRC a 39 députés et 19 sénateurs.

6) Le Comité politique national est composé de plus de 200 membres. Au moment du vote on n'a pas compté les voix favorables (selon notre appréciation les présents étaient autour de 180) : on a enregistré 26 voix contre et 7 abstentions sur une partie du texte, et 11 contre et 29 abstentions sur le texte dans son ensemble.

des cartels électoraux doivent éventuellement être formés pour neutraliser les effets négatifs d'une loi électorale antidémocratique. Mais il n'en découle guère qu'il faut donner un soutien à des gouvernements conservateurs comme celui de Lamberto Dini, dont le but avoué est de prendre des mesures socio-économiques encore plus dures et réactionnaires que celles des gouvernements précédents.

Selon les minoritaires, si on veut faire face au danger d'une régression autoritaire, il faudrait être partie prenante d'une coalition de centre-gauche et soutenir son gouvernement éventuel. Sergio Garavini, ancien secrétaire du parti et principal porte-parole de la minorité, a, pour sa part, invité la majorité à ne pas répéter les erreurs de sectarisme commises par le Komintern à la veille de l'avènement de Hitler, à fixer comme prioritaire l'unité avec le PDS et même à accepter de voter pour le gouvernement Dini, si ce vote s'avérait nécessaire. Il a rejeté la conception selon laquelle les décisions de la Direction doivent primer par rapport à celles des fractions parlementaires, en revendiquant le droit de choisir selon sa propre conscience au moment du vote au Parlement (7). Il a également souligné qu'à son avis les divergences dépassaient le domaine de la tactique en concernant des problèmes d'une plus grande portée, comme la recomposition de la gauche et la conception du parti (8).

Instrument de pression ?

La question se pose de savoir quelles sont les racines de toutes ces divergences. On a souvent expliqué, dans le parti et par des commentateurs extérieurs, que l'opposition à Bertinotti a été menée par des militants qui ont appartenu à l'époque au Parti d'unité prolétarienne (PDUP), l'une des composantes de l'extrême gauche des années 1970, proche du courant du quotidien *Il Manifesto*, qui ont adhéré par la suite au PCI et n'ont pas tous rejoint le mouvement pour la refondation au moment même de la scission de Rimini (février 1991). Tout cela est incontestable : des militants ou des militantes comme Lucio Magri, Luciana Castellina et Famiano Crucianelli ont appartenu effectivement à un tel courant. Toutefois, des convergences plus larges sur certains problèmes s'étaient déjà produites auparavant (par exemple, en juillet 1993 au moment de la démission de Garavini du secrétariat du parti). Qui plus est, les orientations de l'actuelle minorité sont partagées par des militants qui ont suivi des itinéraires très différents et, par exemple, ont été souvent

classés — qu'on nous pardonne cette terminologie — parmi les «cossuttians» (voire «cossuttians durs»).

Toujours est-il, répétons-le, que cette formation nouvelle et sous plusieurs aspects très spécifique qu'est le PRC, semble revivre des expériences assez classiques dans l'histoire du mouvement ouvrier. Les effets pervers d'une intégration systématique dans les institutions d'une société bourgeoise, sans le contre-poids réel et constant d'un enracinement profond et d'une activité prioritaire au niveau social, sont ressentis avant tout par les protagonistes les plus directs de cette intégration, c'est-à-dire les élus à différentes instances, qui glissent presque physiologiquement vers des conceptions et des pratiques modérées. La sempiternelle querelle sur la question de savoir si les élus doivent, pour ainsi dire, s'autogérer ou accepter la discipline du parti, qui a animé des débats très vifs dans des congrès socialistes depuis la fin du siècle dernier, est l'un des sous-produits de ce phénomène. Dans la mesure où «Refondation», d'un côté, peut compter sur une présence parlementaire non négligeable, et, de l'autre, n'a pas d'enracinement social généralisé et n'a pas non plus élaboré de stratégie alternative anticapitaliste, le glissement d'une partie importante de ses élus était presque inévitable. De même, face à la détérioration accentuée de la situation dans le pays, aux attaques de la droite, aux dangers d'une dérive autoritaire, et, répétons-le, en l'absence de liens solides et généralisés avec les couches sociales dont une formation communiste doit défendre les intérêts et sans une assise stratégique un tant soit peu élaborée, il est aussi inévitable que des secteurs du parti, par un réflexe défensif en dernière analyse illusoire, prônent l'unité à tout prix de la gauche et plus généralement des démocrates, en y incluant même la droite dite constitutionnelle, et esquissent une orientation dont l'application estomperait, sinon effacerait complètement, l'autonomie du parti et réduirait celui-ci à un instrument de pression au sein d'une coalition ou regroupement de centre-gauche.

Les conditions d'une relance

La conclusion du débat parlementaire sur la formation du gouvernement Dini a permis de consolider l'acquis essentiel du PRC quatre ans après la scission de Rimini, c'est-à-dire la construction d'une opposition de gauche échappant à la dérive catastrophique du PDS. Cela peut représenter une base pour une relance du parti,

l'élargissement de son influence, un effort non purement déclamatoire d'enracinement social. L'une des conditions pour atteindre ces buts et surmonter les difficultés y compris internes qui ne manqueront pas de surgir à des nouvelles échéances, est de progresser qualitativement sur le terrain de l'élaboration politique et programmatique. Plusieurs dirigeants l'ont constaté au cours des débats récents : nous avons essayé de donner des réponses tactiques sans avoir le *background* stratégique nécessaire.

En effet, après quelques tentatives éphémères dans la première phase après Rimini et quelques débats dans le cadre de la préparation du premier congrès, les réflexions sur la refondation se sont arrêtées. Rien d'un tant soit peu systématique n'a été esquissé sur le terrain de la définition d'une alternative anticapitaliste ; rien n'a été dit sur le bilan des sociétés de transition bureaucratisées ni sur l'évolution actuelle des pays de l'Europe orientale et de l'ex-URSS ; les problèmes dramatiques qui se posent à l'échelle internationale à l'heure actuelle n'ont jamais été discutés, même pas au Comité politique national (à l'exception d'une discussion très rapide sur la plate-forme pour les élections européennes).

Sortir de cette impasse, voilà un impératif incontournable pour le PRC, s'il veut contribuer effectivement à la reconstruction du mouvement ouvrier italien. ★

26 janvier 1995

7) A la Chambre des députés 38 élus sur 39 ont respecté la discipline du parti en votant non. Un seul - non membre du parti - s'est abstenu. Toutefois, Sergio Garavini, selon le *Corriere della Sera* (26 janvier 1995), a fait des déclarations reflétant ses propres positions et a ajouté : «Si la droite présentait une motion de défiance vis-à-vis du gouvernement Dini, il y aurait parmi les élus de Refondation des voix suffisantes pour la repousser.»

8) Garavini avait commencé sa bataille immédiatement après les élections en soutenant le projet d'une seule fraction parlementaire des progressistes, qui était prôné par le PDS et a été appliquée par la suite (bien entendu sans la participation du PRC). Il s'est trouvé tout à fait isolé à la Direction du parti. Par ailleurs, plusieurs des militants qui en partagent les orientations, ont pris leurs distances en ce qui concerne les méthodes par lesquelles il mène sa bataille.

La sale guerre de Eltsine

L'intervention russe en Tchétchénie n'est pas seulement un acte d'agression contre un peuple qui a droit à l'indépendance après 1100 ans de domination russe, tsariste et stalinienne. c'est aussi un acte d'autorité destiné à centraliser le pouvoir à Moscou, dans les mains du président. Jusqu'ici, même les partis politiques pro-capitalistes se sont distancés de l'aventure Eltsinienne. *Inprecor* publie ci-dessous le point de vue d'A. Bouzgaline et A. Kolganov, militants du mouvement anti-guerre et animateurs de la gauche radicale en Russie, suivi d'un reportage de R. Clarke, correspondant de *Green Left Weekly* australien à Moscou.

Alexandre BOUZGALINE
& **Andreï KOLGANOV**

La Russie a depuis longtemps pris la voie des effusions de sang et de l'arbitraire officiel. Après avoir commencé par matraquer les manifestants dans les rues de Moscou en 1993, l'administration Eltsine a finalement abandonné toute retenue en octobre de la même année, en piétinant la constitution et en dispersant son propre parlement, mais aussi en ouvrant le feu avec des blindés et des armes automatiques. Des tanks dans la ville, nous avons déjà vécu cela, il y a un an. Les gens derrière cet épisode étaient les mêmes : Eltsine, Grachev, Yerin et compagnie, qui dirigent maintenant le carnage en Tchétchénie. A cette époque ils avaient encore le soutien d'un certain nombre de gens qui depuis semblent avoir retrouvé leurs esprits, comme Yégor Gaïdar et Gleb Yakounin. Même Sergeï Kovalev, qui fait preuve maintenant d'héroïsme pour défendre les droits de l'Homme en Tchétchénie, avait assisté passivement en octobre 1993 au massacre de centaines de citoyens moscovites sans



défense, à l'arrestation et au tabassage de députés, au matraquage des citoyens par la police.

Maintenant comme en 1993, la violence n'est pas un accident. Les autorités russes ont mis en oeuvre des stratégies socio-économiques et géopolitiques qui ne peuvent absolument pas être mises en pratique au moyen de méthodes pacifiques, démocratiques. Ce sont les stratégies de «choc sans thérapie», qui ont eu pour conséquence une chute abrupte de la production, la désorganisation de l'économie, la corruption gouvernementale, l'arbitraire légal et une augmentation terrifiante de la criminalité. Un président et un gouvernement qui sont incapables d'imposer un niveau minimum d'ordre dans leur propre pays peuvent-ils «restaurer l'ordre» en Tchétchénie ou ailleurs ? Est-il surprenant que les peuples de Russie veuillent prendre une voie différente de celle de l'inflation, du déclin et de la désorganisation de la Russie d'Eltsine ? Et si on parlait de l'appauvrissement de la majorité des travailleurs, tandis que les inégalités sociales augmentent ? Oui, nous voyons une augmentation des revenus moyens réels, après leur effondrement en 1992. Mais cette «normalisation» rappelle la température moyenne «normale» de malades dans un hôpital. Une personne est déjà morte, une autre brûle de fièvre, et

leur moyenne est normale ! C'est la même chose dans notre pays. Les «nouveaux riches» roulent sur l'or et sont devenus des légendes vivantes chez les grands flambeurs de la scène internationale. Pendant ce temps, les «nouveaux pauvres», c'est-à-dire la moitié de la population, ont la nostalgie de l'ère Brejnev, qui, il y a peu de temps, était considérée comme une époque de bas niveau de vie. Comment la politique du régime actuel éviterait-elle de provoquer l'indignation des citoyens et la violence des autorités ?

Et la politique du gouvernement sur la question nationale ? Quand Eltsine avait encore besoin d'éliminer Gorbatchev, il avait dit aux républiques de la fédération de Russie : «Prenez autant de souveraineté que vous voulez !» Puis quand il est arrivé au pouvoir, les boulons ont été resserrés, et toute tentative de comportement indépendant rencontra des rafales d'armes automatiques. Comment les nationalités et les groupes ethniques russes sont-ils censés voir cela ? Comme un autre mensonge du «centre» ?

Ces questions ont un caractère rhétorique car le pouvoir en Russie aujourd'hui est entre les mains de forces socio-politiques qui bénéficient de l'instabilité, de la désorganisation, des méthodes de gouvernement injustes et de la violence. Ceux qui composent ces forces sont les «nouveaux

Russes», qui à la différence des entrepreneurs occidentaux «normaux» ne visent pas des profits stables de 10 ou 20 %, mais un enrichissement rapide. Leur but est des taux de profit de centaines de pour cent par an, la super-concentration et la centralisation du capital par des moyens extra-économiques, spéculation, corruption et violence. Ces gens-là bénéficient de l'atmosphère de violence et de coercition.

Rapacité bureaucratique

Un autre secteur de ces forces est composé de bureaucrates corrompus qui ne peuvent recevoir leurs privilèges et leurs pots-de-vin que dans un contexte de chaos institutionnel et d'illégalité. L'échelle de ces gains illicites défie l'imagination. Boris Fedorov, un moment ministre des Finances du gouvernement Gaïdar, a laissé échapper une fois que la valeur des datchas, relais de chasse et autres propriétés à la disposition du président avoisine le milliard de dollars, c'est-à-dire le total des aides qui nous ont été promises par la communauté internationale ! Le coût de la clôture qui a été posée récemment autour de la Maison du gouvernement est égal au prix pour lequel un grand complexe gaz-pétrole sibérien a été vendu, à peu près au même moment.

Malheureusement, des processus similaires se développent dans les républiques autonomes et dans les régions de Russie. Le pouvoir détenu par Doudaïev est un petit morceau de miroir dans lequel nos problèmes généraux se reflètent. En Tchétchénie nous voyons le même bas niveau de légitimité (il y a trois ans Doudaïev, avec le soutien de Moscou, avait dissous son propre parlement). Nous voyons la même désorganisation massive de la vie économique et sociale, la même domination des clans tout-puissants de la mafia, la même incapacité et réticence à résoudre les conflits entre les groupes au pouvoir et l'opposition par des méthodes démocratiques. Et bien sûr, il y a les armes : tanks, artillerie, mitraillettes, tout. Pour la plus grande partie, elles sont russes, transférées aux autorités tchétchènes, ou vendues légalement ou non par notre armée.

Oui nous avons maintenant une couche dirigeante qui pense que les conflits armés incessants sont inévitables. Plus le centre eltsinien se conduit sauvagement, plus grande sera la vague de séparatisme local. Plus le nationalisme des marches russes sera fort, plus les éclats de chauvinisme grand-russe seront puissants, et le danger d'un régime autoritaire semi-fasciste dans notre pays sera d'autant plus réel.

Avec les développements en Tchét-

chénie, cette tendance s'est manifestée à plein. Qui sont les gens qui soutiennent Eltsine aujourd'hui ? Jirinovsky, qui prône notamment une «poussée vers le sud» expansionniste, pour créer une «plus grande Russie», et Barkhachov, le chef de l'organisation semi-fasciste de l'Unité nationale russe. En plus, il y a quelques patriotes chauvins, ainsi que d'anciens membres de l'administration et du gouvernement de Eltsine et c'est tout. Ce n'est pas un accident. Il y a quatre ans, nous criions de toutes nos forces : «*Eltsine n'est pas une alternative, simplement un marche-pied sur lequel Jirinovsky et compagnie vont grimper !*» Il y a un an, après les événements sanglants d'octobre, le pré-

sident a commencé à essayer ouvertement les habits du chauvinisme russe, empruntant le vocabulaire et les slogans de Jirinovsky. Il restait à voir quand Eltsine tenterait sa propre «poussée vers le sud», ou commencerait sa lutte contre une non-existante «conspiration juivo-maçonnique». Le premier éclat s'est produit en Tchétchénie. Mais la Russie et son armée étaient en déclin et au lieu du coup de massue asséné par le poing d'une grande puissance, nous avons assisté aux tâtonnements d'une main molle et grasse.

Le résultat, ce sont les cadavres de nos jeunes hommes, en uniformes russes et tchétchènes. Les cadavres d'enfants et de vieillards russes et tchétchènes.★

Manifestations anti-guerre à Moscou.

Moscou, 27 décembre : «*Nous ne pouvons plus avoir comme président de la Russie une personne qui bombarde des populations pacifiques*» a déclaré Alexandre Bouzgaline, un dirigeant du comité pour la démocratie et les droits de l'homme en Russie, aux journalistes à un piquet le 24 décembre 1994. «*Arrêtez Eltsine, arrêtez la guerre !*» exigeait une pancarte placée derrière lui. «*Une voie pour la paix, le retrait des troupes !*» expliquait une autre.

Renfrey CLARKE

Ce piquet, rassemblant une cinquantaine de défenseurs des droits de l'homme et de membres de la communauté tchétchène locale, était typique des actions de protestation quasi-quotidiennes organisées à Moscou depuis que les colonnes de chars russes sont entrés dans la république caucasienne tchétchène en rébellion le 11 décembre 1994. Par une des températures les plus froides dans la capitale russe depuis des années, les manifestants ont fait le tour, encore et encore, de la place Pouchkine, le lieu traditionnel de contestation pour les

militants démocratiques au crépuscule de l'empire soviétique; pour se rassembler devant les hautes grilles du parc Gorky, ou pour être arrêtés devant l'immeuble de l'administration présidentielle.

Après le 20 décembre, quand les avions russes ont commencé des raids de bombardements sur les quartiers civils de la capitale tchétchène, la rhétorique des intervenants aux actions de protestation a pris un tour désespéré. «*Ce qui est en train de se passer en Tchétchénie est une souillure honteuse sur l'histoire russe, un crime contre l'humanité*», a déclaré le général en retraite, Oleg Kalugin, devant 500 personnes rassemblées aux abords du parc Gorki, le 25 décembre. Une pancarte était plus explicite: «*Arrêtez les bouchers du Kremlin !*»

Une note ironique à plusieurs manifestations fut la présence sur la même tribune de personnes qui avaient été dans des camps opposés quand l'armée russe avait ouvert le feu sur des civils, pendant la prise d'assaut du parlement en octobre 1993. «*Il y avait des divergences à l'intérieur des groupes de défense des droits de l'Homme, sur le soutien à Eltsine*», a commenté une ancienne du goulag, Susanna Pechuro. «*Maintenant il n'y en a plus.*» *Russie démocratique*, la coalition libérale qui a permis à Eltsine d'arriver au pouvoir au début des années 90, qui a soutenu avec ferveur son assaut contre la constitution et le parlement en 1993, est maintenant une force importante du mouvement anti-guerre.

Alors que les images du carnage en

Tchéchénie inondaient les écrans de télévision, l'intelligentsia libérale russe a fait l'expérience d'une terrible introspection. Terrifiés par la «revanche communiste», les «démocrates» russes ont offert avec enthousiasme des pouvoirs quasi-dictatoriaux à Boris Eltsine — ancien patron de la machine bureaucratique de la province de Sverdlovsk.

Octobre 1993 fut quelque chose que la plupart des démocrates ont pu avaler. Mais la Tchétchénie a finalement été de trop, en partie au moins parce que dans le cas de la Tchétchénie, Eltsine a cessé de prétendre céder aux opinions de l'intelligentsia russe libérale, ou à cultiver son soutien. Le 14 décembre, Sergéï Yushenkov, président du Comité de la Défense du parlement russe et pendant des années serviteur aux ordres de Eltsine, s'est lamenté : «*Eltsine ne nous écoute plus, il n'a plus besoin de notre avis, il est temps de rejoindre l'opposition.*»

Selon beaucoup de ses anciens partisans, le président russe a perdu ses illusions sur sa position de démocrate, et cherche maintenant une nouvelle base chez les nationalistes russes. D'après cette interprétation, l'invasion de la Tchétchénie est à la fois une tentative de se défaire d'une réputation de faiblesse de son régime et un pari sur le soutien des partisans de Jirinovsky, en menant une courte et victorieuse guerre de reconquête.

Cette stratégie peut-elle gagner ? Parmi les Russes déclassés, humiliés, il y a certainement des voix à prendre. Dans un sondage récent, 30 % des personnes interrogées soutenaient des «mesures décisives» pour «rétablir l'ordre» en Tchétchénie; 36 % étaient partisans d'une solution pacifique ; 23 % appelaient au retrait des troupes russes. Pour Eltsine, qui d'après les sondages récents bénéficie de la confiance de seulement 8 % de la population, l'idée de gagner les cœurs de 30 % en ordonnant un assaut sans merci, a dû être bien tentante.

Mais le président russe a choisi la mauvaise nation et la mauvaise guerre. L'aspiration à l'indépendance de la Tchétchénie est forte et a été immensément renforcée par les atrocités russes de ces derniers jours. Le Caucase est une région de guérilla idéale et, avec le soutien des autres peuples de la région, les Tchétchènes peuvent mener une lutte meurtrière pendant des décennies s'il le faut.

Pendant ce temps, l'armée russe, selon Kalugin, «est démoralisée et tombe en morceaux». La férocité des attaques contre les civils était le reflet des difficultés à avancer face aux combattants tchéchènes. Chez les officiers russes qui se souviennent de l'Afghanistan, la perspective d'une

guerre dans le Caucase est très impopulaire.

Aussi longtemps que Moscou maintiendra des troupes en Tchétchénie et niera l'indépendance tchéchène, il y aura une résistance armée. Quand la liste des morts et des blessés russes s'allongera, sans victoire en vue, la popularité limitée de la guerre dans la population russe s'évanouira.

Pour Eltsine, l'abandon de l'invasion serait un recul humiliant dont son autorité politique ne se remettrait pas. Il ne se retirera pas de son plein gré. Il devra y être forcé. Une révolte militaire de masse pourrait l'y obliger, ce qui est loin d'être inconcevable. Mais le plus probable, c'est la montée d'un mouvement anti-guerre large et puissant auquel un président affaibli ne pourrait pas résister longtemps.

Sous beaucoup d'aspects, les perspectives de construction d'un tel mouvement sont très favorables. Le grand capital, en Russie et à l'étranger, est effrayé à la pensée d'une guerre mettant en danger le budget russe. Les principaux journaux libéraux sont hostiles à l'entreprise de Eltsine. L'intelligentsia repentante est prête à polémiquer et, jusqu'à un certain point, à descendre dans la rue.

Mais Eltsine ne peut perdre que si le mouvement anti-guerre s'ancre profondément dans la classe ouvrière et dans les syndicats, si ses perspectives ne sont pas des mobilisations de principe et des résolutions parlementaires, mais une mobilisation de masse.

Les éléments clés d'un mouvement de ce type ne seront donc pas les libéraux, mais la gauche radicale qui n'a pas peur de voir les travailleurs devenir actifs et politisés. La guerre en Tchétchénie impose donc une énorme tâche historique aux petites forces de la «nouvelle gauche» russe.

Les partis russes condamnent l'agression militaire

La majorité des partis russes ont critiqué le conflit presque dès qu'il a commencé. Pour Gaïdar et ses associés du parti *Choix de la Russie*, jusqu'il y a peu, les partisans les plus connus du président, la dénonciation de la guerre n'était rien de plus qu'une façon de prendre leurs distances par rapport à une campagne visiblement désastreuse, menée par leur ancien héros. Ces pro-occidentaux libéraux de droite, exilés du pouvoir par un président qui se tourne de plus en plus vers le nationalisme russe et le chauvinisme de grande puissance, ont décidé d'essayer d'adopter une politique indépendante, bousculant

doucement le président (mais pas trop fort, au cas où il tomberait). Pendant ce temps, les considérations morales (pourquoi ne pas y faire appel, quand cela ne remet pas en cause votre prestige et votre capital ?) ont joué un certain rôle. Gaïdar et ses collègues, qui avaient soutenu l'utilisation des chars pour pacifier les Moscovites à l'automne 1993, se sont donc élevés contre l'utilisation des chars à Grozny pendant l'hiver 1994-1995.

Les centristes, Yavlinsky et ses collègues, ont adopté une position beaucoup plus ferme, comme la majorité des organisations des droits de l'Homme, y compris le Mouvement pour la démocratie et les droits de l'Homme en Russie, et Memorial. Ces forces se sont opposées de façon conséquente à la guerre ainsi qu'à la désinvolture du président et de son administration. Parmi les individus les plus actifs, on trouve Sergéï Kovalyov, le commissaire aux droits de l'Homme du président. Kovalyov a passé plusieurs semaines à Grozny, et a beaucoup fait pour dire la vérité sur la Tchétchénie aux citoyens russes et au monde entier.

Les partis socio-démocrates ont pris une position assez ambiguë sur le conflit. D'un côté, ils appelaient au maintien de l'intégrité de la Russie, et de l'autre ils plaidaient la nécessaire défense des droits de l'Homme. Par contre, le Parti communiste de la fédération russe a oublié sa rhétorique habituelle de grande puissance, condamnant ouvertement la guerre et les autorités responsables de destructions massives et d'un grand nombre de victimes. Les tendances démocratiques socialistes, relativement petites, comme l'Union des internationalistes, le Parti du travail et le Parti des communistes russes ont été extrêmement actifs. Ils ont organisé une douzaine de piquets, de rassemblements, des tables rondes, publié des communiqués de presse et collaboré avec les défenseurs des droits de l'Homme. Le premier piquet anti-guerre organisé dans le centre de Moscou s'est tenu le 10 décembre, juste avant les premières opérations militaires de grande envergure. Il était organisé par la gauche démocratique.

Quel programme ?

L'important, bien sûr, n'est pas de savoir qui a été le premier à agir. Bien plus important, c'est le fait que pratiquement toutes les forces politiques du pays, à part les nationaux-patriotes de droite, se sont rangés dans le même camp. Dans l'autre, il y avait un bloc composé de Eltsine, Jirinovsky et Barkhachov.

Les opposants à la guerre, cependant, étaient loin de s'accorder sur une plate-

forme de revendications communes pour mettre fin au conflit. Toutes les forces anti-guerre, heureusement, étaient pour un arrêt des bombardements et des opérations militaires et soutenaient l'ouverture de négociations. Mais au-delà, les désaccords ont commencé à apparaître. Les pro-Gaïdar étaient opposés à un appel à la démission du président, tandis que beaucoup de socio-démocrates «oubliaient» cette revendication. La gauche démocrate demandait que les troupes se retirent de Tchétchénie et que le gouvernement russe respecte le droit des peuples de Tchétchénie à décider de façon indépendante et démocratique s'ils voulaient rester dans la fédération de Russie, et si c'était le cas, avec quel degré d'autonomie. Cependant, cette demande reçut peu de soutien. Beaucoup de droitières argumentaient qu'une «action de police», rapide et professionnelle était souhaitable, condamnant davantage le manque de «professionnalisme» des actions de l'armée que la politique du bâton.

Ce genre de désaccord dans un contexte de positions positives n'est pas surprenant. En Russie, les partisans d'un «Etat fort» et ceux d'un «grand pouvoir» ont de plus en plus de popularité pour leurs idées. En politique intérieure, ces gens prônent des stratégies économiques de «marché libre» avec un autoritarisme modéré et des forces de police importantes. En général, ils sont en faveur d'un expansionnisme géopolitique au nom d'une idéologie «patriotique». On peut craindre que la guerre en Tchétchénie ait été organisée «professionnellement». Si la tuerie avait été rapide et silencieuse, seule la gauche démocratique et quelques défenseurs des droits de l'Homme auraient protesté.

Le combat continue

La solidarité des gens de bonne volonté en Russie et à l'étranger est de plus en plus importante. Il faut surmonter sa propre indifférence et dire «non !» à la guerre et aux autorités qui l'ont déclenchée. Cela doit être fait par les militaires, refusant d'exécuter des ordres illégaux. Par des civils participant à des actions de solidarité dans leurs quartiers, leurs villages, leurs lieux de travail. Cela doit être fait par les politiciens, rejetant leurs petites querelles et s'unissant, au moins temporairement, pour la cause de la paix.

Si nous pouvons arrêter ce massacre, si nous pouvons apprendre à lutter ensemble au moins contre des crimes aussi évidents des autorités, si cela peut se faire, alors au moins sur un certain plan les souffrances et les sacrifices de cet hiver en Tchétchénie n'auront pas été vains. ★

Combattre l'Euroracisme

La révision du Traité de Maastricht en 1996 sera une échéance importante pour beaucoup de mouvements sociaux. En effet, à cette révision programmée, il sera possible de revendiquer l'abrogation et / ou l'insertion d'articles dans le Traité régissant de plus en plus directement les réalités nationales au sein de l'Union Européenne.

Du 8 au 10 décembre, le réseau antiraciste européen a tenu une réunion dans les locaux de la fraction socialiste du Parlement européen. Assistaient à cette réunion : l'Anti-Racist Alliance et la National Union of Refugee Organisations du Royaume-Uni, Harmony d'Irlande, SOS-racisme (Portugal, Etat Espagnol, Italie), MRAX (Belgique), Ras l'Front (France), Aktion Courage-SOS-Rassismus Deutschland, Nero e non solo d'Italie, des Pays-bas il y avaient Ecoles Sans Racisme et Nederland Bekent Kleur (les Pays-bas Annoncent la Couleur).

De la réunion est sortie un accord sur l'organisation d'actions avec comme objectif de peser sur la Conférence Intergouvernementale de 1996. L'Union Européenne est devenue une forteresse qui tente d'empêcher l'entrée d'immigrés à l'aide de restrictions et de repression de plus en plus sophistiquées.

Dans la Forteresse Europe nous constatons aussi la montée des partis néofascistes et une croissance de plus en plus importante de crimes et bavures racistes. Les communautés d'origine immigrées ne sont plus seulement marginalisées économiquement, politiquement et culturellement, mais elles vivent maintenant aussi dans la peur.

La révision devrait concerner notamment l'article K du Traité. Cet article décrit le domaine des intérêts communs des pays membres qui resteront ou non du ressort des pays séparément. Il s'agit des politiques en matières du droit d'asile, du passage des frontières externes de l'UE, la politique d'immigration, la lutte contre le trafic de drogue, les collaborations douanières et policières. Sur ces questions, des prises de positions communes peuvent déboucher sur des initiatives communes.

La soi-disant libre circulation est un autre aspect mal vécu par les population non ressortissantes de l'UE. La politique de visa en construction a déjà donné des résultats désastreux. Après délibérations, la Commission Européenne propose que les ressortissants de 127 pays, la plupart du tiers-monde, aient besoin de l'autorisation pour pouvoir entrer dans l'espace Européen.

La croissance des violences racistes n'est plus seulement une thématique des pays membres, l'absence d'une législation Européenne est une entrave importante pour obtenir l'égalité des droits par rapports à toute une série de discrimination. Il faudrait donc des directives Européennes comme il en existe sur la discrimination dont souffrent les femmes. La réunification familiale est un autre aspect important.

L'absence de critères clairs sur la définition d'une famille permet un flou artistique dont se servent les gouvernements nationaux pour interdire l'accès au membres de famille.

Sur toutes ses questions, des actions commencent à être préparées, notamment avec comme objectif de concentrer une série d'initiatives de campagnes et de manifestations autour du 21 mars 1995 avec comme point d'orgue, une manifestation Européenne le samedi 25 mars à Amsterdam.

Le «réseau anti-raciste Européen pour l'égalité» élargit également ses rangs avec l'adhésion de «SOS Racisme» du Portugal et la «National Union of Refugee Organisations» du Royaume Uni. Entretemps, le Réseau améliore son fonctionnement avec la formation d'un secrétariat permanent et la publication d'une circulaire en plusieurs langues.

Il vise ainsi remplir son rôle de plaque tournante, pluraliste et démocratique, intransigeante et active pour une mobilisation transnationale contre l'Euroracisme.

Pour tout contact, nos lecteurs peuvent demander l'adresse des organisations fédérées par le réseau et participer à la préparation des échéances de mobilisation, dont la plus urgente est la réussite de la manifestation du 25 mars à Amsterdam.

Ron BLOM

● Anti-Racist Network for Equality in Europe, 37 Rue de la Poste, 1210 Bruxelles, Belgique, Tél.: (32-2) 217 42 70.

Le mouvement démocratique à la recherche de son unité

Le 15 janvier dernier — et depuis plus de huit mois durant lesquels aucun contact direct n'a eu lieu — des représentants du gouvernement mexicain et de l'armée zapatiste de libération nationale (EZLN) tinrent une brève réunion de trois heures — à l'intérieur du territoire sous contrôle des zapatistes — qui éloigna le spectre de la guerre. Avant ceci, tout semblait indiquer que de nouveaux affrontements entre l'armée du gouvernement fédéral et les troupes zapatistes allaient avoir lieu.

Ulises MARTINEZ FLORES

Ainsi durant la plus grande partie de ces huit mois sans contacts, les deux armées avaient maintenu un cessez-le-feu. Cette situation changea le 8 décembre dernier lorsque le président récemment élu Ernesto Zedillo ignorant les avis des divers courants politiques (excepté le parti gouvernemental — PRI —) imposa l'investiture du priiste Eduardo Robledo dans l'Etat sous conflit du Chiapas. La réponse de l'EZLN ne se fit pas attendre : comme ils l'avaient annoncé, le cessez-le-feu était rompu et ils préparèrent l'avance des troupes. Ainsi, en une action qui surprit le gouvernement mais, surtout, qui montra le soutien social envers les zapatistes, entre le 10 et le 19 décembre, mille combattants se déplacèrent en silence pour occuper 38 municipalités se plaçant pratiquement nez à nez avec les troupes de l'armée fédérale.

Cette situation de guerre imminente est maintenant dissipée. Mais, sommes-nous près d'un accord entre le gouvernement et l'EZLN ? Personne ne le croit. Comme jamais dans l'histoire récente du pays, il s'agit de la confrontation de projets inconciliables. Le cessez-le-feu aujourd'hui en vigueur doit être estimé comme une période où les deux forces

cherchent à gagner du temps pour mieux sentir le terrain ; et pas seulement du point de vue militaire mais aussi du point de vue politique. L'EZLN cherche à donner du temps pour que le mouvement démocratique et populaire civil rebelle se mette au niveau d'ébullition du mouvement démocratique — civil et militaire — du Chiapas. Le gouvernement de Zedillo cherche à calmer le jeu sur le terrain politique pour pouvoir affronter les problèmes économiques non moins importants du moment et, dans le même temps il fait tout pour que le mouvement d'opposition civil ne puisse se coordonner et se structurer avec l'opposition militaire chiapanèque.

Le mouvement de libération nationale

Depuis son apparition publique le 1er janvier 1994, l'EZLN a insisté de diverses manières sur l'idée que la lutte des indigènes chiapanèques n'aboutira pas si ne se construit pas un mouvement aux dimensions nationales qui fédère — selon des formes distinctes de luttes — tout le mécontentement qui durant des décennies s'est accumulé contre le régime politique mexicain. Selon cette vision le régime politique mexicain ne tombera que par la force d'un vaste mouvement populaire démocratique et pas seulement par la force d'une armée populaire. Cependant, à la suite des coups adroits portés par le gouvernement et des erreurs des organisations de la gauche démocratique, ce mouvement démocratique national n'a pas pris corps.

Avant les élections présidentielles d'août dernier, l'EZLN appela à la constitution de la convention nationale démocratique (CND). Malgré les limitations évidentes de cet organisme pour construire ce bloc fédéré, le 1 janvier dernier, un nouvel appel fut lancé, connu sous le nom de «Troisième déclaration de la forêt Lacondone», pour former le mouvement pour la libération nationale.

Cet appel a coïncidé avec l'apparition d'une série d'initiatives politiques et sociales diverses qui, si elles favorisent en général l'accroissement de la lutte, restent lentes et incomplètes pour l'unification et la coordination des forces distinctes.

De cette manière, depuis l'éclatement

de la crise économique avec son cortège d'appauvrissement pour la majorité des mexicains, le mécontentement s'est accru dans la majorité des secteurs sociaux : les femmes des quartiers résidentiels ont manifesté jusqu'au Palais présidentiel pour demander des réponses claires de la part du gouvernement sur la situation économiques du pays ; le mouvement des petits propriétaires agricoles surnommé El Barzón a repris ses mobilisations pour reprendre les négociations sur les dettes considérables, qui les étouffent plus aujourd'hui qu'avant la dévaluation de la monnaie mexicaine ; après l'annonce du gouvernement d'accepter l'offre d'endettement exorbitant de Clinton de quarante milliards de dollars pour pallier à la crise, le sentiment que l'on brade la nation est encore renforcé, ce qui provoque différentes initiatives de protestation tel le référendum appelé par Cuauhtémoc Cardenas pour le 12 février, pour que ce soit le peuple qui décide si l'on endette et si l'on hypothèque encore plus la nation ou si l'on rejette une telle «aide» et si l'on ouvre le chemin d'un changement radical de la politique économique.

Ce que l'on cherche à regrouper et à redimensionner, ce sont ces efforts et ces luttes qui jusqu'à présent étaient dispersés pour former un mouvement de libération nationale qui sauve la souveraineté nationale aujourd'hui en péril et qui construit un nouveau système politique basé sur la démocratie, la justice et la liberté.

Ce n'est donc pas une lutte qui prétend regrouper seulement les forces prolétariennes et leurs alliés naturels mais tous les Mexicains qui sont disposés à lutter pour en finir avec le régime actuel. La camarade Rosario Ibarra, membre du conseil national des représentants de la CND, a exposé de la manière suivante la tâche à laquelle nous sommes confrontés lors de la discussion au sein de la CND, où certaines forces de gauche refusent des alliances avec des courants qui ne sont pas clairement de gauche : «*Nous parlons d'un mouvement pluri-classiste en fonction de ce que nous avons dit précédemment, relativement limité dans ces aspects revendicatifs sectoriaux et en revanche chargé d'un contenu politique transformateur. Ce que certains ont appelé "la structuration d'un nouveau bloc social" doté*

d'objectifs clairs et d'un mécanisme pour atteindre l'écrasement du système de parti d'Etat ou pour être plus précis du système de parti unique mexicain. (...) Ce que l'on cherche c'est créer un instrument politique centralisateur et fédérateur des positions les plus diverses et variées. Un mouvement pluriel non seulement de par sa composition mais aussi par ses initiatives et ses dynamiques. Un mouvement qui ne soit pas le résultat d'un pacte au sommet, mais qui soit l'expression de quelque chose qui vient d'en bas et de tous les côtés. Qui reflètent l'unité nécessaire entre le zapatisme, le cardénisme, la gauche sociale qui a surgi après 68, le libéralisme démocratique, le social-christianisme et le christianisme engagé.»

Mais les travaux pour unifier les forces démocratiques anti-gouvernementales rencontrent parfois des obstacles dans leurs propres rangs, étant donné qu'un secteur de la direction du Parti de la révolution démocratique (PRD) vise en permanence à un accord avec le gouvernement, prétendant dans la perspective d'une transition traitée pour la démocratisation du système.

Contre un plat de lentilles

Ainsi, le 17 janvier, les directions nationales des partis représentés à l'Assemblée — PRI, PAN, PR, PT (1)— et Ernesto Zedillo en qualité de témoin ont signé un «engagement pour un accord politique national». Cet événement a été qualifié d'historique : «une ère historique s'achève, une nouvelle commence » a déclaré Zedillo. «Cela s'inscrit dans l'histoire quelque soit son dénouement comme un pas en avant irréversible vers la démocratie » a déclaré Porfirio Muñoz Ledo, président du PRD. «C'est un pas définitif vers ce qu'on appelle la refondation de la République » a ajouté Octavio Paz.

Mais, 24 heures plus tard, cet «accord historique » a semblé s'effondrer face au caractère violent qu'ont pris les désaccords entre le PRI et le PRD dans l'Etat du Tabasco (2), ce qui a amené Muñoz Ledo à déclarer ensuite que de tels événements violents pouvaient faire que le document signé disparaisse faute d'être appliqué.

Que s'est-il passé pour éteindre l'enthousiasme qui animait les signataires de ce document prétendument transcendantal ?

Si on l'analyse sans passion, l'accord signé n'a rien d'historique. Le document se réduit à une lettre de bonnes intentions qui n'engage personne et n'assure rien. Ainsi des phrases comme «promouvoir rapidement le début du dialogue » ; «approfondir les relations démocratiques

entre les pouvoirs de l'union » ; «avancer dans la conclusion de réformes électorales définitives» ; «assurer la légalité, la transparence, l'équité des prochains processus électoraux» et d'autres similaires, nous les avons déjà entendus d'autres fois. Elles prétendent être l'essence de cet accord, sans garantir ni le mécanisme, ni le rythme, ni les étapes qui permettent que l'on passe de simples généralités à des faits concrets. Parce qu'il n'y a rien dans ce document qui garantisse une utilisation équilibrée des moyens de communication lors des campagnes électorales, ou que le PRI n'utilise plus les couleurs du drapeau national dans son emblème. Ni que l'on dispose d'un registre électoral fiable. Il n'y a dans ce document rien non plus, qui garantissent l'autonomie pour les groupes ethniques qui la désirent ainsi que leur intégration juste à l'intérieur de la nation. Non, cet accord n'offre aucune garantie de réforme.

En réalité, l'essence de cet événement n'a pas été ce qui a été signé mais le moment choisi pour la signature et les objectifs que le gouvernement cherchait de la sorte. A un moment de faiblesse extrême, où il a besoin d'appui pour sa politique anti-populaire d'hypothèque de la nation, le gouvernement de Zedillo a cherché et a réussi à trouver une atmosphère de concorde qu'il espère voir refléter dans les rangs des députés quand viendra le moment de voter des modifications de certaines lois et de la constitution pour pouvoir mettre en vente des secteurs stratégiques de l'économie. Et aussi un moment, où il doit montrer à l'extérieur un pays calme, le gouvernement de Zedillo a réussi à envoyer des signaux de contrôle interne envers ses créanciers étrangers pour aplanir le chemin vers de nouveaux prêts.

Comme en plus ces accords se cuisinent derrière le dos de tout le monde, nous ne pouvons pas savoir avec certitude ce qui a été offert en échange des signatures. Dans le cas du PRD, certains journalistes ont annoncé qu'on lui aurait offert le gouvernement dans le Chiapas et la conclusion du conflit dans le Tabasco, c'est-à-dire un plat de lentille, si nous considérons que ce ne sera pas par des accords au sommet qu'on arrivera à des véritables structures démocratiques lors des prochaines échéances électorales.

Que le PAN se soit prêt à ceci n'est pas étrange, c'est sa ligne d'alliance stratégique avec le PRI-gouvernement inauguré lors du sextennat précédent. Ce qui est vraiment grave c'est la signature apposée par un secteur de la direction du PRD à ce document approfondissant ainsi son processus de rapprochement avec le gouvernement.

Les Mexicains sont confrontés à un gouvernement qui a ouvertement mis aux enchères la souveraineté nationale, qui a conduit à une profonde crise économique et à l'appauvrissement de l'immense majorité des Mexicains, qui avec sa vocation anti-démocratique a maintenu des gouverneurs usurpateurs dans le Chiapas et le Tabasco menant le pays au bord de la guerre civile et approfondissant la crise politique.

C'est à ce gouvernement-là qu'avec sa signature un secteur du PRD a retiré l'épingle du pied. Paradoxalement alors que les bases du PRD, avec bien d'autres, manifestent pour la démission de Zedillo (comme ce fut le cas lors de la manifestation du 12 janvier), un secteur de la direction se convertit en pompiers du Zedillisme.

Heureusement il existe un autre secteur dans cette direction du PRD et surtout les bases de ce parti qui suivent une ligne de véritable opposition. Fondant le projet démocratique non sur des accords avec le gouvernement, mais sur des actions unitaires avec d'autres qui sont en train de construire dans les syndicats, les organisations sociales en générale, les organisations civiles, dans la CND, avec Cuauhtémoc Cardenas, avec l'EZLN et dans beaucoup d'autres cadres, un grand accord d'unité anti-gouvernemental.

C'est dans ce contexte que se situent les actions en cours : la troisième assemblée nationale de la CND (les 3, 4 et 5 février), l'appel pour lancer la construction du mouvement pour la libération nationale (le 5 février) et le référendum «40 milliards de dollars, oui ou non» (le 12 février). ★

1) PAN, parti d'action national, de droite conservateur, en alliance tacite avec le PRI depuis le gouvernement de Salinas de Gortari ; le parti de la révolution démocratique (PRD) surgi après les élections présidentielles de 1988, regroupant les forces qui appuierent la candidature de Cuauhtémoc Cardenas ; le PT, parti du travail, surgit des secteurs de la gauche, mais accusé avec insistance d'avoir des liens et d'être appuyé par le gouvernement de Carlos Salinas. Ce dernier a une représentation très faible au parlement.

2) L'Etat du Tabasco se situe comme celui du Chiapas au Sud-Est du Mexique. Le 20 novembre dernier s'y est déroulé un vote pour élire un gouverneur, suivant ses pratiques anti-démocratiques qui le caractérisent, le PRI s'est adjugé frauduleusement le triomphe, ce qui a donné lieu à un vaste mouvement anti-fraude dirigé par le PRD qui réclame l'annulation de celles-ci et la convocation de nouvelles élections selon les nouvelles règles électorales.

«Ensemble pour changer le Sénégal»

En février 1994, le pouvoir d'Abdou Diouf a encore une fois fait arrêter les principaux dirigeants des partis d'opposition qui gênaient la mise en œuvre des réformes libérales et critiquaient la gestion de l'après dévaluation du franc de la Communauté financière africaine (CFA). Quand Landing Savané, dirigeant de And Jéf-Parti Africain pour la démocratie et le socialisme (PADS) et Abdoulaye Wade, dirigeant du Parti démocratique sénégalais (PDS) ont été arrêtés en février 1994 l'opinion a, dans sa majorité, exigé leur élargissement sans toutefois se mobiliser comme c'était le cas en 1988 (1). Cette fois-ci, les pressions internationales ont été déterminantes dans leur libération. Abdou Diouf, qui avait signé des engagements avec la Banque mondiale (BM) et le Fonds monétaire internationale (FMI), voulait régler ce problème qui nuisait à l'image de son pouvoir. *Inprecor* a profité du voyage en Europe de Badara Ndiaye, dirigeant du PADS, pour l'interroger sur la situation politique au Sénégal.

Entretien avec Badara NDIAYE

INPRECOR : *Le gouvernement du Parti socialiste (PS) est-il parvenu à mettre au pas l'opposition et à avoir les cou-dees franches dans l'application de sa politique libérale ?*

Badara NDIAYE : Au contraire aucune des mesures prévues par le pouvoir n'a pu être mise en œuvre et ce, malgré l'élargissement de la prétendue majorité présidentielle par le biais de la cooptation au

sein du gouvernement de la Ligue démocratique (une scission du PDS) et du Parti pour l'indépendance et le travail (PIT, l'ancien Parti communiste). Le blocage de la situation politique est si flagrant que la majorité de l'opinion nationale est désormais favorable à une politique de concertation nationale et à la convocation d'une Conférence nationale. Il faut dire que l'idée d'une Conférence nationale — en tant que structure souveraine, du type «assemblée constituante», qui ouvre une situation de dualité institutionnelle et en même temps soit porteuse d'une nouvelle légitimité politique — a été lancée par le PADS.

Ce changement dans l'opinion publique a contraint le Parti socialiste (PS) au pouvoir et ses alliés à faire front pour rejeter le concept de Conférence nationale au profit d'une concertation nationale aux contours flous et sans pouvoirs réels. Il est évident que la formule de «gouvernement à majorité élargie» n'a pas réussi ni à bloquer le mécontentement social ni à séparer la gauche radicale des masses populaires ni même à capter la droite libérale. Quoi que l'on dise la droite libérale bénéficie d'une certaine force du fait qu'elle a eu une existence institutionnelle pendant dix ans alors que le PADS vient à peine de se créer. Cette droite libérale a participé à différentes élections et ses liens avec la Deuxième internationale ont renforcé son poids.

C'est pour débloquer cette situation que le gouvernement français se montre aujourd'hui favorable à un rapprochement entre la droite libérale et le PS. La proposition a été faite au pouvoir sénégalais d'intégrer l'opposition dans le jeu parlementaire en créant des commissions parlementaires dans l'objectif de former un gouvernement d'union nationale afin d'éviter une éventuelle conférence nationale. Il faut reconnaître qu'il y a, à ce sujet, des divergences entre les différentes composantes de l'opposition : le PDS, le PADS et le Mouvement pour le socialisme et l'unité (MSU) (2). Certains pensent qu'il faut aller le plus loin possible à partir de la Conférence nationale et notamment opérer une rupture radicale avec le système actuel et remettre en cause le plan d'ajustement structurel de la BM. D'autres estiment qu'il faut aller vers une sorte de gestion plus honnête de l'Etat.

Le PADS bénéficie d'une certaine crédibilité, et même s'il n'a pas les moyens du parti de Wade, il n'en demeure pas moins qu'il est aujourd'hui à l'origine de toutes les initiatives politiques significatives. Sa crédibilité vient de ce que ses dirigeants n'ont jamais collaboré avec le régime d'Abdou Diouf. C'est d'ailleurs la position radicale du PADS vis-à-vis du régime de Diouf qui rend difficile le rapprochement de Wade avec le pouvoir — comme cela c'est produit en 1990 — une perspective que ce dernier ainsi que certains cadres de son parti n'excluent pourtant pas.

Notre objectif est de sauvegarder l'alliance avec le PDS jusqu'aux élections municipales qui auront lieu en novembre 1995 afin de s'y présenter de façon unitaire et d'y battre le Parti socialiste.

● *Quel est le profil du PADS dans la situation politique et sociale actuelle ?*

Le PADS est né dans un moment difficile, alors que la gauche internationale commençait à perdre ses repères (à la fin des années 80, ndlr) et moins d'un an avant les présidentielles de février 1993. Le manifeste constitutif du PADS avance clairement la perspective du socialisme comme alternative à l'ordre existant. Cette perspective stratégique n'empêche toutefois pas l'engagement dans la bataille pour des réformes ou pour l'annulation de la dette du Sénégal par exemple. Lors des élections de 1993 nous avons réalisé un score décevant (2,95 %) qui est loin de refléter notre implantation militante dans des secteurs comme la santé la poste et les télécommunications, etc. Le PADS compte par ailleurs de 15 000 à 20 000 adhérents et sa capacité de mobilisation importante laissait espérer des résultats meilleurs. Il y a eu beaucoup d'adhésion depuis les élections générales de 1993 et les prochaines municipales vont être une

1) Le PADS a été fondé en 1991, il est le fruit de la fusion de quatre organisations dont And Jéf, d'origine maoïste, est la plus importante et l'Organisation socialiste des travailleurs qui était la section sénégalaise de la Quatrième internationale. Le PDS est le parti de la droite libérale.

2) Le MSU est un courant qui représente la gauche socialiste et autogestionnaire et qui se réclame de l'unité des peuples africains. Une de ses revendications importantes est l'organisation d'une Conférence africaine pour le changement.

échance importante pour nous.

C'est un problème nouveau pour la gauche que de savoir comment participer à des élections tout en étant dans les organisations syndicales et en poussant au rejet de la politique de la BM et le FMI — surtout dans un pays où il y a 72 % d'analphabètes. C'est vrai qu'il y a eu des insurrections urbaines en 1988, après que Wade et les autres responsables politiques de l'opposition aient été arrêtés. Mais ces insurrections ont été canalisées et institutionnalisées, notamment dans la formule du gouvernement élargi à laquelle avait participé le PDS, donc la population est de ce fait assez réticente au changement.

Notre revendication centrale aujourd'hui est d'exiger le départ d'Abdou Diouf, qu'il soit chassé par la rue ou par les élections. Lors des dernières présidentielles de 1993, les Sénégalais ont surtout voté pour Wade parce que c'est lui qui représente le vote utile, celui qui permettra de faire partir Diouf et de faire une expérience de changement quelques soient les limites de ce changement. Officiellement, le PS a été battu à Dakar, en réalité il a été battu au niveau national. C'est pourquoi nous misons beaucoup sur les prochaines élections. Pourtant, il ne faut pas que se soit uniquement les élections qui rythment la vie du parti. Nous en sommes conscients mais le parti connaît des problèmes énorme du fait de l'afflux d'adhésions de gens qui proviennent parfois des classes moyennes et qui se reconnaissent dans notre parti parce que ses dirigeants sont les seuls à avoir refusé des postes ministériels quand il était facile d'en avoir. Les seuls à s'être opposés sans ambiguïté au partage du pouvoir, à avoir dit qu'il fallait changer l'équipe au pouvoir et mettre fin au pouvoir de Diouf. Dans les mois qui viennent, le parti va avoir à faire des choix difficiles, les pressions internationales pour une concertation nationale façon-PS s'exercent y compris sur le PADS. Une telle concertation nationale permettrait au capital international et surtout à la France de soulager leur scrupules tout en continuant de faire fructifier leurs intérêts. Il y a une base militaire française à Dakar et une rupture anti-impérialiste au Sénégal constituerait une défaite pour la France.

● **Le PADS est-il homogène aujourd'hui sur l'ensemble de ces questions ?**

Je ne pense pas que ce soit le cas, aujourd'hui le PADS est homogène sur une série de questions, sur le fait qu'il faut chasser Diouf par exemple, ou sur le fait qu'il faut un programme alternatif. Mais l'homogénéité n'exclue pas les diver-

gences, et il y a, au sein du PADS, des gens qui pensent qu'on ne peut pas se passer de la BM et du FMI et d'autres pensent au contraire qu'il faut s'en passer. Sur la question de la dette aussi il y a des divergences entre ceux qui pensent qu'il faut la payer et d'autres qui pensent que non. Mais personne ne peut, pour l'instant, dire qui a raison car c'est le rapport de forces sur le terrain qui sera déterminant au moment de prendre ce type de responsabilité. Par contre, la majorité du PADS et l'ensemble des directions des organisations syndicales sont d'accord sur le fait qu'il ne faut pas payer la dette, et qu'il faut se séparer du franc CFA et de la France sur le plan monétaire.

Le PADS est très hétérogène dans ses origines : des militants viennent majoritairement du courant maoïste et cela a des répercussions sur les conceptions du parti. Mais pour l'essentiel il y a accord autour des questions suivantes : la nécessité de la bataille dans les organisations syndicales contre la politique d'ajustement structurel du pouvoir et ses conséquences, l'importance de la bataille au niveau universitaire et scolaire pour développer une autonomie vis-à-vis du pouvoir et pour créer des organisations syndicales qui soient autonomes et combatives. Le PADS tolère dans ses statuts l'existence de courants d'idées, dans la pratique tout le monde s'exprime y compris le courant lié à la Quatrième internationale et à la gauche révolutionnaire en général au sein du parti défend ses positions à l'intérieur — y compris au comité central — comme à l'extérieur du parti, mais de ce point de vue rien n'est encore joué. Pour l'essentiel, le parti est lié à des secteurs sociaux impliqués dans la lutte contre les plans de la BM et du FMI, dans le mouvement syndical, dans les quartiers et dans le mouvement de la jeunesse. C'est cela qui, en dernière analyse, fait que dans le PADS l'orientation principale est le rejet des plans de la BM et du FMI.

● **Quelle est la logique qui guide votre politique actuelle d'alliance avec le PDS ?**

C'est une alliance contre nature car la gauche radicale et la droite libérale n'ont aucun point commun sur le plan stratégique. Dans la bataille pour la démocratie, par contre nous pouvons unir nos forces (c'est ce que nous appelons «être ensemble pour changer le Sénégal»). Toutefois, dans cette alliance, nous gardons notre autonomie, nos références politiques et les frontières de notre parti, c'est cela qui importe. Nous pensons que cette alliance va nous permettre de s'adresser à

des milliers de gens qui veulent le départ de Diouf.

Il est évident qu'un jour les divergences vont apparaître au sein de cette alliance. Nous avons des relations privilégiées avec le MSU. Nous sommes actuellement en discussion pour une unification avec le MSU. En fait, dans le cadre de l'alliance démocratique ce qui nous intéresse c'est de renforcer la gauche. Dans le PADS il y a des militants qui poussent vers un congrès d'unification dans les plus bref délais, car un tel congrès signifierait un renforcement de la gauche et pourrait avoir des conséquences politiques énormes.

● **Qu'avez-vous prévu pour les élections municipales ?**

Il y a des commissions de travail dans le cadre de l'alliance, nous y travaillons sur le code électoral, sur les listes électorales et réfléchissons à la façon de contrôler les inscriptions sur les listes électorales afin d'éviter la fraude. C'est dans cette perspective que nous avons besoin de toutes les forces démocratiques du pays.

● **Les Mouvements des moustarchidines et des moustarchidets peuvent ils être caractérisés comme des courants intégristes ?**

Nous avons des relations très étroites avec ces courants. Au niveau international, la droite pousse à faire l'amalgame entre l'Islam et l'intégrisme, et ce dangereux amalgame est parfois repris par la gauche. Les Moustarchidines et les Moustarchidets se sont battus dans la rue et se sont engagés dans le combat démocratique. Ils n'ont jamais déclaré vouloir un Etat islamique, ni qu'ils voulaient abolir les droits démocratiques et les libertés. On ne peut pas comparer ce courant avec les groupes intégristes. Dans notre pays, il y a à la fois des courants laïques et des courants religieux qui veulent en finir avec le pouvoir du PS et ce phénomène va s'accroître. Notre devoir est de nous battre aux côtés de tous ces courants, surtout lorsqu'ils ont fait montre d'un engagement, d'une détermination et d'une loyauté sans faille comme les Moustarchidines. Au PADS même il y a des croyants, qui vont à la mosquée où à l'église, il y a aucun obstacle à cela dans notre parti. ★

Propos recueillis par Sonia Leith

L'armée haïtienne réduite à 1 500 soldats

Les Etats-Unis auraient voulu que l'armée haïtienne reste quasiment intacte. Au risque de voir leurs relations se détériorer, le président Aristide ne les a pas suivis dans cette voie. Symboliquement, il a affecté le bâtiment occupé par le Haut quartier général de l'armée au Ministère des affaires de la femme nouvellement créé. Sur les 7 500 soldats environ (le nombre est contesté) qui faisaient partie de l'armée jusqu'à ces derniers mois, il n'en reste plus que 1 500. Un bon nombre a déserté après l'arrivée des troupes américaines et les manifestations visant les forces de répression qui ont suivi. Que sont devenus les autres ? Trois mille ont été intégrés à une force de police intérimaire après une semaine de formation patronnée par un organisme lié au FBI. Le secrétaire d'Etat à la défense, Patrick Elie, a avoué que, «faute de temps», ces militaires n'ont pas été triés de manière minutieuse. Pourtant, il est probable qu'ils constitueront l'essentiel de la nouvelle force de police qui va être constituée dans les mois qui viennent.

Les soldats qui n'ont été ni gardés au sein de l'armée ni recyclés dans la police ont été mis à la retraite ou démobilisés. Ils ont touché leur dernière solde en décembre. Aristide leur a promis un emploi dans la fonction publique. Ces révocations brutales ont suscité des manifestations de militaires et un affrontement armé au Quartier général. Les anciens soldats et les paramilitaires disposent d'un arsenal considérable et s'organisent en bandes, qui font planer de lourdes menaces. Les mesures prises par en haut ne pourront suffire pour résoudre le problème des forces armées. Mais la population est laissée en situation de spectatrice.

Le commandement de l'armée a été complètement remanié. Il n'y a plus que quatre généraux en exercice. L'un d'eux vient d'être promu à ce grade par le président Aristide mais n'exercera sans doute qu'une fonction symbolique. Les Etats-Unis mènent campagne contre lui depuis plusieurs mois. Ils l'accusent d'avoir couvert des atteintes aux droits de l'homme quand il était chef de la police avant le coup d'Etat. Par contre, ils ne trouvent pas choquant que des militaires ayant ordonné des exactions durant la dictature ne soient pas révoqués. C'est notamment le cas de deux colonels, dont l'un a supervisé un massacre



dans la ville des Gonaïves. La commission Justice et Paix des Gonaïves s'est dite «stupéfaite et indignée» à ce sujet.

Pour le moment, les 1 500 membres de l'armée vont être affectés à la force de police intérimaire. Elle a été placée sous la tutelle du ministre de la Justice et sous le commandement d'une commission présidée par le major Dany Toussaint. Ce dernier avait suivi le président Aristide en exil. Le ministre de la défense préside une commission qui va reformuler le fonctionnement et les tâches de l'armée. Il a annoncé qu'une de ses missions consistera à aider la nouvelle police en cas de nécessité. Cela n'a rien de rassurant !■

BELGIQUE

Les autres voix de la planète se rassemblent le 18 mars

Le Comité pour l'annulation de la dette du Tiers Monde (CADTM) de Belgique organise à l'Université libre de Bruxelles le samedi 18 mars 1995 une rencontre internationale. Cette rencontre se fera dans la continuité du Forum alternatif de Madrid de septembre 1994. Il s'agira d'une rencontre des associations, syndicats, partis engagés dans la campagne «Bretton Woods /FMI/Banque Mondiale, 50 ans, ça suffit». Une rencontre de toutes les personnes qui, rejetant l'ordre établi sur le pouvoir de l'argent, se mobilisent pour la justice sociale à l'échelle planétaire.

Le matin, une série de forums appréhenderont le nouvel ordre mondial sous quatre angles distincts : le «politique et le militaire »

avec notamment Noam CHOMSKY (sous réserve), Gilbert ACHCAR (Université Paris VIII) José ELOY VALDOS (Centre d'Etude sur l'Europe) ; le «financier» avec Michel CHOSSUDOVSKY (Prof. Ottawa, Canada) ; le «commercial» avec Vandana SHIVA (Inde) et le «pouvoir économique» avec Charles-Adré UDRY (Solidarités, Suisse) et Denis HORMAN (GRESEA, Belgique).

L'après-midi, 6 forums simultanés aborderont la réalité mondiale des régions et pays sous l'angle des résistances populaires.

► L'Afrique noire sous les programmes d'ajustement structurel, avec Claude JACQUIN (AFEI, France) et Amadou GUIRO (PADS, Sénégal) ;

► L'ONU dans les crises (Rwanda, Somalie, ex-Yougoslavie, République Sahraouie, Haïti) avec Colette BRAEKMAN (auteur de «Rwanda, histoire du génocide»), Mohamed ABDELAZIZ (Front Polisario), Michel CHOSSUDOVSKY et MICHEL GOFFIN (secrétaire général Equipes Populaires) ;

► L'Inde sous la contrainte du FMI de la BM avec Vandana SHIVA ;

► Le Mexique et la rébellion Zapatiste par Rosario IBARRA (députée, présidente de la CND, Mexique) ;

► La Russie et l'Est européen, le goût amer du marché libre avec Alexandre BOUZGALINE (Univ. Moscou) Laszlo ANDOR (Hongrie), Adam NOVAK (République Tchèque), Catherine SAMARY (Univ. Paris-Dauphine, France) et Jean-Marie CHAUVIER ;

► Le Brésil, nouveau défi pour le mouvement populaire avec Tatau GODINHO (féministe, membre de la direction du PT, Brésil).

En début de soirée, un grand débat contradictoire sur les décisions du Sommet mondial de l'ONU à Copenhague opposera, d'une part, Ismaël SERAGELDIN (vice-président de la Banque Mondiale) et Jean-Luc DEHAENE (Premier ministre de Belgique; sous réserve), et de l'autre Vandana SHIVA (Inde) et Pierre GALLAND (Oxfam).

Le soir, une déclaration finale rassemblant les conclusions des travaux du matin sera lue et commentée par Gilles PERRAULT (écrivain, France) et Rosario IBARRA (Mexique).

Pour toute information : CADTM, 29, rue Plantin — B1070 Bruxelles, Belgique : Tel : (322) 523 40.23 Fax : (322) 522 61 27.■